

Notre peuple est capable de prendre son destin en mains



Conseil National des Comités Populaires C.N.C.P.

Mai 2025

Photo page de couverture :

Mobilisation autour de l'OJAM (1963)

.

**Dans cette brochure vous retrouverez
les éditoriaux, les billets du CNCP
parus dans notre journal en ligne
« Jik An Bout »
ainsi que les déclarations politiques,
les contributions publiées par notre organisation
et ses militants.**

De MAI 2024 à MARS 2025

EDITORIAUX ET BILLETS DU CNCP PUBLIES DANS LE JOURNAL JIK ANBOUT

- *A propos des résultats du Rassemblement National aux élections en Martinique :
Une désinformation indécente 9*
- *Les impérialistes et les multinationales mènent une offensive globale et brutale
contre les peuples. Intensifions la résistance 11*
- *Le premier mai reste, plus que jamais, le flambeau de la lutte des travailleurs 17*
- *La flamme de la domination occidentale et de l'aliénation est repartie ! 19*
- *Parlons d'ingérence !.. 22*
- *Mobilisons-nous pour défendre radio APAL 25*
- *Macron continue à saborder la France pour le compte des multinationales..... 29*
- *C'est aux peuples qu'il revient d'arrêter l'engrenage de la guerre mondiale
qui s'annonce 33*
- *Le Peuple Martiniquais est tout à fait capable de résoudre lui-même ses problèmes 36*
- *Nos compatriotes émigrés font entendre leur voix 38*
- *Qui est légitime pour parler au nom du peuple ? 40*
- *le «temps béni» des colonies s'achève ! 44*
- *Brisons les chaînes de l'aliénation ! 45*
- *la dictature planétaire des milliardaires se met en place..... 50*
- *A propos des organisations internationales et des changements du monde 51*
- *Quand la réflexion superficielle applaudit l'intelligence artificielle !..... 54*
- *Les barbares antisémites mettent l'humanité en danger ! 57*
- *Comment réagir face à la dégradation des relations humaines ? 58*
- *La guerre ne profite qu'aux riches ! Refusons de leur servir de chair à canon ! 60*

DECLARATIONS, INTERVENTIONS ET CONTRIBUTIONS

Mobilisons-nous aux côtés du peuple kanak pour mettre définitivement fin à la domination coloniale française ! 62

Déclaration du CNCP - 15 mai 2024

Derrière l'arbre de la vie chère, se cache la forêt du pillage capitaliste 64

10 septembre 2024

Le Peuple Martiniquais veut faire entendre sa voix 68

25 octobre 2024

Tout pèp-la sanblé, nou ké fè an péyi-nèf 76

Téyat Otonom Mawon - Mercredi 4 décembre 2024

Déclaration relative aux violences qui secouent la société

Martiniquaise et à la répression coloniale qui sévit dans notre pays 82

16 décembre 2024.

Actualité de la décolonisation 84

Vendredi 21 février 2025

- Intervention de Jean ABAUL, Président du CNCP

Le contexte international

- Intervention de Alain LIMERY, Porte-Parole du CNCP

Le contexte national

- Intervention de Robert SAE, Responsable aux affaires extérieures –

Les orientations du CNCP

CONTACTS ET EMISSIONS

95

Préface



Jean ABAUL

Président du CNCP

Aujourd'hui, notre pays, la Martinique, et le reste du monde sommes confrontés à d'énormes défis à surmonter : les catastrophes naturelles conséquentes au dérèglement climatique, des crises économiques majeures liées au système capitaliste, le renforcement effréné du fascisme dans les pays impérialistes, l'imminence d'un conflit militaire généralisé, sans oublier le délitement sociétal qui se généralise. Voilà ce dont nous devons tenir compte pour analyser notre propre réalité et définir la stratégie qui conduira notre Peuple à l'émancipation. « Ou paka rantré an la wonn danmyé, si-w pa sa goumen danmyé*» : Voilà un proverbe de chez nous qui résume bien notre situation.

Profitons de la commémoration des cent ans de la naissance de Frantz FANON pour nous enrichir de ses enseignements. Ceux qu'il nous a portés dans «Peau noire et masque blanc» et «Les Damnés de la terre» restent d'une remarquable actualité pour analyser notre réalité sur les

plans politique, culturel et social. Particulièrement, concernant l'analyse de l'aliénation qui gangrène les colonisés que nous sommes encore et les « intellectuels » intégrés au système.

Nous devons nous débarrasser une fois pour toute des « lespwa malpapay » dans lesquels certains veulent nous contenir en nous faisant croire que nous pourrions changer les choses simplement en allant aux élections ou en persuadant les gouvernements d'être moins méchants. Plus question d'accepter les « zanzolaj » et les « jé makak ». Comme le disait Norbert ZONGO « Notre bonheur ne peut venir de ceux qui ont profité de notre esclavage et de notre état de dépendance ».

Prenant conscience de la gravité de la situation, nous devons définir notre propre trajectoire, notre propre calendrier, sortir du « yo » pour entrer dans l'ère du « nou ».

Engageons-nous de manière organisée pour développer une idéologie alternative et une culture populaire visant à l'Harmonie par une spiritualité fondée sur le respect du vivant, la promotion des valeurs de partage et d'équité. Construisons nos alternatives dans le cadre de notre lutte pour l'Indépendance et la Souveraineté.

** On ne rentre pas dans le cercle du «danmyé » si on ne sait pas se battre*

PARTIE I

TEXTES PUBLIÉS DANS LE JOURNAL EN LIGNE DES COMITES POPULAIRES « JIK AN BOUT » MAI 2024 – MARS 2025

N° 218 – MAI 2024

A PROPOS DES RÉSULTATS DU RASSEMBLEMENT NATIONAL AUX ÉLECTIONS EN MARTINIQUE : UNE DÉSINFORMATION INDÉCENTE

Dans notre pays, le score du Rassemblement National (RN) aux élections européennes correspond à 2,02 % des 304.698 inscrits (6 149 voix !). Pourtant le discours dominant des journalistes et des politologues se concentre sur « l'implantation consolidée du RN en Martinique », le « vote d'adhésion à ses idées grandissant dans une fraction du peuple Martiniquais » et, même, sur la « percée spectaculaire du RN » (sic). Erreur d'analyse due au formatage des élites ? Volonté consciente de désinformer ? Quoiqu'il en soit, la bulle médiatique est complètement déconnectée de la réalité politique qui prévaut dans notre pays.

Parlons d'abord du taux d'abstention à ces élections (87,68%). Tous les commentateurs autorisés, se plaignent de son ampleur et l'expliquent, généralement, par le fait que les électeurs n'auraient pas « compris les enjeux » ou par la « méconnaissance des bienfaits de l'Europe ». Ce qui revient à dire :

- que les Martiniquais ne sont pas capables d'adhérer aux explications et aux thèses propagées depuis des décennies par les mouvements indépendantistes dans les moindres recoins du pays ;
- que les petits planteurs n'ont pas compris que le système de subvention n'est pas conçu en leur faveur ;

- que la jeunesse ne sait pas faire la différence entre quelques opérations « ERASMUS », la destruction des services publics d'éducation, les difficultés d'accès aux filières de formation et la misère du monde étudiant ;

- que les électeurs ne sont pas conscients du fait que des élus en fin de listes « nationales » n'ont aucune chance de représenter les Martiniquais, face à une Commission Européenne contrôlée par les lobbies, etc, etc !!!

Évoquons maintenant ladite « percée du RN ». Les chiffres suffisent à établir que cela relève de la désinformation pure et simple. Il convient toutefois de préciser qu'il existe effectivement un **petit pourcentage** d'aliénés, de collaborateurs et, malheureusement, de personnes trompées qui défendent les thèses du RN dans notre pays, mais on est en droit de penser que l'essentiel des voix qui se portent sur les candidats d'extrême-droite sont celles des français suprémacistes de plus en plus nombreux dans notre pays. Bien sûr, les idées xénophobes propagées par les classes dominantes, comme partout ailleurs, polluent notre société et nous continuerons à les combattre mais cela n'a rien à voir avec une quelconque « percée du RN ».

Le résultat de ses candidats au premier tour des législatives suffisent à illustrer cette réalité.

Circonscription 1 : Cédric CRAMPON	2 312 voix soit 2,88 % des 80.241 inscrits
Circonscription 2 : Juvénal REMIR	2 613 voix soit 3,28 % des 79.635 inscrits
Circonscription 3 : Max FERRATY	1 684 voix soit 2,79 % des 60.282 inscrits
Circonscription 4 : Grégory ROY-LARENTY (RN)	2 408 voix soit 2,85 % des 84.475 inscrits

LES IMPERIALISTES ET LES MULTINATIONALES MENENT UNE
OFFENSIVE GLOBALE ET BRUTALE CONTRE LES PEUPLES
INTENSIFIONS LA RESISTANCE !



Dans nos deux éditoriaux précédents, nous avons développé la thèse que « la troisième guerre mondiale a déjà commencé ». Nous avons aussi exposé l'idée, qu'au-delà des affrontements entre puissances rivales, en toile de fond, la guerre mondiale la plus fondamentale est celle qui oppose, d'un côté, les multinationales qui détiennent le pouvoir réel dans les pays impérialistes et, de l'autre, les travailleurs et les Peuples dominés de l'ensemble du monde. Ces deux camps ont des intérêts fondamentalement contradictoires, définitivement irréconciliables et, puisque l'affrontement décisif a commencé entre eux, il est important que notre camp, celui des travailleurs et des peuples, procède à une évaluation lucide de ses atouts et de ses forces, qu'il pense et mette en œuvre une stratégie et des tactiques propres à lui assurer la victoire.

Au vu de la brutalité des attaques et de la toute-puissance apparente du système dominant, beaucoup sont intimement convaincus que celui-ci est indétrônable.

L'immense majorité des gens, subissant la désinformation et la manipulation des empires médiatiques occidentaux, méconnaissant l'ampleur des Résistances qui foisonnent sur toute la planète, n'a pas conscience que l'ennemi est considérablement ébranlé. En vérité, le système capitaliste et impérialiste a fait son temps et le monde est prêt à réaliser un nouveau bond vers le progrès.

C'est une loi du développement de la société humaine clairement démontrée par les théoriciens du marxisme-léninisme : quand les conditions objectives et subjectives nécessaires

sont réunies, le système qui a fait son temps laisse inexorablement place à un autre qui correspond à la nouvelle configuration du monde.

Le développement des forces productives, les nouveaux rapports sociaux et les nouvelles idées que les évolutions génèrent, appellent à de nouvelles structurations dans la société.

Aujourd'hui, les conditions objectives et subjectives se réunissent pour que le monde change de base.

a) Concernant les conditions objectives :

Dans de précédents articles, nous avons montré que l'aiguïsement des contradictions avec les puissances rivales et le renforcement de la lutte que mènent les pays dominés pour leur souveraineté rendaient de plus en plus problématique la capacité des impérialistes occidentaux à piller les matières premières du monde et à soumettre le commerce mondial à la dictature de leurs monnaies. Ajoutons à cela, qu'à l'anarchie inhérente au système libéral est venu s'ajouter le fait que le Capital se soit de plus en plus déconnecté de l'économie réelle pour aller patauger dans les marais de la spéculation. Facteur plus déterminant encore, la Révolution Informatique et l'explosion des Nouvelles Technologies de l'information et de la Communication (NTIC) ont redessiné les rapports sociaux entre dominants et dominés et sont venus bousculer l'architecture qui permettait aux premiers d'imposer un pouvoir sans partage*1.

b) Concernant les conditions subjectives :

Inéluctablement, de nouvelles conditions objectives génèrent ou renforcent des idées nouvelles. Il est indéniable qu'aujourd'hui, s'impose progressivement une pensée planétaire alternative qui vient se confronter à l'idéologie bourgeoise occidentale dominante. Cela s'est vu confirmé :

- par les mobilisations écologistes massives qui, souvent à l'initiative de la jeunesse, ont déferlé dans le monde pour dénoncer les menaces que font peser sur la planète les politiques ultralibérales et productivistes ;
- par l'internationalisation du mouvement «Black Lives Matter» contre le racisme et les violences policières ;
- par l'extension du mouvement «Mee Too». Ce dernier, parce qu'il venait de pays occidentaux, a connu une médiatisation mondiale, mais il rejoignait une puissante dynamique de mobilisation pour la défense des droits des femmes qui se développait déjà sur tous les continents.
- par l'extraordinaire mobilisation des étudiants et lycéens qui, partout dans le monde, dénoncent le génocide perpétré contre le Peuple Palestinien par l'armée d'occupation sioniste d'Israël avec le soutien actif des pays impérialistes occidentaux. Admirable engagement qui donne foi en l'humanité !

Ces quatre exemples traduisent le changement qualitatif qui s'opère sur le plan subjectif. Le patriarcat bourgeois, le chauvinisme nationaliste, le racisme, le suprémacisme, l'interventionnisme impérialiste, sont battus en brèche par une idéologie nouvelle qui prône

le respect de l'environnement^{*2}, de l'intérêt des générations futures, de la souveraineté des Peuples et la justice sociale.

Tout cela nous autorise à dire que les conditions objectives et subjectives sont réunies pour l'avènement d'un monde nouveau. Il est, bien entendu, impossible de prédire la durée de la période qui mettra fin à la domination du système capitaliste et impérialiste. Mais, jalonnée de batailles perdues ou gagnées, d'avancées ou de reculs, la tendance historique est inéluctable. Ce qui reste sûr, c'est que l'action des Peuples, qu'elle soit spontanée ou organisée, peut retarder ou accélérer le processus.

On ne mène pas une guerre la fleur au fusil !

Nous sommes donc en guerre contre des gouvernements, agents des multinationales, qui sont aux commandes d'États puissants, disposant d'institutions tentaculaires, d'armées et d'appareils de répression qui n'ont aucun état d'âme, de services de renseignements experts, d'outils de propagande et de manipulation extrêmement performants.

Nous sommes en guerre contre un système !

La conscience lucide de cette réalité ne doit jamais nous quitter, militants et militantes des mouvements alternatifs, organisations révolutionnaires, quand nous procédons à des analyses ou quand nous entreprenons des actions.

Précédemment, nous avons évoqué « l'objectif unique » que visait chaque camp en guerre et les fronts principaux sur lesquels se livraient les batailles (économique, idéologique, militaire et politique). Pour les Peuples, l'objectif est de mettre à bas le système dominant tout en construisant le monde nouveau ; les deux dynamiques étant éminemment consubstantielles, cela doit se traduire dans l'élaboration d'une stratégie globale s'opposant à celle des multinationales.

Sur le plan Économique :

Les marges de manœuvre dont disposent les Peuples sont beaucoup plus importantes qu'on ne le pense généralement. A titre informatif, les économistes bourgeois admettent que plus de 60 % de la population active mondiale, soit 2 milliards de personnes, gagnent leur vie dans l'économie informelle. Le FMI, autre illustration, indique que le poids du secteur informel dans le PIB des pays africains va de 20% à 65%. Ces données chiffrées suggèrent déjà l'ampleur de l'économie populaire dans le tissu mondial, mais l'importance de celle-ci va largement au-delà. C'est seulement cette économie-là qui permet que près de 6 milliards d'êtres humains survivent à la cruauté des politiques ultralibérales imposées par les multinationales. N'est-il pas manifeste que plus le pillage est intense, plus l'économie qualifiée d'informelle se développe ?

Selon nous, la construction d'un système économique alternatif exige qu'on tire les enseignements du génie dont les Peuples font preuve pour subsister^{*3}. Partant, mener bataille sur le front économique, nous appelle à nous appuyer sur l'existant pour dynamiser les initiatives alternatives, pour favoriser l'émergence de réseaux dissidents et de circuits courts (au niveau de la famille élargie, de quartiers ou de secteurs économiques) et pour renforcer la

connexion entre les fractions de notre Peuple émigré ou vivant sur le territoire national. Sans la maîtrise d'une base économique large et structurée, nous resterions à la merci des coups bas et des chantages venant des dominants ; d'autre part, les appels à d'éventuels boycotts d'entreprises ou de produits étrangers resteraient improductifs.

Sur le plan Idéologique :

Nous avons évoqué plus haut l'émergence d'idées nouvelles venant se confronter à l'idéologie bourgeoise occidentale dominante. Leur convergence est appelée à générer une idéologie cohérente qui à terme imposera sa suprématie dans la société.

Mais pour l'heure, la confrontation sur le front idéologique reste brûlante.

La société est toujours et largement prisonnière de l'idéologie individualiste, élitiste et de compétition. Sur cette base, l'ennemi, est parvenu à brouiller très profondément les frontières de classe*4.

Il utilise même les idées nouvelles (qui remettent en cause la structure pyramidale de la société) comme arme pour désorganiser et dévoyer les mouvements populaires.

Ces mouvements désormais étiquetés « citoyens » sont invités à privilégier les décisions individuelles et à se ranger derrière des leaders désignés par les médias du système. La puissante entreprise de manipulation menée après la chute du « Camp Socialiste » est parvenue à répandre au sein de la société la thèse que « le temps des idéologies était fini » et que les « citoyens » devaient se prémunir contre toute « récupération » par les organisations politiques.

Parallèlement les empires médiatiques occidentaux s'appliquent à proposer des centres d'intérêts superficiels, et une culture bestialisée, à détruire toute forme d'esprit critique et à conditionner les esprits.

Si, donc, nous ne menons pas une lutte systématique et sans concession sur le front idéologique, toutes nos batailles consisteront à « *chayé dlo an pannyé**5 ».

La formation idéologique et politique, la vulgarisation des connaissances dans tous les domaines, l'incitation à la réflexion critique sont autant d'armes indispensables pour mener victorieusement la guerre contre le système capitaliste et impérialiste.

Sur le plan Militaire :

Il est évident que les impérialistes occidentaux n'accepteront jamais la remise en cause de leur hégémonie. Pendant des siècles, ils l'ont maintenue en commettant les crimes les plus horribles, en multipliant subversions et coups d'états. Toutefois, ils sont conscients qu'aujourd'hui leur domination est sérieusement menacée. C'est la raison pour laquelle ils ont enclenché l'engrenage d'une guerre mondiale. Leur capacité de nuisance ne doit surtout pas être sous-estimée. Comme le disait un célèbre artiste Martiniquais : « Ces gens coupables de commettre cyniquement tant de crimes sont obligatoirement des psychopathes ».

Les méthodes de l'ennemi sont archi-connues : espionnage, infiltration de provocateurs, guerre de l'information et guerre psychologiques, assassinat, utilisation de supplétifs,

corruption, etc... Tout cela préparant ou accompagnant l'intervention armée. Il convient donc de se préparer, disons discrètement, à déjouer toutes les attaques de cette nature.

Le principal atout de nos Peuples, c'est le nombre ! C'est en œuvrant systématiquement à l'accumulation des forces et à l'implication des plus larges masses dans les batailles que nous réunirons les conditions de la victoire.

Sur le plan Politique :

La scélératesse des politiques ultralibérales est telle que dans tous les secteurs de la société des mobilisations sont organisées pour défendre les droits des travailleurs et plus généralement de la population. Elles sont nécessaires et il faut les soutenir. Cependant, notre devoir est de mener une offensive politique pour que, d'une part, tous et toutes réalisent l'ampleur de la véritable guerre menée par les classes dominantes et pour que, d'autre part, nous démasquions toutes les illusions semées par les opportunistes. Nombreux, en effet, sont ceux qui déclarent lutter contre la domination impérialiste, le colonialisme, le sabotage des services publics, etc... mais qui tentent, en même temps, de détourner notre Peuple de la voie de l'émancipation et de la lutte contre le système, parce que leurs intérêts de classe les amènent à collaborer avec celui-ci.

Contrairement à ce qu'ils chantent, ni des victoires électorales, ni des demandes de modifications de la Constitution Française, pas plus qu'aucune déclaration de fidélité à « la République » en échange de « compétences » supplémentaires, ne sont de nature à infléchir la volonté des impérialistes de détruire l'économie endogène ou de procéder au génocide par substitution.

Nous l'avons dit plus haut, c'est de l'éradication d'un système pervers et destructeur qu'il s'agit.

Partis Révolutionnaires et Mouvements Populaires

Nous l'avons établi : la guerre qui oppose Peuples et multinationales est une guerre mondiale. Le camp d'en face est scrupuleusement organisé et agit sous le commandement d'un État-Major très compétent et bien hiérarchisé. Comment imaginer que le camp des Peuples pourrait prendre le dessus, sans disposer, lui aussi de structures permettant l'analyse globale, l'élaboration de stratégies et la coordination des batailles sur les différents fronts ?

Aux siècles précédents, les luttes révolutionnaires de classes et de libération nationale se faisaient sous la direction de « Partis politiques d'Avant-garde », souvent sous l'égide de l'idéologie marxiste-léniniste. Aujourd'hui, même si le rôle des partis politiques révolutionnaires reste plus que jamais déterminant, la nature de leur relation avec les mouvements populaires a profondément évolué^{*6}. Le défi pour les Partis révolutionnaires est, non pas de « diriger les masses », mais de produire des analyses et des propositions pertinentes, de développer des pratiques suffisamment convaincantes pour qu'elles soient reprises par le plus grand nombre.

Concernant l'articulation entre les luttes populaires au plan international :

Par le passé, les réseaux internationalistes étaient impulsés, pour la plupart, par des partis politiques regroupés dans des « Internationales Socialistes ».

Aujourd'hui les convergences de luttes se font au travers de réseaux extrêmement nombreux, sur la base de thématiques spécifiques (écologiques, féministes, pan africanistes, etc..) se déclarant généralement « apolitiques ». Il existe, malgré tout, des réseaux internationaux, défendant des projets politiques, clairement anti-libéraux et anti-impérialistes.

Dans notre région Amérique Caraïbe, par exemple, nous pouvons citer «l'Assemblée des Peuples de la Caraïbe (APC)», le «Forum de Sao Paolo», «ALBA Movimientos», «JubileoSur», « CIPOML »*7.

L'enjeu de cette guerre décisive opposant nos Peuples aux multinationales est crucial. Il s'agit pour nous d'éradiquer un système en fin de vie qui, s'il perdurait, conduirait la planète et l'humanité à la destruction. Nous devons nous donner tous les moyens nécessaires pour intensifier nos Résistances, remporter la victoire finale et construire «l'autre monde possible».

**1 Le système est prisonnier d'un piège duquel il ne peut s'échapper : sa survie est liée à la vente massive des nouvelles technologies ; mais la censure ne suffit pas à empêcher que celles-ci déconstruisent son idéologie et sa propagande ou véhiculent des informations alternatives quant à ses crimes passés et présents.*

**2 L'homme est considéré de nouveau comme faisant intrinsèquement partie de l'écosystème. C'est la prétention à dominer, celui-ci, à l'exploiter, à le soumettre à ses fantaisies qui fait peser sur la planète et l'humanité les menaces de destruction.*

**3 Les ennemis, eux, étudient scrupuleusement les pratiques et les circuits populaires, soit pour les détruire, soit pour en tirer profit !*

**4 La vague des influenceurs(ses) disséminés(es) dans les couches populaires et qui accèdent à la «richesse» en se faisant les relais publicitaires des multinationales, d'une part, et les campagnes massives menées pour semer l'illusion qu'on pourrait résoudre ses problèmes économiques et sociaux en devenant «auto entrepreneur», d'autre part, y ont largement contribué.*

**5 Transporter de l'eau dans un panier.*

**6 Ce qui n'est pas contradictoire avec l'existence de départements sectoriels légitimement liés à des partis politiques.*

**7 A cet égard, nous invitons tous nos lecteurs à partager avec nous les informations dont ils disposent quant aux autres réseaux travaillant à la convergence des luttes populaires*

LE PREMIER MAI RESTE, PLUS QUE JAMAIS, LE FLAMBEAU DE LA LUTTE DES TRAVAILLEURS



Cette année encore, les travailleurs se sont mobilisés sur tous les continents pour faire entendre leurs revendications. Les défilés ont été particulièrement importants en Malaisie, en Indonésie, en Thaïlande, au Japon, au Népal, au Bangladesh et en Corée du Sud, en Espagne et en Allemagne. Les manifestations ont été brutalement réprimées en Turquie et aux Philippines. Tous les observateurs ont pu témoigner que, dans tous les pays, la condamnation du génocide perpétré par les forces d'occupations sionistes s'est ajoutée aux revendications syndicales traditionnelles et à la dénonciation des politiques ultralibérales. Nous vous proposons ci-dessous un court reportage sur la manifestation de Fort-de-France.

Environ un millier de personnes ont défilé dans les rues de la capitale en ce premier Mai 2024. Le cortège, constitué de membres et sympathisants de plusieurs organisations syndicales, politiques ou associatives, est parti de la maison des syndicats pour parcourir les rues de la ville. En tête du défilé étaient arborés le drapeau Palestinien et une banderole dénonçant les massacres à Gaza et en Cisjordanie. Les slogans condamnaient le génocide en cours perpétré par l'armée sioniste d'Israël avec la complicité des occidentaux. Le peuple Martiniquais, faisant face à l'accélération du génocide orchestré par Pouvoir Colonial Français, est particulièrement sensible à la cause du Peuple Palestinien. Plusieurs personnes se sont symboliquement bâillonnées pour signifier les pressions que les autorités françaises exercent sur tous ceux qui veulent manifester publiquement pour dénoncer ce génocide. Les manifestants ont réclamé un cessez-le-feu et le respect des personnes et des droits humanitaires.

Les autres slogans ont concerné les problèmes qui affectent la société Martiniquaise : Chômage, vie chère, vol des terres, etc. Les organisations féministes ont fait entendre leurs revendications, dénonçant les violences faites aux femmes et exigeant l'amélioration de leurs conditions de vie. L'empoisonnement massif de la population aux pesticides, notamment au chlordécone, a été également dénoncé pendant le défilé.

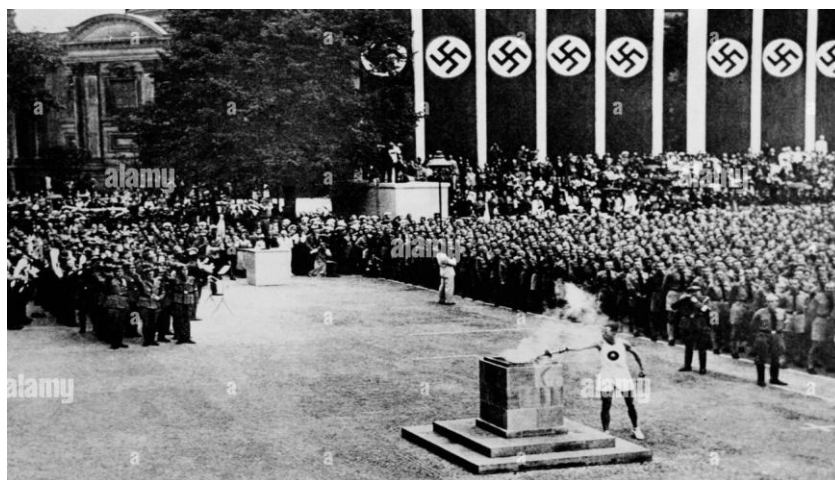
Comme cela est devenu la tradition, plusieurs organisations avaient installé des stands d'information. Tel le Collectif des Ouvriers et Ouvrières Agricoles Empoisonnés par les Pesticides qui proposait au public une exposition sur les crimes perpétrés par les empoisonneurs et le travail que lui-même abat pour obtenir Justice et Réparation.

Le stand du CNCP a été visité par un très grand nombre de militants et militantes avec qui se sont tenues de fructueuses discussions. Les documents de propagande ont reçu un excellent accueil, en particulier la brochure traditionnelle du Premier Mai qui, en plus des habituels éditoriaux et déclarations, proposait une rétrospective sur la grève de janvier- février 1974, sa portée historique et ses dessous politiques, ainsi qu'un retour sur les 52 ans de militantisme du GAP et du CNCP.

Chez nous, comme dans le reste du monde, les travailleurs ont montré à ceux dont le souci est de gommer la lutte des classes en faisant du 1^{er} mai la « fête du Travail » que cette date restait bel et bien le symbole de leur engagement contre l'oppression et l'exploitation, pour l'amélioration de leurs conditions de vie et leur émancipation.



LA FLAMME DE LA DOMINATION OCCIDENTALE ET DE L'ALIENATION EST REPARTIE !



Le réveil de la flamme Olympique :
Une mise en scène imaginée par les nazis pour les J.O. de Berlin en 1936

D'aucuns ont voulu nous faire croire que le périple de la flamme olympique dans les colonies françaises n'avait pour but que de chanter la fraternité humaine. En se penchant sur la véritable histoire de la cérémonie, on réalisera que ce n'est absolument pas le cas. Nous avons là l'une des pages du récit sur lequel la civilisation occidentale s'appuie pour propager son suprémacisme et son pseudo universalisme. Ici, il s'agit de l'idéalisation de la Grèce antique, dont elle a fait une de ses racines et, cette fois, de magnifier la puissance de la France coloniale.

Ainsi, des compétitions sportives opposant des Cités, qui par ailleurs se faisaient régulièrement la guerre, dans une société grecque où seuls les propriétaires participaient au jeu de la démocratie, entourés d'une majorité de femmes, de métèques et d'esclaves ne jouissant d'aucun droit, où l'on tuait les enfants handicapés, sont prises comme source d'inspiration pour signifier la fraternité entre les Peuples !

Mais, dira-t-on, aujourd'hui ce n'est pas la même chose, puisque le baron français Pierre de Coubertin a rénové ces Jeux en 1894 et a fondé un Comité International Olympique (C.I.O.) pour les organiser. Depuis, le C.I.O. gouverne le mouvement en s'appuyant sur une « Charte Olympique » judicieuse. Il est bien vrai que, sous son égide, de belles rencontres sportives ont pu enthousiasmer les foules, favoriser l'engagement d'une multitude de gens dans les sports les plus variés et que l'institution des jeux paralympiques a constitué un progrès social certain. Mais, tout cela n'empêche pas que les J.O. ont toujours été l'enjeu de batailles féroces entre les grandes puissances qui veulent en être organisatrices parce qu'ils leur permettent d'anesthésier les populations tout en redorant leur blason^{*1}.

Nous vous invitons instamment à relire l'article de Yorgos Mitralias, dont nous reprenons le lien ci-contre : (<https://www.cadtm.org/> «La flamme olympique, une merveilleuse idée » du Dr. Goebbels). Il nous rappelle comment c'est à l'occasion des J.O. de Berlin en 1936 que cette

« première torche », inspirée par Goebbels et fabriquée par Krupp, a été allumée à Olympie avec une chorégraphie, qui reste la même à ce jour, due à la metteuse en scène officielle d'Hitler, la tristement célèbre Leni Riefenstahl. L'opération orchestrée par le pouvoir colonial français qui organise les J.O. de juillet 2024, suit strictement la même logique. En promenant la flamme dans tous ses territoires colonisés à travers le monde, Il s'agit bien d'étaler la puissance de l'empire. Seule ombre à son tableau : la Kanaky où il n'était pas question de rendre visible le Peuple Kanak en lutte et la réalité de la répression coloniale.

Comme il fallait s'y attendre, les partisans du passage de la flamme en Martinique ont ressorti leurs poncifs :

1- « L'attention du monde entier sera attirée sur notre « territoire ». « Nous devons être fiers, celui-ci deviendra attractif », nous disent-ils.

Ceux qui tiennent ces propos sont-ils conscients que le Pouvoir colonial a entrepris d'accélérer le Génocide par substitution ? Qui veut-on attirer ici et dans quel but ? Les investisseurs européens qui détruisent le tissu économique endogène ? Les suprémacistes décomplexés qui bénéficient du soutien de l'État et des banques pour s'implanter ? Il est significatif que les « sites exceptionnels à promouvoir » étaient pour la plupart fermés au public.

Qui peut vraiment croire que les spectaculaires moyens policiers mis en place ne visaient qu'à « assurer la sécurité de la flamme » ? Forces venues de l'extérieur, vols d'hélicoptère, interdiction de stationner dans de très larges zones, aux environs du parcours, tout cela était manifestement excessif. Cela relevait, comme cela a été le cas lors de l'opération COVID, d'un exercice de contrôle du territoire et d'une entreprise de domestication totalitaire de la société.

Pensez que dans certaines communes, des personnels de santé ont reçu les consignes suivantes : « Les personnels soignants et tous les corps de métiers réalisant un déplacement à domicile pourront circuler uniquement à pieds. Les soignants à domicile ne pourront pas accéder avec leur véhicule aux abords du parcours entre 11h et 16h. Aucun laisser passer ne sera réalisé dans le cadre de cette manifestation » ou encore « La commune n'a pas prévu de laisser-passer. Les professionnels de santé sont donc encouragés à décaler leur intervention dans le périmètre durant ce laps de temps ».

Il ne saurait être question que les impérieux besoins de soins des patients et la souffrance au travail connue des personnels de santé viennent gâcher la beauté du passage d'une flamme olympique, n'est-ce-pas ?

Peut-on croire sérieusement, qu'au moment où le gouvernement sabote les services publics et la protection sociale au prétexte de lutter contre le « déficit public » et au nom de l'orthodoxie budgétaire, il engagerait des sommes astronomiques dans le seul but de faire la population applaudir le passage d'une flamme ?

Quant à ceux qui prédisent des « retombées économiques » pour notre pays, il faudrait, qu'en toute transparence, ils annoncent le coût global de l'opération et démontrent ses conséquences réelles sur notre tissu économique. Le bon sens populaire estime pour sa part que les sommes dépensées auraient dû servir prioritairement à porter des réponses aux problèmes brûlants de la distribution d'eau potable, de la construction de logements, etc...

2- « Il ne faut absolument pas mélanger le sport et la politique ! » disent encore les partisans du passage de la flamme.

Jamais, au grand jamais, sport et politique n'ont cessé de s'embrasser. Faut-il rappeler les conditions dans lesquelles les athlètes russes ont été exclus des jeux qui se préparent ?

En réalité, les gouvernements, représentants des classes dominantes et s'appuyant sur leurs médias, ont toujours instrumentalisé les grands événements sportifs à des fins politiques. Ceux-ci sont intégrés dans le chapelet d'opérations de diversion visant à anesthésier les masses. Coupes du monde, tours cyclistes, J.O., élections de Miss, événements dits « people » (mort de la reine Élisabeth, avènement de Charles III), quelques drames choisis (incendie de Notre Dame de Paris), Eurovision, on pourra continuer la liste à loisir. Il s'agit bien d'une politique globale menée pour chloroformer les esprits et étouffer l'expression des contestations.

Dans un tel contexte, il est tout-à-fait légitime que les peuples dominés fassent entendre leur voix lors d'événements tels que les Jeux Olympiques. Toutes les occasions doivent être saisies pour faire résonner nos dénonciations et nos revendications.

Ainsi, en levant leur poing ganté de noir lors des jeux olympiques de Mexico en 1968, Tommie SMITH et John CARLOS ont puissamment contribué au combat contre le racisme et les discriminations subis par les afro descendants de par le monde. Nous devons suivre leur exemple.

Profitons-en pour rappeler que le 4 novembre 2011, en leur honneur et en présence de Tommie SMITH lui-même, la municipalité de Fort-de-France, a érigé la statue de « L'homme droit » (œuvre de l'artiste Claude CAUQUIL) aux abords du stade...Pierre ALIKER.

L'instrumentalisation des grands événements sportifs ou culturels par les impérialistes occidentaux est de plus en plus contestée partout dans le monde. Des événements alternatifs de grande ampleur sont organisés par le «SUD Global » pour s'en émanciper.

Nous devons nous inscrire dans cette dynamique en pensant des jeux débarrassés du poids de l'aliénation, dont la conception et le déroulement ne nous soient pas imposés par des institutions toxiques.

Au bout du compte, c'est la flamme de la domination occidentale et de l'aliénation que nous devons éteindre et nous devons nous mobiliser davantage encore autour de la flamme de la Dignité, de la Résistance et de la Souveraineté !



PARLONS D'INGERENCE !



Le putschiste Guaidó caché dans l'ambassade de France au Venezuela (juin 2020)

*Le 24 juillet dernier, le Conseil constitutionnel français a validé une « Loi sur les ingérences étrangères en France ». Celle-ci « prévoit la mise en place auprès de la Haute Autorité pour la Transparence de la Vie Publique (HATVP) d'un registre numérique des activités d'influence étrangère. Ce registre recensera, après déclaration auprès de la Haute autorité, les activités des personnes agissant pour le compte d'un "mandant étranger" : puissances ou entités étrangères ou partis ou groupes politiques étrangers hors Union Européenne. Ces activités devront avoir pour but d'influer sur la décision publique (notamment la fabrique de la loi) ou sur la conduite des politiques publiques, y compris sur la politique européenne ou étrangère de la France *1 ». « Les personnes qui refuseraient de transmettre à la HATVP des informations (sur leur identité, leurs actions d'influence, les personnes approchées...) risqueront trois ans de prison et 45.000 euros d'amende. Les peines prévues pour les personnes morales sont plus lourdes : 225.000 euros d'amende, interdiction de percevoir une aide publique... ».*

Nous montrerons dans l'article qui va suivre que cette loi relève du processus de fascisation des régimes occidentaux et que, dans le cas de la France, elle vise surtout à museler les peuples qu'elle maintient sous domination coloniale.

En premier lieu, il nous semble opportun de rafraîchir la mémoire de chacun.

Quand, en 2012, le président Vladimir Poutine a signé une série de lois qui permettent de désigner comme “agents de l'étranger” tout individu qui s'engage en politique - au sens large du terme - et qui reçoit des financements étrangers, quand le Parlement Russe a adopté une loi, en décembre 2019, stipulant que tout individu bénéficiant d'un financement étranger et créant ou distribuant des publications pour un média pouvait être désigné comme un “agent de l'étranger” *2, la levée de bouclier a été quasi unanime. La FIDH, (Fédération Internationale des Droits de l'Homme) est montée au créneau pour en dénoncer les dangers.

Quand, le 3 juin 2024, en Géorgie, a été promulguée une loi imposant à toute organisation

recevant plus de 20 % de son financement de l'étranger de s'enregistrer comme « *poursuivant les intérêts d'une puissance étrangère* », celle-ci a été accusée de vouloir « *réduire au silence la société civile* » « *sous couvert de transparence* », l'Occident, uni, a dénoncé son caractère totalitaire, soutenant pleinement les manifestations des opposants à cette loi.

Aujourd'hui, c'est au tour de la « *très démocratique République Française* » d'imposer sa « *Loi sur les ingérences étrangères en France* ». Le registre de contrôle mis en place s'aligne sur le « *Foreign Propagandists Registration Act (FARA)* » des USA et sur le « *Foreign Influence Registration Scheme (FIRS)* » du Royaume UNI. C'est une société totalitaire qui est en train d'être mise en place par les impérialistes occidentaux. Cette loi se place dans le prolongement de toutes celles, liberticides, qui ont été votées au prétexte de lutter contre le terrorisme, le séparatisme, le communautarisme ou la pandémie de COVID.

Les sombres desseins du Pouvoir Colonial Français

Présentant les rapports parlementaires préparatoires au texte de loi, l'article déjà cité de « Vie Publique » indique que : « *Pour les auteurs du texte, le statut de grande puissance de la France "l'expose à des agressions ou tentatives de déstabilisations protéiformes émanant de l'étranger". Les outils qui existent aujourd'hui pour les contrer, bien qu'efficaces, "demeurent parfois insuffisants au regard de l'intensification de la menace que font peser les ingérences étrangères sur l'exercice de la souveraineté nationale". C'est pourquoi, de nouveaux dispositifs sont proposés.* » En l'occurrence, il s'agit bien pour l'impérialisme français de se donner les moyens de maintenir son hégémonie dans les territoires dominés.

Les effets pervers de la « Loi sur les ingérences étrangères » se sont vite révélés à l'occasion des rencontres du GIB*³ et du « Congrès des Colonies Françaises » qui se sont tenus en Azerbaïdjan. Ainsi, en vertu de celle-ci, le président de Polynésie, Moetai Brotherson, Jean-Jacob Bicep, ancien eurodéputé vert et actuel président de l'UPLG, le député guyanais Jean-Victor Castor, Francis Carole, chef de file du PALIMA, pourraient être passible de 45.000 euros d'amende et de trois ans de prison en refusant de s'inscrire au « *Répertoire numérique des représentants d'intérêts agissant pour le compte d'un mandant étranger* » et en refusant de faire des rapports sur leurs activités.

Avec DARMANIN, tous les adeptes de la domination coloniale et du suprémacisme occidental, doivent se frotter les mains. Mais, ils ont bien tort de se réjouir car aucune loi ne pourra endiguer le mouvement de libération des dernières colonies françaises.

Il ne saurait être question pour les vrais combattants de la libération nationale d'accepter une quelconque injonction venant du Pouvoir colonial. Tous sauront se mobiliser pour combattre toute forme de répression visant nos compatriotes et les militants de nos Peuples frères.

Quel cynisme ! Quelle hypocrisie ! Des professionnels de l'ingérence, de la subversion et de l'interventionnisme venant donner des leçons de non-ingérence !

La première photo illustrant cet article est là pour nous rappeler l'ingérence de la France au Venezuela. On y voit Guaidó, le chef de la subversion (que par ailleurs on a vu poser bras-dessus bras-dessous avec des trafiquants de drogue), réfugié à l'Ambassade française.

La liste des ingérences et des interventions perpétrés par la France, au mépris du droit international, serait trop longue à citer.



La Conférence de Bandung, ou "Conférence du tiers monde", en 1955, réunit 29 pays africains et asiatiques, en vue de former une union des pays décolonisés.

Contentons-nous de parler des armes parachutées aux insurgés en Libye et qui se retrouveront entre les mains de terroristes dans toute la région ou encore du kidnapping de Laurent BAGBO en Côte d'Ivoire. Aux côtés de ses comparses occidentaux de ladite « communauté internationale », et en vertu de lois extra territoriales qu'ils imposent au reste du monde, les impérialistes français acceptent ou pas les résultats des élections qui se sont déroulées hors de leurs frontières, jugent et

condamnent des Présidents Africains, imposent des sanctions illégales à des États souverains, etc...

Dans le même temps, la France piétine allègrement le DROIT INTERNATIONAL, en accaparant l'île comorienne de Mayotte, en entravant le processus d'autodétermination du Peuple Kanak, et en renforçant son emprise sur ses dernières colonies.

Et puis, ces gens-là s'imaginent que les Peuples en lutte pour leur libération accepteront qu'ils interviennent dans leurs choix tactiques !

En tout cas, nous défendons notre droit à utiliser les contradictions entre la France et ses adversaires pour populariser notre cause. Bien entendu, nous restons absolument lucides quant aux intentions de ceux qui nous offrent leur soutien et nous entendons nous appuyer d'abord sur la solidarité internationaliste des mouvements populaires ainsi que celle des gouvernements anti-impérialistes et progressistes. C'est la raison pour laquelle, le CNCP, qui était déjà partie prenante de l'Assemblée des Peuples de la Caraïbe (APC), de ALBA Movimientos, et du Forum de Sao Paolo, ne fait pas partie du GIB. Toutefois, nous sommes convaincus que les différentes démarches empruntées pour populariser notre cause et développer la solidarité de lutte entre les Peuples colonisés par la France, peuvent être complémentaires et donc salutaires.

Pour conclure cet article, nous voulons insister sur le point suivant : Le travail de popularisation de notre lutte de libération sur le front international est absolument indispensable, mais il resterait vain, s'il n'était pas l'expression d'une volonté populaire permise par la conscientisation et l'organisation des masses. Aussi, dans le contexte actuel de confrontation, nous paraît-il essentiel de renforcer le travail militant sur le terrain pour faire en sorte que notre Peuple soit réellement acteur de son histoire.

*¹ Source : vie-publique.fr)

*² Selon cette loi, les citoyens qui s'engagent en politique et reçoivent des fonds de l'étranger devront d'eux-mêmes demander le statut d'"agent de l'étranger" auprès du ministère russe de la Justice et rendre compte régulièrement de leurs activités. Dans le cas contraire, ils risquent des amendes ou des peines de prison pouvant aller jusqu'à 5 ans.

*³ GIB : Groupe d'Initiative de Bakou.

MOBILISONS-NOUS POUR DEFENDRE RADIO APAL

Le mercredi 31 juillet 2024, des fondateurs de Radio APAL, des membres cotisants à l'ADECOBA (Association pour le Développement de la Communication à la Base assurant la gestion de Radio APAL) et des sympathisants se sont réunis à la salle Yvon ROISIER de DUCOS, pour discuter des dispositions à prendre pour que « Radio Pèp-la » ne soit pas fermée. Une motion a été votée à l'unanimité par les 63 présents pour exprimer l'engagement de tous à se mobiliser dans ce but. Nous reprenons ci-dessous la tribune publiée par quatre membres fondateurs et animateurs de la radio ainsi que le texte de la motion adoptée le 31 juillet.

L'HISTOIRE DE RADIO APAL D'UNE INITIATIVE REVOLUTIONNAIRE A LA LIQUIDATION 18 JUILLET 2024

Nombreux sont les compatriotes qui se sont tournés vers nous pour nous exprimer leur sympathie en apprenant la nouvelle de la fermeture de Radio APAL. Certains ignoraient jusqu'à ce jour, que nous, cofondateurs de la radio, en avons été illégalement écartés. Nous ne saurions rester silencieux devant la disparition de ce qui a été une arme décisive dans la lutte de notre peuple pour son émancipation. Notre devoir de transmission nous impose de porter à la connaissance de tous et de toutes ce qui a été une véritable épopée militante.

Nous étions en 1981, quand les membres du Groupe d'Action Proletarien ont décidé de se doter d'outils leur permettant, d'une part, de combattre les médias du système, d'autre part, de renforcer leur propagande révolutionnaire et leur travail de conscientisation en direction de notre Peuple. En Janvier naissait le journal «Asé Pléré An Nou Lite» et le 6 décembre, à 18 heures, Radio APAL lançait sa première émission avec la diffusion de « l'Internationale ». C'était une radio complètement illégale.

Cet acte historique traduisait notre volonté de rupture, notre choix de prendre nos responsabilités et d'opposer au pouvoir colonial notre droit à l'expression. Radio APAL n'est pas concernée par la libération des ondes permise, plus tard, avec l'arrivée de François Mitterrand à la Présidence de la République Française.

Sa mise en œuvre s'appuyait sur le principe de compter sur nos propres forces. L'intégralité des sommes nécessaires à l'achat du matériel et au fonctionnement venait de la contribution volontaire des militants et sympathisants. Des centaines d'ouvriers agricoles ont cotisé pour l'acquisition de l'émetteur. Nous ne comptons ni sur les

subventions, ni sur la publicité. Ce sont des dizaines de militants bénévoles qui se relayaient pour assurer la réalisation des émissions.

Nous avons été confrontés à des tentatives d'intervention des forces de répression qui ont avorté grâce à la mobilisation des militants autour du studio. Le Pouvoir savait qu'une intervention risquerait d'avoir des conséquences imprévisibles. Une invitation nous a été faite par Michèle COTTA lors d'une réunion à la Préfecture où étaient conviées toutes les « radios libres ». Cette présidente de la « Haute Autorité de la Communication Audiovisuelle » s'est adressée aux « représentants de radios illégales qui étaient dans la salle », pour leur suggérer de déposer un dossier de demande de fréquence assurant qu'une réponse positive suivrait. Radio APAL ne s'est pas exécutée.

Ce n'est que de nombreuses années plus tard que notre organisation a décidé de créer l'ADECOBA (Association pour le développement de la Communication à la Base) parce qu'elle estimait alors que le gouvernement n'était plus en capacité d'effacer Radio APAL du paysage. Elle pouvait ainsi accéder aux fonds publics et gérer une publicité, strictement réservée à l'économie endogène.

Il n'est point besoin de développer quant aux apports de la radio en matière de diffusion de notre langue et de notre culture, en matière d'informations alternatives et internationales ou encore de vulgarisation des musiques populaires du monde. Chacun sait que toutes les organisations populaires étaient chez elles sur Radio APAL. On peut rappeler que pendant de nombreuses années Pierre DAVIDAS et Mme LOUISON ont animé une émission hebdomadaire de l'ASSAUPAMAR. La CSTM a aussi bénéficié d'une émission chaque semaine, jusqu'à la création, plus tard, de RLDM. Toutes les semaines les habitants de tous les quartiers s'exprimaient au micro de Dédé MOUTENDA « Pèp-la té ka palé ! ».

Radio APAL était connue internationalement. Membre de l'AMARC (Association Mondiale des Animateurs de Radios Communautaires), elle envoyait des émissions qui étaient diffusées sur RADIO KAYIRA au Mali. Elle répercutait une liaison avec les guérilleros du Front Farabundo Marti du Salvador pendant la lutte armée de Libération ; les liaisons hebdomadaires avec Radio Havane Cuba et Haïti n'ont jamais cessé.

Qui peut contester que Radio APAL, impulsée par le GAP puis par le CNCP qui en a pris la relève, a constitué un immense levier pour la lutte de notre peuple ? Entendre aujourd'hui des fossoyeurs annoncer sa fermeture ne peut être vécu que comme une véritable déchirure.

La vérité, c'est que nous assistons là à l'aboutissement d'une entreprise de liquidation entamée depuis 2011. Beaucoup de gens ignorent encore que cette année-là, quelques personnes opposées à la ligne politique du CNCP ont accaparé la direction du Journal et de la Radio par des procédés inqualifiables.

Nous avons alors refusé de faire appel à la justice coloniale pour trancher un litige politique qui concernait les Martiniquais et, surtout, il n'était pas question pour nous

d'exhiber une division démoralisante de plus aux yeux du peuple. Nous avons préféré continuer notre travail, convaincus que le temps nous donnerait raison. C'est aujourd'hui le cas.

Les prétextes donnés pour la fermeture illustrent la faillite d'une ligne opportuniste de liquidation.

Manque d'effectif ? Où sont donc les militants dont les chefs d'orchestre de l'opération se prévalent ? Difficultés financières ? Qu'est devenu l'esprit de rupture et de « compter sur ses propres forces » ? On prétend vouloir gérer un pays et on ne saurait pas gérer une radio communautaire ?

Nous le redisons : il s'agit de l'aboutissement d'une entreprise de liquidation menée par une poignée de personnes qui, privilégiant leurs propres intérêts et piétinant les conquêtes déjà réalisées par notre mouvement, se sont emparées des biens d'une organisation qu'ils espéraient détruire. Ce sont les mêmes qui ont prétendu « dissoudre les Comités Populaires » tout en revendiquant l'étiquette de « CNCP- APAL ». Rappelons encore une fois que CNCP signifie Conseil National des Comités Populaires.

Maintenant que s'est envolée l'illusion de pouvoir utiliser les moyens et la réputation de Radio APAL pour servir des desseins électoralistes, on décide sa liquidation !

A cet égard, les militants resteront très vigilants quant à l'affectation des biens de Radio APAL ; ils attendent que ceux qui ont décidé de sa mort indiquent publiquement le nom des membres du Conseil d'administration qui ont pris une telle décision et la publication du procès-verbal de l'AG d'adhérents qui l'aurait avalisée.

En tout cas, en ce qui concerne le travail sur le front médiatique que requiert notre lutte de libération nationale, aucun espoir n'est perdu parce que ceux qui ont fondé Radio APAL sur des bases révolutionnaires le 6 décembre 1981, ne sont pas restés les bras croisés ! Ils ont développé sous la bannière de « JIK AN BOUT » des outils de communications alternatifs qui ont toujours assuré la continuité de notre ligne historique.

En tout état de cause, la lutte qui mène à la souveraineté n'a jamais été un fleuve tranquille, mais notre détermination et les énormes progrès déjà réalisés sont là pour nous garantir que la victoire de notre Peuple est au bout du chemin.

Robert SAE, Jean ABAUL, Léon SEVEUR, Thierry JOSEPH – ANGELIQUE.

Motion adoptée le mercredi 31 juillet 2024
votée à l'unanimité par les 63 participants.

Nous, membres fondateurs de Radio APAL, membres cotisants de l'ADECOBA et sympathisants de la Radio, participants à la réunion du Mercredi 31 juillet, salle Yvon ROISIER de DUCOS, ayant appris par les médias la fermeture de Radio APAL, n'acceptons pas que la voix de celle-ci, qui fait absolument partie de notre patrimoine s'éteigne. Nous nous engageons solennellement à agir collectivement pour assurer qu'elle puisse continuer à vivre. A cette fin,

- Premièrement, nous appuyons la demande de convocation en urgence d'une Assemblée Générale extraordinaire de l'ADECOBA, afin que ses membres puissent prendre toutes les dispositions nécessaires pour la pérennisation de ses fréquences d'émission. Vu l'urgence de la situation, Il serait important que cette AG se tienne dans un délai n'excédant pas un mois.

- Deuxièmement, nous nous engageons à organiser des rencontres avec tous ceux et toutes celles qui acceptent de participer à la réflexion concernant la réorganisation et la relance de Radio APAL.



MACRON CONTINUE A SABORDER LA FRANCE POUR LE COMPTE DES MULTINATIONALES

Parce qu'il est un agent des multinationales, Emmanuel Macron impose une politique qui accélère le déclin de la France. La débâcle est réelle, comme en attesteront les chiffres rapportés dans l'encadré joint à notre article. Elle s'accompagne du renforcement de l'agressivité d'une classe dirigeante aux abois. Avec l'objectif de retarder, autant que possible, la chute du système dominant, les gouvernements intensifient la répression des mouvements populaires, le processus de fascisation et l'interventionnisme destructeur dans les pays soumis à l'impérialisme français.

Comme dans tous les pays où sévit le système capitaliste, en France, la pauvreté s'abat sur des couches de plus en plus larges de la population et les inégalités se creusent profondément. Les banques alimentaires se multiplient et crient leur impossibilité de faire face à l'explosion du nombre de familles et d'individus qui se retrouvent en détresse. Mais, de cela, Macron se moque totalement autant, d'ailleurs, que du déclin de son propre pays. Sa mission est de faire place nette afin que les multinationales puissent se gaver librement.

« Quoiqu'il en coûte », il faut saboter les services publics dans tous les domaines. « Quoiqu'il en coûte », il faut abolir toute législation qui entrave la marche de l'ultralibéralisme. « Quoiqu'il en coûte », il faut mettre en œuvre les directives données par les États-Unis d'Amérique qui sont le principal terreau des dites multinationales.

Ceci dit, tout affidé de l'impérialisme américain qu'il soit, Macron doit entretenir le mythe de « la grandeur de la France » et consolider la mainmise du pouvoir colonial sur les pays qu'elle domine, parce que ce sont des atouts indispensables à l'hégémonie des impérialistes occidentaux. Pour se maintenir, « L'Occident global » a besoin de cultiver l'idéologie du suprémacisme « blanc », de pérenniser l'idée que la solution à tous les problèmes, économiques ou autres, ne peut venir que de son intelligence, que les aides qui permettent au « tiers monde » de survivre ne peuvent être que le fruit de sa charité. Voilà qui explique l'arrogance puérile d'un Macron quand il va en Afrique ressasser des fadaises dignes du 19^{ème} siècle.

Mais lui-même ne croit certainement pas à ses propos et il est bien conscient que la lutte déterminée des Peuples dominés menace très sérieusement l'hégémonie française. C'est d'ailleurs la raison pour laquelle à l'occasion de la présentation du budget militaire de la France (20 janvier 2023), il a tant insisté sur la nécessité du « regard » et de la « présence » sur les « outre-mer ».

La manipulation des listes électorales en Kanaky et la sauvagerie des forces de répression visant à bafouer le droit à l'auto-détermination du Peuple Premier ou, encore, la politique de génocide par substitution menée dans notre pays, sont là pour enlever toute forme de doute quant aux intentions des représentants de l'État Français et des impérialistes occidentaux.

Et puis, Macron déroule le tapis devant les pieds du fascisme !



Aujourd'hui, les multinationales ont besoin de placer l'extrême droite à la tête des institutions du plus grand nombre de pays possible. Elles ont besoin que des gouvernements aux ordres écrasent les mouvements populaires et que des parlements serviles abolissent toute législation susceptible d'entraver leur prédation. Leur puissance financière et les empires médiatiques qu'ils contrôlent sont

mobilisés à cette fin. De ce point de vue, leur stratégie est payante. Ce n'est absolument pas un hasard si l'extrême-droite parade au parlement européen et s'assied de plus en plus dans le paysage électoral des différents pays.

En France, la pieuvre fasciste a commencé à étendre ses tentacules de façon ouverte avec la répression barbare du mouvement des « Gilets Jaunes ». Ensuite, le prétexte de la lutte contre le COVID, a permis au gouvernement de contrôler les moindres déplacements de tout individu, de réprimer tous ceux qui mettaient en doute la propagande officielle, d'imposer l'injection obligatoire d'un produit encore expérimental, de licencier ceux et celles qui refusaient de s'y plier en bafouant le code du travail, (etc.). Bref, c'était l'expérimentation à grande échelle de la dictature sur le corps et l'esprit de l'ensemble de la population, sur le droit de chacun au choix et à la libre circulation !

Les attaques menées par Macron contre la « démocratie parlementaire » illustrent, mieux que tout, le processus de fascisation rampante du système. Beaucoup ont dénoncé l'usage systématique du « 49.3 » par son gouvernement pour imposer des lois, (telle que celle sur le sabotage des retraites) rejetées par l'écrasante majorité de la population française et la majorité des parlementaires. Mais c'est le coup de force qu'il tente aujourd'hui pour imposer son pouvoir personnel qui révèle ses intentions aux yeux de tous. Après que son parti politique se soit fait battre aux élections européennes puis aux législatives, le « Napoléon » en herbe a annoncé la dissolution de l'Assemblée Nationale. Son plan était de faire y arriver une majorité d'élus du « Rassemblement National ».

Pour atteindre cet objectif, les médias du système se sont massivement mobilisés et l'on a exhibé une kyrielle de sondages truqués pour lui ouvrir le chemin vers la victoire. Mais, patatras ! C'est le Nouveau Front Populaire qui a gagné le plus de siège. Pas question pour Macron d'accepter cette nouvelle défaite !

« Jupiter » a pris le prétexte des Jeux olympiques pour décréter une suspension de la démocratie. Refusant de nommer un Premier ministre issu du groupe ayant obtenu le plus grand nombre d'élus, comme cela est l'usage dans les « démocraties » du monde entier, après 51 jours de louvoiement, le dit Macron a désigné, en collusion avec le RN, Michel BARNIER pour former le gouvernement. L'homme représente « Les Républicains » (LR), parti arrivé en dernière position aux législatives avec 6 % des suffrages, qui avait recueilli 4,8 % des voix à la présidentielle en 2022 et 7 % aux élections européennes. Les Ministres en exercice devenus députés, hypocritement qualifiés de « démissionnaires », siègent sur les bancs de l'Assemblée pour biaiser le résultat des votes.

« Dans le même temps », des centaines de décrets sont publiés par le fait du prince et un budget macroniste se prépare dans le dos des parlementaires, faisant fi du calendrier normal et, pire, le Premier Ministre illégitime refusant de transmettre au nouveau Président de la Commission des finances les documents nécessaires au travail des députés.

Est-il meilleure démonstration du fait qu'en construisant son système « démocratique », la bourgeoisie a tout prévu pour qu'elle puisse toujours rester aux commandes ? Les classes dominantes n'ont-elles pas suffisamment prouvé qu'elles n'hésitent pas à faire appel au fascisme dès que leurs intérêts fondamentaux sont menacés ? Quant à Macron !!!

Quelques données économiques !

- **Désindustrialisation** : « L'un des défis les plus importants à relever pour l'économie française reste cependant sa désindustrialisation et son recours de plus en plus fort à l'importation. Avec une balance commerciale négative de 100 milliards d'euros. (...) Puissance industrielle majeure au début du XX^e siècle, l'économie française est désormais fortement tertiaisée. (...) La désindustrialisation du pays a fortement affecté de nombreux secteurs, dont les moyens de production sont dorénavant en Europe de l'Est ou en Extrême-Orient. Certaines industries restent néanmoins fortes en France, comme le luxe, les cosmétiques et l'aéronautique. C'est ce dernier secteur qui enregistre les meilleurs résultats à l'international. En 2023, le solde commercial de l'aéronautique était estimé à près de 30 milliards d'euros. Mais, au total, la France fait face à un déséquilibre très fort de sa balance commerciale. »^{*1}
- **Secteur agricole** : « Même dans le secteur agricole, autrefois largement excédentaire, la France importe de plus en plus de produits alimentaires, notamment auprès de ses partenaires européens. Depuis 2015, le solde de la balance commerciale agricole est même devenu déficitaire. Mais, c'est bien l'importation de produits issus des énergies fossiles qui plombent le plus la balance commerciale. Le déficit commercial lié à l'énergie s'élevait à 100 milliards d'euros pour 2023 ; un chiffre en constante hausse en raison de la rupture des transactions avec la Russie, qui fournissait, jusqu'à la guerre en Ukraine, une large part du pétrole et du gaz en France. »^{*1}
- **Inflation** : « Depuis 2022, l'inflation est de retour en France. L'envol des prix de l'énergie sur le marché mondial a fait grimper l'inflation dans toute l'Europe. En janvier 2023, le prix du gaz avait doublé par rapport à 2015, et les produits de consommation ont augmenté de 20% dans le même temps. (...) « Entre mai 2017 et novembre 2021, les ménages dont les revenus sont les plus faibles ont vu leur niveau de vie baisser ; et depuis de nombreuses années, les écarts entre les hauts et bas salaires s'accroissent toujours plus. La tendance devrait se poursuivre. (...) L'épargne en général est touchée par la stagnation du pouvoir d'achat des Français, avec une diminution de 3 points entre 2021 et 2022 du taux d'épargne des ménages en France. »^{*1}
- **Fraude fiscale** : estimation du ministère de l'économie et des finances à plus de 20 milliards d'euros en 2015, soit 20 fois plus que la fraude sociale ; estimation syndicat national des finances publiques 100 milliards d'euros. ^{*1}
- **Évasion fiscale** : « Le manque-à-gagner lié aux optimisations fiscales des entreprises sur l'impôt sur les sociétés à 34 milliards de dollars en 2021 en France. »^{*1}
- **Dette Publique** : « À la fin du premier trimestre 2024, la dette publique au sens de Maastricht s'établit à 3 159,7 Md€, soit une augmentation de 58,3 Md€, après + 6,4 Md€ au trimestre précédent. Exprimée en pourcentage du produit intérieur brut (PIB), elle s'établit à 110,7 %, après 109,9 % au quatrième trimestre 2023. »

^{*1} Source des citations : Maxime Gautier (STATISTA) / ^{*2} Source INSEE

C'EST AUX PEUPLES QU'IL REVIENT D'ARRÊTER L'ENGRENAGE DE LA GUERRE MONDIALE QUI S'ANNONCE



*Dans les numéros 216 et 217 de « Jik An Bout », nous avons publié un article titré « La troisième guerre mondiale a déjà commencé ». ^{*1} Cette affirmation est une évidence de plus en plus admise par des dirigeants de plusieurs États et de nombreux analystes, car l'extension des conflits et les connexions qui se précisent entre ceux-ci confirment la dangereuse réalité. Bien naïfs sont ceux qui croient que les USA n'entreraient pas en guerre parce que Donald TRUMP, dont l'élection est envisageable, utilise comme argument de campagne son intention de mettre fin au conflit en Ukraine. C'est toute l'hégémonie des USA qui est en jeu et les préparatifs menés par l'OTAN ne laissent aucun doute sur ses intentions d'aller jusqu'au bout de sa logique. Nul doute, d'autre part, que la stratégie militaire mise en œuvre par la Chine pour reprendre le contrôle de Taïwan vise, entre autres, à priver l'occident d'une base d'appui stratégique sur laquelle il entend s'appuyer pour déclencher la guerre contre ce pays considéré comme son ennemi principal. D'ailleurs, l'encerclement militaire de la Chine est pratiquement déjà réalisé.*

Quant à ce qu'on peut considérer comme le bloc d'en face, dans lequel se retrouvent la Russie, l'Iran, la Corée du Nord et la Chine, les nombreuses manœuvres militaires conjointes, les livraisons de matériel, la collaboration entre les services de renseignement, l'envoi de soldats Nord-Coréens en Russie (s'il est confirmé), tout cela traduit bien que, lui aussi, se prépare à l'affrontement. La machine infernale est donc déjà enclenchée.

Là où il est manifeste que la mèche de la dynamite est allumée, c'est dans la région du Proche et du Moyen Orient. Le psychopathe Nétanyahou qui est à la tête de l'État d'Israël a complètement échappé au contrôle de ses commanditaires occidentaux. Ces derniers, piégés par leurs propres intérêts stratégiques, ne peuvent arrêter de fournir à leur allié armes, renseignement, finances et soutien diplomatique. Tout en étant conscients qu'ils sont en train de perdre la bataille de l'opinion publique mondiale, ils ne peuvent s'opposer à son jusqu'en boutisme dont le résultat est de multiplier des fronts incontrôlables.

Aujourd'hui, nous voulons montrer qu'il est possible d'arrêter cet engrenage diabolique qui menace la survie même de la planète et de l'humanité.

Dans l'article cité précédemment, nous disions que c'est une véritable guerre mondiale - insistons bien : au sens littéral de l'expression - qui oppose les dirigeants des pays impérialistes occidentaux à l'ensemble des Peuples du monde. Défendant spécifiquement les intérêts des multinationales et conscients que le système capitaliste est menacé dans son existence même, comme c'est le cas dans toute guerre, leur état-major met en œuvre une stratégie très élaborée, concernant tous les champs de bataille pour espérer la victoire : Le Renseignement, la propagande, le renforcement de lois enfrenant les libertés fondamentales, l'intervention de leurs forces armées, le quadrillage policier et le contrôle des populations dans toutes les zones « occupées », etc.

Les victimes de cette guerre-là sont déjà infiniment plus nombreuses que celles des guerres passées ou actuelles entre états belligérants.

On est, à juste raison, horrifié par le nombre des victimes de la deuxième guerre mondiale : entre 50 et 60 millions de morts dont 45 millions de civils, plusieurs millions de blessés, 30 millions d'Européens déplacés. Quelle émotion suscite en nous les chiffres suivants ?

- 40.000 enfants meurent chaque jour de malnutrition dans le monde et, selon l'UNICEF, environ 8 millions d'enfants âgés de cinq ans et moins risquent d'en mourir.
- Environ 1,3 milliard de personnes (dont le tiers a moins de 10 ans) vit dans une pauvreté multidimensionnelle.
- les guerres et la misère économique ont généré 281 millions de migrants internationaux dans le monde, soit 3,6 % de la population mondiale (chiffre de 2020).

Eh bien ! Ces victimes-là sont parfois dues aux conflits armés se déroulant dans leur pays, mais essentiellement aux conséquences des politiques ultralibérales imposées partout sur la planète par les dirigeants des pays impérialistes occidentaux qui sont tout à fait conscients de leurs effets.



En disant que « C'est aux Peuples qu'il revient d'arrêter l'engrenage de la guerre mondiale qui s'annonce », nous voulons signifier que c'est de leur engagement sans concession dans la lutte pour éradiquer le système capitaliste et impérialiste, c'est de leur victoire dans la guerre qui les oppose à l'état-major et aux défenseurs de la dictature des multinationales, c'est de cela et de

cela principalement que dépend la survie de la planète et de l'humanité. C'est surtout cette dynamique-là qui permettra d'enrayer l'engrenage menant au conflit militaire généralisé qui s'est enclenché entre puissances rivales.

L'état-major du Système sait parfaitement que nous sommes à l'heure de l'affrontement décisif. Aussi intensifie-t-il une offensive globale et violente sur tous les fronts. *2

- Faisant fi du verni soi-disant « démocratique » derrière lequel ils se cachaient auparavant, les agents du supra-capitalisme ont entrepris d'imposer le pouvoir direct des multinationales au plan international. Dans tous les pays, les gouvernements à leurs ordres détricotent toutes les législations qui garantissaient un pouvoir aux Peuples et aux États nationaux. Ils s'acharnent à discréditer ce qu'ils appellent les « corps intermédiaires » limitant au maximum leurs compétences. Leurs agents s'attaquent particulièrement aux syndicats et autres associations, aux partis politiques défendant les intérêts du Peuple.

- Partout, ils alimentent la subversion contre tous les gouvernements progressistes qui remettent en cause les politiques ultralibérales et accompagnent l'arrivée au pouvoir de partis fascistes. La montée en puissance de l'extrême droite dans tous les pays adeptes du dit « libéralisme économique » n'est absolument pas due au hasard !

- Partout, ils collaborent étroitement avec des dictateurs décomplexés dont leurs institutions financières applaudissent les performances économiques *3.

Ce n'est absolument pas un hasard, non plus, si les Trump, Berlusconi, Bolsonaro, Milei, pour ne citer que ceux-là, sont tous des milliardaires, contrôlent des empires médiatiques et utilisent les mêmes méthodes pour arriver au Pouvoir : Promotion d'un messie censé parler au nom du Peuple ; appui sur des troupes fanatisées dont on tue l'intelligence à coup de fakenews, de désignation de boucs émissaires, de diabolisation des mouvements populaires et des idéologies révolutionnaires ; instrumentalisation de mouvements religieux ultra réactionnaires *4.

Oui, les Peuples peuvent enrayer cet engrenage diabolique !

- En s'abstenant de toute actions spontanées, ne prenant pas en compte la nature et les forces de l'ennemi ;

- En se mobilisant, sur la base d'une unité solide basée sur le respect mutuel, de revendications consensuelles et démocratiquement décidées à la base ;

- En s'organisant de façon pérenne pour structurer notre contre société dans tous les domaines (éducation, culture, économie, etc.) et en jetant les bases d'une véritable démocratie directe ;

- En construisant la convergence des luttes et les réseaux d'information alternative tant au niveau national qu'international.

Ne pas suivre pratiquement ces orientations politiques et idéologiques, revient à laisser l'initiative à l'ennemi ou, pire, à servir ses intérêts.

**1 Nous vous suggérons de vous y reporter pour mieux évaluer la situation actuelle.*

**2 On admettra que ceux qui s'imaginent pouvoir faire plier le système au moyen de mobilisations localisées, pensées et organisées par des minorités sous-estiment totalement la perversité et la puissance de l'ennemi.*

**4 Il peut s'agir aussi de « dictatures soft » comme celle d'Emmanuel Macron en France.*

**5 Le rôle des sectes et des mouvement évangélistes extrémistes venant du Canada ou des USA dans le maintien d'Haïti sous domination est particulièrement significatif. Il est essentiel pour les croyants sincères de dénoncer cette instrumentalisation de leur religion et de s'engager sans ambiguïté aux côtés de toutes les autres forces humanistes et progressistes pour construire le système alternatif du mieux-vivre pour tous.*

LE PEUPLE MARTINQUAIS EST TOUT À FAIT CAPABLE DE RESOUDRE LUI-MEME SES PROBLEMES

Pendant des siècles, les colonialistes occidentaux se sont employés à inculquer à ceux qu'ils asservissaient l'acceptation de leur suprémacisme raciste. Ils se sont présentés comme les porteurs de «LA civilisation», arguant que toutes les avancées intellectuelles, scientifiques et technologiques étaient le fruit exclusif de leur génie ! Le plus dramatique dans l'histoire, c'est que des élites autochtones qu'ils ont formatées ou corrompues sont devenues les plus efficaces relais de l'idéologie des envahisseurs au sein des Peuples dominés. Chez nous, des dirigeants politiques de tout bord ont prôné la nécessité de « l'assimilation» à la France et, même après la reconnaissance unanime de son échec, continuent à clamer le mythe d'un possible « développement» au sein d'une « République Française » qu'on pourrait convaincre de nous accorder l'«égalité» de traitement. «Ne vous désespérez pas, chers «citoyens» ultrapériphériques de l'Europe impérialiste et ultralibérale, nous disent-ils, la Commission de Bruxelles modifiera ses normes ; elle vous accordera dérogations et subventions pour autoriser notre Peuple à faire disparaître les effets de la domination coloniale persistante ».
Eh Bien ! Combattre ces aliénations qui détruisent la société martiniquaise est une exigence absolue pour tous ceux et toutes celles qui entendent lutter pour une véritable souveraineté ouvrant la voie à un mieux-être, à un mieux vivre et donc à l'émancipation de notre Peuple.

La plus grave de ces aliénations est celle qui consiste à croire que les classes dominantes sont exclusivement dépositaires du SAVOIR et que seuls leurs gouvernements, sont aptes à porter des solutions aux problèmes d'organisation de la société.

Dans les faits, et cela de tous temps, que ce soit sur les plans du logement, de l'économie, de la gestion des contradictions au sein de la société, les réponses correspondant aux besoins de l'écrasante majorité des populations ont été portées par celles-ci mêmes.

Beaucoup applaudissent les efforts énormes faits par telle institution qui livre à des familles, bien sûr sous l'œil des médias, une dizaine de nouveaux appartements. Combien réalisent l'ingéniosité et le courage qu'il a fallu à ces milliers de familles martiniquaises pour édifier, sans revenu, sans prêt bancaire, souvent en défiant les autorités, les quartiers entiers qui accueillent l'écrasante majorité de notre population : Volga, Trénelles, Pointe Jean-claude, Duschenes, etc...

Ils se comptent par centaines dans tout le pays !

En dépit de toutes les manœuvres entreprises par la caste suprémaciste béké et le Pouvoir colonial pour lui dénier son humanité, surmontant toutes les contraintes barbares liées à l'esclavage et à la colonisation, notre peuple a su structurer une société parallèle qui lui a permis de développer sa cohésion et de porter réponse à toutes les exigences de sa survie. Combien, à la force du poignet et au prix d'énormes sacrifices ont pu devenir des « mapipi » au niveau international, ou tout simplement réussir à donner à leur famille les moyens d'une

vie décente ! Notre Peuple, à qui les prédateurs refusaient tout, a su se nourrir, se loger, se soigner, créer une langue et maintenir une culture de haut niveau.

Ironie de l'histoire : Aujourd'hui, les colonialistes français revendiquent tous les créations du génie populaire comme autant de richesses patrimoniales de « leurs outremers » !

Et pour faire bonne mesure, l'état français cherche à tirer profit de la médecine élaborée par nos anciens en s'emparant sans vergogne de notre pharmacopée. Quant à nous, nous devrions nous contenter de la fierté que notre yole ronde navigue à Marseille ou que nos acras soient servis à l'Élysée... pendant que notre Peuple dépérit !

L'histoire de l'Humanité nous a enseigné qu'aucun peuple dépendant ne peut se développer et vivre dignement.

Quoi ? On voudrait nous faire croire que la vocation de l'État Français est de garantir l'application d'une justice équitable, la conciliation entre les classes sociales et la tranquillité publique au bénéfice de tous et, mieux encore, qu'il consentirait à un développement économique autocentré de notre pays ! Nous parlons là d'un état qui, tout au long de notre histoire, a dépêché ses troupes pour écraser les révoltes de nos ancêtres esclavagisés, pour décimer les insurgés de 1870, pour abattre les ouvriers grévistes des habitations chaque fois qu'ils revendiquaient une maigre augmentation de salaire. Nous parlons là d'un État qui, en complicité avec la caste béké, a organisé l'empoisonnement de nos corps, de nos sols et de nos eaux et qui par l'intermédiaire de son appareil judiciaire s'octroie l'impunité, déchaînant dans le même temps sa violence policière et judiciaire contre ceux qui refusent cette injustice ; nous parlons-là d'un État qui planifie le génocide par substitution de notre Peuple !

Eh bien ! Quitte à réveiller l'urticaire de ceux qui ont le marxisme en horreur, nous sommes adeptes de la théorie qui a scientifiquement démontré que « l'État est un organisme de domination de classe. » et que le rôle de ses institutions est de s'assurer que les opprimés ne puissent à aucun moment remettre en cause « l'ordre » établi.

C'est pour cela que nous affirmons que, tant qu'il ne sera pas imposé au Pouvoir Colonial la mise en œuvre d'un processus de décolonisation, tant que notre Peuple uni ne s'engagera pas de façon conséquente dans le combat pour l'indépendance et la souveraineté, nous ne pourrons absolument pas atteindre nos objectifs de véritable développement et d'émancipation. Évidemment ceux qui tirent profit du système ou ceux qui n'ont pas le courage de l'affronter se cacheront derrière toutes sortes de prétextes pour nous dissuader d'emprunter cette voie, la seule réellement salubre, mais, tôt ou tard, l'histoire leur fera entendre raison.

Quant à nous, nous continuerons à nous battre pour que notre Peuple prenne réellement son destin en mains car, nous en sommes profondément convaincus, il est tout à fait capable de résoudre lui-même ses problèmes !



NOS COMPATRIOTES EMIGRES FONT ENTENDRE LEUR VOIX



A deux reprises, les 3 et 10 novembre, des milliers de compatriotes vivant dans l'émigration ont défilé pour exprimer leur implication dans la lutte contre la vie chère qui se mène chez nous. Dans leur cortège se trouvaient mobilisés également des frères et sœurs de Kanaky, d'Haïti, de Guadeloupe, de Guyane et des Français solidaires de notre cause. C'est l'occasion pour nous d'interroger Gérard CHENEVOT et Emile ELOIDIN responsables de la section émigration du CNCP.

1) Quel regard portez-vous sur les puissantes manifestations de novembre ?

Cet élan montre que la partie émigrée de notre Peuple n'est pas déconnectée de ce qui se passe dans notre pays. Cette lutte contre la vie chère fait écho à des initiatives menées contre le coût élevé des billets d'avion à destination de la Martinique. D'autre part, le non-lieu prononcé dans l'affaire du chlordécone reste encore particulièrement douloureux. Lors de ces manifestations on a pu noter une très grande hétérogénéité dans les slogans émis. L'émigration martiniquaise est une partie de la société martiniquaise en dehors de son territoire.

2) Vous dites souvent que les conditions de vie et d'intégration de nos compatriotes vivant en France ont profondément évolué par rapport à celles qui prévalaient à l'époque du « BUMIDOM ». Pouvez-vous nous parler de leur situation actuelle ?

Du milieu des années 60 jusqu'au milieu des années 80, nos compatriotes émigrés étaient partie prenante, grâce à leurs organisations travailleuses, étudiantes et leur forte implication syndicale, des mouvements anti - impérialistes mondiaux, puissants et solidement organisés. L'idée principale qui traversait le milieu était : « retourner vivre et travailler au pays ».



Gérard CHENEVOT et Émile ÉLOIDIN, responsables de la section émigration du CNCP

Depuis, de nombreux militants sont rentrés au pays et certains ont apporté ou apportent encore leur contribution à la lutte contre le colonialisme français pour l'émancipation de notre pays.

En France, le mouvement anti - impérialiste s'est très nettement affaibli et les organisations des pays dominés ont quasiment disparu. L'émigration que nous vivons aujourd'hui est très différente de celle de la « génération BUMIDOM ».

Les générations suivantes ont vu leurs liens directs avec le pays se distendre, des parents ou grands-parents ayant disparu. Beaucoup de nos compatriotes sont nés, ont grandi, ont étudié en France. Ils accèdent à des métiers et à des fonctions plus gratifiants et bien mieux rémunérés que ceux de leurs aînés et ils aspirent à trouver leur place dans la société française. Preuve en est, l'accession à la propriété partout en France et le désir ou la contrainte de se faire inhumer sur place. Cette assimilation rampante n'empêche pourtant pas la reconnaissance ou mieux la revendication de leur origine. De grandes retrouvailles ont lieu lors d'évènements comme la Foire de Paris, un Carnaval Tropical, des rencontres sportives, des concerts musicaux etc. Des confréries religieuses s'insèrent un peu partout.

3) Selon vous, quel rôle nos compatriotes émigrés doivent-ils jouer dans notre lutte pour la décolonisation ?

L'émigration martiniquaise partie essentielle de notre Peuple, peut jouer un rôle déterminant si sa partie la plus consciente sert de caisse de résonance aux actions menées et internationalise notre lutte pour la décolonisation et la libération nationale, même si, aujourd'hui, elle ne peut en être le fer de lance. Elle a récemment montré sa capacité à soutenir le combat initié sur le sol national.



QUI EST LEGITIME POUR PARLER AU NOM DU PEUPLE ?

*Pas un jour ne se passe sans que, dans les médias, l'on entende des dirigeants politiques justifier les mesures scélérates qu'ils imposent en prétextant, sur la base de sondages truqués, que c'est « ce que veulent les Français ». Complaisamment appuyés par des éditorialistes aux ordres, ils fondent donc leur « légitimité » sur des enquêtes d'opinion. Bien sûr, quand celles-ci leur sont défavorables, elles sont mises sous le boisseau (par exemple 59 % des Français souhaitent la démission de Macron, cela n'empêche pas qu'il s'accroche désespérément au pouvoir). De l'autre côté de l'échiquier, on sait qu'aujourd'hui l'écrasante majorité des populations conteste toute légitimité à l'ensemble des élus accusés d'être « tous pourris » et opposés aux intérêts du peuple. Voici ce qui nous amène à poser l'interrogation : « Qui donc est légitime pour parler au nom du Peuple ? » Répondre à cette question ne relève pas d'une simple spéculation théorique. Nous entendons montrer à travers cet article que la société est composite^{*1}, que plusieurs groupes ayant des intérêts différents ou contradictoires y cohabitent et que, donc, des légitimités diverses s'y confrontent.*

Commençons par rappeler la définition du mot « légitimité ». Selon le « Dictionnaire juridique » : « La légitimité est la capacité d'une personne ou d'un groupe à faire admettre sa domination ou son autorité sur les membres d'une communauté ou d'une société. Elle se caractérise par la conformité à la loi, à la justice, à la raison ou aux règles établies. Contrairement à la légalité, qui est plus restreinte et se réfère uniquement à ce qui est conforme à la loi, la légitimité est basée sur des principes supérieurs considérés comme justes dans une société donnée ». Cette définition contribuera à éclairer les réponses aux différentes questions que nous posons ci-dessous et qui concernent particulièrement le cas de notre Peuple.

1) La légitimité vient-elle du fait que l'on détienne le Pouvoir ?

Répondre positivement voudrait dire que les colonialistes français pouvaient légitimement massacrer les Kalinagos et soumettre nos ancêtres africains à la barbarie de l'esclavage. Cela signifierait aussi que serait légitime la domination exercée sur notre Peuple par la caste béké héritière des maîtres esclavagistes (qui, rappelons-le, a pu se perpétuer grâce aux fortunes qui leur ont été attribuées par l'État français afin qu'elle accepte la perte de la main d'œuvre servile et continue à garantir la mainmise coloniale française). Eh bien non ! Ni les représentants suprémacistes de l'État Français qui, chez nous, sont imposés à la tête de toutes les administrations pour mettre en œuvre sa politique coloniale, ni ceux qui imposent un contrôle totalitaire de l'économie de notre pays n'ont aucune légitimité pour imposer quoi que ce soit à notre Peuple ou pour parler en son nom. **Être au pouvoir n'est donc pas du tout un gage de légitimité.**

2) La légitimité vient-elle du fait que l'on soit élu ?

La propagande séculaire et massive faite par les idéologues occidentaux a réussi à persuader l'opinion que le système bourgeois de démocratie représentative était l'idéal. Selon eux, dès lors qu'on est élu, on peut légitimement parler au nom de tout le peuple et ceux qui ne peuvent ou ne veulent pas participer aux élections perdent tout droit de contester ce dogme.

Sauf que, depuis l'origine, le système s'est organisé pour imposer sa pérennité par un stricte contrôle de tous les processus électoraux. Les conditions posées au dépôt de candidature, l'importance des financements nécessaires à une participation équitable, l'inégalité d'accès aux médias qui s'adonnent à la désinformation et à la manipulation au bénéfice du système sont autant d'obstacles dressés pour s'assurer que la majorité de ceux qui réussissent à être élus, soient les candidats du système. Quand on aura ajouté à cela le non-respect des promesses annoncées et engagements pris par ces derniers pendant les campagnes électorales, on comprendra la défiance grandissante de la population et le pourcentage sans cesse croissant des abstentionnistes à chaque nouvelle élection. Les Peuples sont de plus en plus conscients que les dés sont pipés*2. **Il en ressort que le fait d'être un élu politique ne confère aucune légitimité pour parler au nom de tout le Peuple.**

Il en va de même dans les institutions telles que les chambres consulaires (Chambres de commerce, d'agriculture, des métiers...) censées défendre les intérêts des professionnels. La faiblesse de la participation aux élections concernant les collèges des petites entreprises commerciales, artisanales ou agricoles reflète une profonde méfiance, voire de la répulsion, à l'égard de ces chambres qui pour l'essentiel mettent en œuvre les politiques voulues par les grands capitalistes. **Cela leur dénie le droit de parler au nom de l'ensemble des catégories concernées et encore moins au nom de l'ensemble du peuple.**

3) La légitimité vient-elle de la capacité à rassembler beaucoup de gens dans la rue ?

Disons d'entrée qu'on ne peut établir aucun lien d'automatisme entre l'importance des rassemblements et la légitimité de leurs organisateurs. Ne serait-il pas incongru de reconnaître à une star de la chanson le droit de parler légitimement au nom de la foule de fans qui assiste à ses concerts ou encore au représentant d'une enseigne de la grande distribution de parler au nom du Peuple Martiniquais, pour avoir réuni des milliers de gens dans un « chanténwèl ». Ces illustrations peuvent sembler caricaturales mais elles nous appellent à dépasser les conclusions abusives qu'on pourrait tirer en se laissant aveugler par la « magie » du nombre de manifestants. En clair, il ne faut pas se laisser leurrer par l'importance des mobilisations car celles-ci peuvent être de nature très diverse et couvrir de graves errements.

Mais, revenons à la question de la légitimité : nous viendrait-il à l'idée de créditer un dictateur ou le gourou d'une secte quelconque qui rassemble des foules de gens aliénés et fanatiques d'une quelconque légitimité ? Bien sûr que non !

Plus globalement, les classes dominantes, fortes de leurs empires médiatiques, de la nuée des propagandistes à leur service, de leur puissance financière et des moyens logistiques à leur disposition, peuvent aisément réunir à tout moment des centaines de milliers de gens à l'occasion de toutes sortes d'événements politiques, culturels ou autres. Ont-elles pour autant la légitimité de parler au nom du Peuple ?

Les mouvements populaires, quant à eux, ont à faire face à leur criminalisation par les médias du système, aux contraintes et aux interdictions imposées par le gouvernement, à une répression policière

et judiciaire scélérates qui dissuade beaucoup d'y participer, Mais, hélas, pour beaucoup de militants du mouvement Populaire, l'importance du nombre de participants dans les manifestations de rue est devenu le critère privilégié pour jauger l'avancée des luttes et le bien-fondé de la ligne politique défendue par leurs organisateurs !

Un regard lucide sur l'histoire des sociétés nous apprend que les manifestations de masse peuvent conduire autant à des avancées spectaculaires qu'à de cuisants échecs, selon qu'elles participent ou pas d'une stratégie globale intelligente. **La capacité de mobiliser des masses dans des manifestations de rue ne suffit donc pas pour s'octroyer la légitimité exclusive de parler au nom du peuple.**

Qui donc peut légitimement parler au nom du Peuple ?

Incontestablement, ce ne peut être que ceux et celles qui sont désignés, réellement contrôlés par celui-ci sur des bases éclairées et en dissidence du système. En conséquence, nul ne peut s'autoproclamer porte-parole du Peuple, si celui-ci ne l'a pas dûment mandaté dans le cadre d'organisations populaires pratiquant une véritable démocratie à la base. La destruction du système capitaliste et impérialiste doit marcher de pair avec l'édification du système alternatif qui permettra à l'Humanité de s'émanciper. C'est dès aujourd'hui qu'il faut porter remède aux difficultés économiques, culturelles et sociales que subit notre Peuple. Cela ne peut se faire sans qu'il ne s'organise, particulièrement sur le plan politique. Autrement dit, tous ceux qui aspirent à l'émancipation de notre peuple et à sa souveraineté doivent commencer par contribuer à son organisation.



Défilé de « la ligne des Ouvriers et des Paysans » (1^{er} mai 1981)

Au bout du compte, nous pouvons affirmer que nul ne peut s'autoproclamer porte-parole du Peuple dans sa globalité. La seule légitimité dont on peut se prévaloir, c'est celle du groupe particulier qu'on représente : les responsables religieux ont légitimité pour parler au nom des fidèles. L'élu est légitime pour parler au nom de ceux qui lui ont accordé leur suffrage (que ce soit pour de bonnes ou de mauvaises raisons). Quiconque ne peut s'arroger le droit de contester la légitimité des dirigeants de partis politiques ou de syndicat qui s'expriment au nom de leurs adhérents.

Cependant, reconnaître la coexistence de ces différentes légitimités ne peut conduire à accepter leur effet néfaste sur la société quand elles sont nuisibles aux intérêts du Peuple.

C'est ici que nous posons la nécessité de mener une lutte politique et idéologique ouverte et claire

*Si l'on admet la légitimité que chacun a de défendre son propre camp, on doit concevoir aussi que les « légitimités » des classes sociales opposées sont nécessairement appelées à s'affronter*³. La légitimité des représentants authentiques des masses populaires doit prévaloir sur celle des représentants des classes dominantes et se traduire par le contrôle du Pouvoir. Autrement, il serait impossible de penser ou de mettre en œuvre quelque projet que ce soit qui réponde aux besoins du Peuple. L'objectif suprême, disons-le clairement, est bien d'éradiquer le système prédateur qui l'opprime pour construire une société alternative.*

Le rôle des militants, des responsables de syndicats et autres organisations populaires, des élus conséquents (il y en a !), est de relayer la parole du Peuple qui doit rester la source de toute légitimité. Celui ou celle qui est en capacité d'assumer ce rôle, c'est celui ou celle qui vit en son sein, qui partage ses joies et ses tristesses, qui est à son écoute, cherche à comprendre ses problèmes dans la vie courante (que ceux-ci soient d'ordre social, familial, environnemental ou autre), afin de l'accompagner dans la recherche de solutions pérennes et collectivement pensées.

Comme aime à le dire un de nos militants : « L'humilité doit être le carburant de notre pensée ! ».

Ce sont précisément de tels comportements qui confèrent une légitimité révolutionnaire aux militants qui choisissent de Servir le Peuple ! *⁴

Notes :

**¹ Ce qui signifie que la société « associe en un tout, des éléments très divers, hétéroclites, de structures différentes ».*

**² La pantalonnade à laquelle on assiste aujourd'hui en France suffit à le démontrer : Le parti politique de Macron a été largement désavoué dans plusieurs élections, cela ne lui empêche pas de se livrer à des manœuvres crapuleuses pour que les politiques vomies par la majorité des Français continuent à être appliquées.*

Profitons-en pour dénoncer l'ignominie des impérialistes occidentaux qui refusent les résultats électoraux dans des pays étrangers qu'ils veulent déstabiliser dès qu'ils sont en leur défaveur ou, dans leur propre pays, quand ils vont à l'encontre de leur pouvoir, avec à la clé des accusations d'ingérence et des sanctions. Comme si eux-mêmes n'étaient pas spécialistes des ingérences en tout genre !

**³ Ceux qui prétendent que parler de « lutte des classes », c'est être nostalgique d'une idéologie surannée ne cherchent qu'à masquer leur volonté de maintenir la domination de leur classe sur la majorité du Peuple.*

**⁴ C'est en tout cas ce que nous ont enseigné les 52 ans d'histoire de notre mouvement. Après les premières années où nos militants étaient motivés par l'exaltation « gauchiste », ils ont su remettre en cause l'intention de parler au nom du peuple et comprendre le sens de la formule du dirigeant de la Révolution chinoise, Mao Tse Toung : « Celui qui n'a pas fait d'enquête n'a pas droit à la parole. » Depuis, notre ligne fondamentale nous appelle à contribuer à l'organisation des masses populaires pour faire en sorte qu'elles soient en mesure d'exprimer leur propre volonté et de défendre elles-mêmes leurs intérêts réels.*

LE « TEMPS BENI » DES COLONIES S'ACHEVE !

Biwa !

Plus de « Place du Général de Gaulle » à Niamey ! Une « Avenue de la francophonie » renommée « Place des États du SAHEL » ! Un monument aux morts baptisé « Bubandey Batama » (« A nos morts » en langue djerma) et qui rend « hommage à toutes les victimes civiles et militaires de la colonisation à nos jours » ! Le portrait du commandant et explorateur français Parfait-Louis Monteil, gravé dans un monument en pierre remplacé par une plaque à l'effigie de Thomas Sankara ! Le centre culturel franco-nigérien prenant le nom du cinéaste nigérien « Moustapha Alassane » !

L'inauguration de l'avenue « Djibo Bakary » (combattant de l'indépendance) !

Le NIGER respire enfin le parfum de la dignité.

Biwa !

le Tchad met un terme au partenariat stratégique qui le liait à l'ancienne puissance coloniale depuis l'indépendance, en 1960. Le gouvernement demande le départ de l'armée française avant le 31 janvier 2025 ! La marche vers la vraie souveraineté a commencé.

Biwa !

Le Sénégal demande la fermeture des bases militaires françaises, interdit l'exportation des graines d'arachide et l'importation des matières premières surtout dans le domaine textile et de l'artisanat pour favoriser les acteurs locaux et dynamiser l'économie nationale ! La voie du vrai développement est en train de s'ouvrir.

Biwa !

Air France qui pleure pour revenir au Mali qui inaugure sa première unité d'unité de lithium ! Le pillage va enfin cesser.

Biwa!

La CEDEAO qui avait osé des sanctions illégales contre l'AES, paniquée par le retrait irréversible des trois pays qui composent celle-ci, s'achemine vers le déclin et le franc colonial (CFA) qui étrangeait les pays africains court à sa perte. La grandeur de l'Afrique s'impose.

Biwa ! Biwa ! Biwa !

Tirs nourris contre les impérialistes français. Le « temps béni des colonies » s'achève !



BRISONS LES CHAINES DE L'ALIENATION !



Le monde dispose d'une masse de biens extrêmement importante qui suffirait à répondre aux besoins d'une population dépassant des dizaines de fois ses sept milliards d'habitants. Pourtant, les classes populaires vivent dans le dénuement et ne peuvent avoir accès à une vie décente ; même ceux qui disposent d'une apparente aisance matérielle n'en bénéficient pas vraiment parce que, agressés par des violences sociales et étatiques de tout ordre, ils sont soumis à une tension psychique incessante. Tout cela parce qu'une minorité d'individus, évaluée à 1 % de la population mondiale, accapare toutes les richesses planétaires et impose sa dictature.

Les courageuses résistances populaires, qui n'ont jamais cessé sur aucun coin du globe, ne sont pas encore parvenues à éradiquer le système prédateur qui est entièrement responsable de cette folie.

*Plusieurs révolutions*¹ lui ont porté des coups de boutoir, mais il reste dominant à l'échelle planétaire car disposant d'atouts majeurs : bien sûr, l'architecture des institutions, les forces armées et les services de renseignement, les répressions policières et judiciaires, le chantage économique ; mais, surtout, l'arme de destruction massive sans laquelle, il serait impossible aux vampires de rester au pouvoir : l'aliénation !*

Depuis toujours, en effet, une culture de référence a été imposée, des religions, des institutions scolaires ont été instrumentalisées pour conditionner les esprits des masses dominées. Les élites ont été formatées afin de relayer l'idéologie des classes dominantes. Aujourd'hui, les prédateurs contrôlent des empires médiatiques totalitaires dont la puissance est telle qu'ils peuvent, par le contenu divulgué, générer un dérèglement sociétal et mental généralisé sapant les bases même de l'Humanité.

C'est pourquoi, l'une des tâches essentielles qui revient à tous ceux et à toutes celles qui se battent pour l'émancipation humaine est de briser les chaînes de l'aliénation.

Une vision de l'épanouissement frelatée

Quelles devraient être rationnellement les aspirations de tout être humain qui aspire à l'épanouissement ? Vivre en bonne santé, se nourrir correctement, se loger dignement, se cultiver et se distraire sainement, vivre en sécurité et jouir de relations sociales harmonieuses. La triste réalité est que les propagandistes de l'idéologie capitaliste occidentale (qui s'est planétairement imposée avec la colonisation) ont imprégné dans la conscience de la majorité l'idée que les seuls moyens qui permettent de satisfaire ces aspirations-là sont ceux qu'ils valorisent. Peu à peu, les moyens ont pris la place des objectifs dans la vision de l'épanouissement ! « Être chef d'entreprise », avoir «un métier qui rapporte beaucoup d'argent», être un élu important, une star du sport ou de la musique, vivre dans, une villa luxueuse (etc.) afin d'être «considéré». Cette vision frelatée est celle de beaucoup qui, hélas, la transmettent arbitrairement à leurs enfants !

Les choix de vie, dictés par ces conceptions qui relèvent d'une profonde aliénation conduisent malheureusement l'écrasante majorité de ceux qui les font à l'échec et au mal-être.

Une conception aliénante de l'économie et du développement

De fait, les choix de vie du plus grand nombre sont altérés par les conceptions dominantes développées par les propagandistes du système concernant l'économie et le développement. Premièrement, fragmentant arbitrairement les différents champs d'action sociale, ils ont incrusté dans les esprits l'idée que l'économie doit en être le prioritaire. Deuxièmement, ils ont convaincu le plus grand nombre que le critère d'un « développement » qui permettrait l'épanouissement de tous, c'est un cadre citadin offrant de nombreux centre commerciaux, des autoroutes où circulent des milliers de véhicules individuels, la brillance des néons, publicités lumineuses et autres paillettes. Là où l'aliénation devient particulièrement tragique, c'est quand elle conduit la masse à accepter l'idée que pour construire ce « cadre de rêve », Il faut attirer à tout prix des « investisseurs » (ceci en échange de la création de quelques emplois précaires et quitte à s'accommoder que des masses soient jetées dans la pauvreté). Et pendant que les papillons attirés par la lumière viennent se griller sur les ampoules, les prédateurs atteignent leurs véritables objectifs, à savoir accumuler des profits et patauger dans le luxe ! Ils n'ont aucun scrupule à pratiquer :

- un extractivisme irresponsable : toutes les ressources naturelles de la planète sont pillées et des populations entières sont chassées de leur environnement naturel pour que celui-ci soit étripé.

- une industrialisation démentielle : On produit tout et n'importe quoi pour engranger des profits. On pratique cyniquement l'obsolescence programmée. On rejette massivement dans l'atmosphère les gaz à effet de serre qui génèrent le dérèglement climatique. On crache abondamment dans la nature des millions de tonnes de déchets dangereux qui affectent la faune et l'environnement et, en bout de chaîne, les humains.

- des monocultures assassines : L'usage massif de pesticides extrêmement dangereux entraîne la pollution de l'environnement, détruit l'indispensable biodiversité et nuit à tous les êtres vivants ^{*2}.

- une urbanisation irrationnelle : Chacun sait, par exemple, que la bétonisation anarchique des sols est responsable de la plupart des graves inondations que subissent les populations. A propos de l'enfer des incendies qui ravagent actuellement la Californie, de nombreux commentateurs expliquent que l'ampleur des dégâts est directement imputable au mode d'urbanisation y ayant cours. ^{*3}

Ainsi, sous l'égide de l'ultralibéralisme et avec la complaisance des gouvernements aux ordres des multinationales, le « cadre de rêve » s'accompagne obligatoirement d'une réalité cauchemardesque : le saccage de la nature, le dérèglement climatique et toutes les catastrophes induites, la pauvreté du plus grand nombre des humains et l'accroissement spectaculaire des inégalités sociales.

Une grille raciste et suprémaciste qui a perverti toutes les relations humaines



*Image tirée
d'un manuel
scolaire
datant des
années 60 !*

Le racisme a été créé par les colonialistes occidentaux pour justifier et perpétuer leur domination sur tous les autres peuples. Théorisé par de pseudo scientifiques, enseigné dans leurs écoles, intensément vulgarisé à travers leur littérature, leur cinéma, leurs religions, il a eu pour effet d'aliéner profondément et durablement de très larges franges de la population sur toute la planète. L'aliénation en question concerne tant les peuples occidentaux que les peuples dominés :

- Elle se traduit chez les colonisés par l'imprégnation d'un sentiment d'infériorité et par un mimétisme forcené dans tous les domaines. C'est l'individu qui ne conçoit sa valeur qu'à travers l'adoption du style de vie et des modes de « l'autre ». C'est le « politique » dont l'ambition suprême n'est que devenir un « élu de la République Française ». Ce sont les « élites » qui dans les néo-colonies rejettent l'idée que leur pays puisse se développer hors de la tutelle du Pouvoir Colonial ou qui, dans de nombreux pays devenus indépendants, n'imaginent les institutions que comme un « copier-coller » de celles, idéalisées, existant dans les pays colonisateurs.

- Dans les pays occidentaux, l'aliénation des masses populaires se manifeste par la conviction de la supériorité de leur « race » sur les autres, même quand leur propre statut social, leurs conditions de vie ou leur niveau intellectuel sont plus dégradés. L'élite occidentale est elle-même viscéralement aliénée y compris beaucoup au sein de la fraction qui se veut humaniste, internationaliste et progressiste. Nous pensons à cette « gauche » qui reprend allègrement la chanson de « la grandeur de la France », du devoir qu'aurait celle-ci de « venir en aide aux peuples sous-développés » et d'embrigader le monde dans « les Valeurs de sa République ». Les Peuples colonisés n'ont besoin ni de charité ni de leçons ; Ils attendent qu'on leur soit solidaire et qu'on s'attaque au système colonialiste et impérialiste dans son propre pays.

Outre la mystification idéologique, la création et la propagation du racisme par les classes dominantes avaient pour but manifeste de diviser les peuples pour mieux les asservir. Il s'agissait évidemment de faire barrage à la rencontre des Peuples dominés, dont la force solidaire serait largement en mesure de renverser les classes dominantes. L'objectif a incontestablement été atteint.

Autant dire que combattre l'aliénation raciste au sein de tous les Peuples est une exigence impérieuse pour éradiquer le système impérialiste occidental et construire un monde alternatif.

C'est dire que rester prisonnier de la grille raciste établie par le colon revient objectivement à le soutenir dans la pérennisation de son système. Ceux dont l'Humanité est restée intègre, n'accepterons jamais que la lutte contre « le blanc » soit substituée au combat anticolonialiste et anticapitaliste.

Briser les chaînes de l'aliénation est une condition essentielle à un véritable épanouissement individuel et collectif

L'exigence est donc que tous s'engagent, individuellement et collectivement, pour propager massivement une idéologie alternative et une contre-culture visant à développer l'harmonie sociale, à promouvoir des valeurs de partage et d'équité, à stimuler la volonté de contribuer au bien commun et, enfin, à encourager une spiritualité fondée sur le respect du vivant, des écosystèmes et de la biodiversité.

En la matière, le rôle des organisations du mouvement populaire et de leurs militants est déterminant. Il leur appartient de mener, sans concession, une lutte idéologique ouverte et permanente pour mettre fin au règne de la « pensée unique », de la désinformation, de la manipulation et du conditionnement.

Notre projet révolutionnaire est de construire un monde meilleur garantissant un bien vivre dans une planète protégée. Prétendre que cela est utopique relève précisément d'une aliénation due au fait que la propagande des classes dominantes a systématiquement jeté un voile sur tout ce que les civilisations précoloniales ont pu créer de beau et de bon. De même qu'aujourd'hui, sont minimisées ou cachées les myriades d'initiatives et de pratiques manifestant la bonté et la solidarité humaines. Les bénévoles occidentaux qui accompagnent les sans-papiers, les militants caritatifs qui aident les déshérités où les militants syndicalistes

et politiques sincères qui luttent quotidiennement aux côtés des opprimés, pour ne citer que ces exemples, sont autant de preuves que nous avons raison d'avoir foi en l'Humanité. Notre tâche est alors de briser les chaînes de l'aliénation qui entravent sa marche dans la voie du progrès. Nos combats resteraient vains si nous ne propagions pas largement au sein des masses les connaissances indispensables à une compréhension scientifique des phénomènes, à la déconstruction des idées fausses, à la reconquête de l'esprit critique et du libre-arbitre. C'est cela qui donnera à chacun l'opportunité de se débarrasser de ses aliénations et, qui nous permettra, collectivement, de renforcer les pratiques alternatives par lesquelles nous reprendrons le contrôle de notre vie.

**1 On pense évidemment à la révolution d'Octobre 1917 en Russie, à celles de 1949 en Chine, de 1959 à Cuba et à la Révolution Bolivarienne de 1999 qui ont eu une portée internationale indéniable mais tous les continents ont été secoués par des révolutions anticapitalistes et anti-impérialistes que nous sommes invités à découvrir.*

**2 Citons l'exemple du crime de l'empoisonnement de 92 % de notre population par le chlordécone dont l'État Français et la caste dominante béké sont consciemment coupables.*

**3 Cf. les inondations liées à la construction du centre commercial de Génipa en lieu et place de la mangrove à Ducos.*



Pour poursuivre la réflexion vous pouvez consulter les deux vidéos suivantes :

- **Le dérèglement sociétal et mental :**
<https://youtu.be/llnHXgGKQQE?si=gxtD9XG9tT2LWogZ>
- **Le Syndrome de Lynch :** <https://youtu.be/kupxMHirufU>

LA DICTATURE PLANÉTAIRE DES MILLIARDAIRES SE MET EN PLACE

A quelques jours de son investiture, Donald TRUMP a réitéré son intention d'occuper le Canal de Panama et le Groenland. A la question de savoir s'il aurait recours aux forces armées pour cela, il a répondu : « Je ne peux pas vous l'assurer ! » Il avait déjà affirmé à plusieurs reprises vouloir reprendre le canal de Panama, au prétexte qu'il aurait été construit par les États-Unis. Les milliers de travailleurs qui ont péri en le creusant doivent se retourner dans leur tombe*1 ! N'empêche que l'individu entend piétiner l'accord signé par les USA en 1977 et qui a conduit à la souveraineté du Panama sur le Canal depuis 1999. Trump prétexte que les droits de passage sont trop élevés en réalité, il veut réimposer la domination impérialiste états-unienne sur ce passage stratégique du commerce mondial.

Quant au GROENLAND, Trump argue que le contrôle de ce territoire par les USA est « une nécessité absolue » pour « la sécurité nationale et la liberté à travers le monde ». Il demande tout simplement au Danemark à « renoncer » à ce territoire autonome.

Pour faire bonne mesure, l'illuminé veut que le CANADA devienne le 51-ème État américain et menace les BRICS de les soumettre à des droits de douane à 100 % s'ils remettent en cause la domination du dollar ! « Nous exigeons de ces pays qu'ils s'engagent à ne pas créer une nouvelle monnaie des Brics, ni à soutenir une autre monnaie pour remplacer le puissant dollar américain », a-t-il déclaré.

On aurait tort de considérer qu'il ne s'agit là que de rodomontades d'un matamore ! C'est l'une des manifestations de la mise en place d'une *dictature planétaire par les milliardaires qui dominent le monde aujourd'hui*.

Celui qui incarne le mieux cette réalité c'est le dénommé Elon MUSK, l'homme le plus riche du monde avec sa fortune estimée à 251,3 milliards de dollars, sa société astronautique Space X, société automobile Tesla et son réseau X ! Quand il s'acoquine avec Donald TRUMP et finance les mouvements d'extrême-droite dans le monde, cela fait partie d'une stratégie globale.

Nous avons, à plusieurs reprises, démontré que les multinationales ont imposé leur tutelle sur tous les gouvernements libéraux et occidentaux. Partout, on se débarrasse du vernis de la démocratie représentative, on installe des milliardaires à la tête des états, on favorise la montée en puissance et l'arrivée au pouvoir des mouvements néofascistes et d'extrême droite. Le droit international et la souveraineté des états sont systématiquement bafoués.

Mais, les impérialistes et leurs multinationales auront beau dire et beau faire, cela n'empêchera pas que le système auquel ils s'accrochent soit balayé par les forces qui annoncent l'avènement d'un monde nouveau.

*1 Plus de 5600 travailleurs ont péri de maladie en creusant le Canal de Panama durant la période « française » (entre 1881 et 1889) dont un grand nombre de MARTINIQUAIS !

A PROPOS DES ORGANISATIONS INTERNATIONALES ET DES CHANGEMENTS DU MONDE

A l'heure où se confirme la marche vers une nouvelle guerre mondiale, nous avons pensé opportun de rappeler qui sont les protagonistes de l'histoire. Notre objectif est de contribuer à la compréhension des véritables enjeux du conflit qui s'annonce et de montrer que l'heure est venue pour que les Peuples imposent leur tempo.



Au lendemain de la deuxième guerre mondiale deux blocs ennemis se sont imposés sur la scène internationale : d'un côté, le « Bloc de l'Ouest », celui des impérialistes occidentaux sous l'égide des USA et de l'autre le « Bloc de l'Est », celui des pays faisant partie du « camp socialiste » regroupés autour de l'URSS. Chacun des camps s'est immédiatement organisé en prévision d'une prochaine confrontation. Sur le plan économique, c'est le fameux « Plan Marshall*1 » imposé à ses alliés par les USA pour structurer leur hégémonie. Ce plan était adossé sur l'O.E.C.E. (**Organisation Européenne de Coopération Économique**) qui deviendra plus tard l'O.C.D.E. (**Organisation de Coopération et de Développement Économique**). En face, l'URSS mettait en place le COMECON (*Conseil d'aide économique mutuelle*).

Sur le plan militaire « l'OUEST » fondait l'OTAN (*Organisation du Traité de l'Atlantique Nord*) et « l'EST » se dotait du « PACTE DE VARSOVIE ».

Le 26 juin 1945, la Société Des Nations (S.D.N.) qui, jusqu'alors régentait les relations internationales, a été remplacée par l'« Organisation des Nations Unies » (ONU) dans laquelle sont représentés tous les États reconnus par la Communauté Internationale. Autour de l'ONU gravitent des institutions telles que l'OMS, l'U.N.E.S.C.O., l'OMC, la Banque mondiale, etc. Toutes ces institutions ont été le lieu d'intenses affrontements politiques et diplomatiques entre les deux blocs jusqu'en 1989, date de la chute du mur de Berlin qui a conduit à l'effondrement du « BLOC DE L'EST ».

Depuis, la situation internationale a connu des bouleversements de grande ampleur.

1) La phase d'un monde « libéral » unipolaire

Le délitement du « Camp Socialiste s'est traduit par la disparition du COMECON et du Pacte de Varsovie. Désormais, les impérialistes occidentaux, en position de force, pouvaient imposer leur loi. Toutes les institutions internationales ont été instrumentalisées dans l'objectif de rendre le monde unipolaire. Le Conseil de Sécurité de l'ONU et la Cour Internationale de Justice (C.I.J.), pratiquant ouvertement une politique de « deux poids deux mesures » et leur servant de caution, les pays impérialistes occidentaux et leur bras armé (l'OTAN) pouvaient alors se livrer à toutes sortes d'agressions contre les pays et gouvernements qui s'opposaient à leur hégémonie*2. La Banque mondiale et le FMI ont redoublé d'agressivité et imposé par le chantage des plans « d'ajustements structurels » ayant pour conséquence de priver les États de leur souveraineté, de saborder les services publics et de donner libre cours à la barbarie des multinationales, des accords de « libre -échange », plus léonins les uns que les autres, ouvrant en même temps la porte à leur ultralibéralisme économique. (GATT, ALÉNA, AÉLE, ASEAN, MERCOSUR, etc.)

Bien entendu, tout cela a contribué à discréditer complètement les institutions internationales concernées et à les délégitimer. Force est de constater en tout cas, que, d'une part, cette politique barbare n'est pas parvenue à empêcher l'émergence de puissances rivales (anti-impérialistes ou pas) et que, d'autre part, elle a eu pour effet de renforcer la volonté des peuples opprimés de combattre le système.

2) L'émergence notable de puissances rivales.

Il s'agit notamment de la Russie qui, survivant à la débâcle de l'URSS, a pu regagner une place de grande puissance dans le monde et de la Chine qui se hissera incontestablement au premier rang du commerce mondial. On doit prendre également en compte la dynamique alternative qui s'est mise en route sous l'impulsion de la Révolution Bolivarienne au Venezuela (ALBA / UNASUR / Banco Sur). Plus globalement, deux changements significatifs annoncent la fin de l'hégémonisme des puissances impérialistes occidentales.

a) La fondation des BRICS

Le bloc des BRICS regroupe le Brésil, la Russie, l'Inde, la Chine, et l'Afrique du Sud. Devenu BRICS+ avec l'intégration de l'Iran, l'Arabie Saoudite, l'Éthiopie, les Émirats Arabes Unis, l'Égypte et l'Argentine, il représente 45% de la population et 28 % du PIB mondial. Cinq pays exportateurs de pétrole en font partie. 59 autres pays d'Asie, d'Afrique, d'Europe de l'Est et d'Amérique Latine ont exprimé leur intérêt à rejoindre les BRICS+. Il est inutile d'argumenter sur le fait que les occidentaux n'ont pas les moyens d'enrayer cette dynamique.

b) Le réveil du volcan Africain

Nous avons souvent eu l'occasion d'écrire que l'avenir de l'Humanité se trouvait en Afrique. Forte d'une population jeune et porteuse d'incroyables compétences, malgré toutes les atrocités colonialistes, elle a su sauvegarder les principes de ses civilisations fondées sur la primauté donnée au bien-être collectif et à la solidarité, sur une spiritualité prônant une vie en harmonie avec l'environnement.

Ces dernières années qui ont vu se multiplier les mobilisations contre le franc CFA, la présence des bases militaires étrangères et le pillage du continent, se sont vues couronnées par la création de l'Alliance des États du Sahel (AES).

Les gouvernements aux ordres des colonialistes sont renversés, les institutions qui avaient été pensées pour perpétuer la domination occidentale sont détricotées. Les Peuples Africains conquièrent aujourd'hui leur véritable souveraineté et sont désormais en position de jouer un rôle décisif dans la construction d'un monde multipolaire et alternatif.

3) De nouvelles formes d'organisations internationales des peuples se sont affirmé

Avant la dislocation du « camp socialiste », les « internationales » impulsées par les différents courants idéologiques animant le mouvement ouvrier regroupaient des organisations du mouvement populaire (essentiellement des partis politiques et des syndicats) qui menaient des luttes coordonnées à l'échelle mondiale contre l'exploitation capitaliste, le colonialisme et l'impérialisme. Depuis « la chute du mur de BERLIN », l'intensification de l'offensive idéologique menée par « l'occident triomphant » pour diaboliser le socialisme et le communisme a eu pour conséquence un affaiblissement certain de ces « internationales ». D'autres formes de coordinations mondiales, affichant leur volonté de rester apolitiques, se sont développées autour de problématiques transversales (écologie, pacifisme, défense des droits des femmes, pan africanisme, etc.). Mais La barbarie des politiques ultralibérales et le cynisme politique dont les gouvernements relais des multinationales font preuve, ont entraîné un retour en force de l'idéologie révolutionnaire dans les mouvements populaires. Et c'est dans tous les domaines qu'agissent de nouvelles institutions à travers lesquelles les Peuples s'organisent et s'expriment politiquement. Citons en exemples : « VIA CAMPESINA » et le « Comité pour l'Annulation de la Dette du Tiers-monde » (CADTM).

Sur un plan plus ouvertement politique, d'autres structures mènent un intense travail de convergence des luttes, de partage de l'information et de lutte idéologique. Nous citons simplement celles dont notre organisation est partie prenante : le « Forum de Sao Paulo », l'Assemblée des Peuples de la Caraïbe (APC), ALBA Movimientos, Jubileo Sur et la Conférence Internationale des Partis et Organisations Marxistes-Léninistes (CIPOML)

En conclusion, les conditions objectives pour qu'un nouveau système remplace l'ancien sont plus que réunies et c'est précisément ce qui rend inéluctable la guerre mondiale enclenchée par les USA et l'OTAN contre le reste du monde*³. Les Peuples, par l'intermédiaire de leurs propres organisations, doivent se préparer à ce qui est l'affrontement décisif et imposer leur tempo.

**1 Il est assez surréaliste d'entendre régulièrement certains syndicats de travailleurs faire appel à un « Plan Marshall » pour satisfaire leurs revendications !*

**2 Autant dire que ceux qui ne comptent que sur l'ONU pour faire respecter notre droit à l'autodétermination se leurrent totalement !*

**3 Nous vous invitons à vous reporter aux articles relatifs à cette question publiés dans les numéros 216 et 217 de « Jik An Bout ».*



QUAND LA REFLEXION SUPERFICIELLE APPLAUDIT L'INTELLIGENCE ARTIFICIELLE !



Fin du XVIII^e siècle : Vive la Révolution Industrielle ! Finie l'économie agraire. La production de biens manufacturés à grande échelle devrait assurer le bien-être de l'humanité entière. Conséquences ? Dérèglement climatique, catastrophes environnementales et humaines incommensurables, misère de la majorité des habitants de la planète.

1960 – 1990 : Vive la Révolution Verte ! L'utilisation massive de variétés de céréales à hauts potentiels de rendements, d'engrais et de produits phytosanitaires permettrait enfin de nourrir les populations des « pays en voie de développement » ! Conséquences ? Pollutions massives, intoxication des êtres vivants, dégradation et érosion des sols, misère extrême des paysans, exode rural et apparition de bidonvilles gigantesques.

On avait donc eu tort de traiter les lanceurs d'alertes de l'époque de rétrogrades, d'ennemis du « progrès » et de réprimer sauvagement les ouvriers et les paysans qui luttèrent contre les effets dévastateurs de ces dites Révolutions. Pourtant, aujourd'hui, les défenseurs du système dominant nous invitent à fermer les yeux sur l'histoire et veulent nous persuader de crier avec eux : Vive l'Intelligence Artificielle ! A leurs dires, désormais, « tout ira mieux dans le meilleur des mondes » grâce à l'IA ! Ah bon ? En tout cas, nous n'avons pas du tout l'intention de les croire sur parole et à travers l'article qui va suivre nous attirerons l'attention sur les graves conséquences négatives que l'IA pourrait avoir dans notre vie quotidienne et pour le monde en général.

Mais d'abord, qu'est-ce exactement que «l'I.A.» ?

L'Intelligence Artificielle (IA) désigne la capacité pour des ordinateurs «de simuler ou de reproduire des tâches relevant des facultés intellectuelles humaines tels que le raisonnement, la planification et la créativité». L'ordinateur reçoit des données (déjà préparées ou collectées via ses capteurs), les analyse et réagit. Suivant la définition de la CE, les différents types d'IA reposent sur des logiciels (assistants virtuels, logiciels d'analyse d'images, moteurs de recherche, systèmes de reconnaissance faciale et vocale). L'IA peut aussi être «incarnée» (robots, voitures autonomes, drones, l'Internet des objets). L'IA repose sur des algorithmes^{*1}.

Avec l'IA, nous dit-on, nous allons vers un monde merveilleux

- Grâce à l'IA, on pourra « faire des prédictions » (sic), tirer des conclusions à partir des données, aidant dans des décisions concernant la survenue de catastrophe, détecter plus finement des pathologies et prévenir des accidents de santé. Qui peut croire que les gouvernements aux ordres des multinationales qui rabotent drastiquement les budgets destinés aux services publics et à la protection sociale, suppriment des lits d'hôpitaux et ferment les établissements de soin, investiront afin que l'IA soit au service de toute la population ? En fait, elle sera surtout utilisée pour appuyer l'optimisation industrielle, prédire les comportements d'achat, faire des « recommandations » et affiner les publicités comme cela est déjà le cas.

- Avec l'IA, les agriculteurs disposeront d'un précieux outil pour gérer leurs exploitations ! Sérieusement, combien de paysans pourront financer les installations permettant à l'IA d'optimiser la gestion de leur élevage ou de leurs cultures ?

- Parmi les vertus vantées de l'IA, on relève celle de détecter les fausses informations et les cas de désinformation dans les réseaux sociaux (en repérant des mots clés et des sources considérées comme non fiables) ; de plus l'État pourra détecter les fraudes en ligne. En même temps, sous l'égide de l'IA, les moteurs de recherche ont le pouvoir de servir aux utilisateurs des « résultats plus pertinents », donc d'orienter leurs choix. Autrement dit, dans la continuité des réseaux dits sociaux contrôlés par les GAFA*2, l'IA est un outil abouti permettant d'instaurer un contrôle totalitaire sur les esprits. Il n'est plus à démontrer que les contenus opposés au récit des impérialistes occidentaux et des multinationales sont déjà largement censurés et que les utilisateurs sont noyés par toutes sortes d'informations insipides, de pensées déshumanisantes et de propagande réactionnaire.

*Insidieusement, l'idée s'installe que l'IA pourrait se substituer à l'intelligence humaine et que ses performances quant à la vitesse de réaction et au volume d'informations disponibles, dispensent de la réflexion. Certains ont déjà dénoncé l'encouragement à la paresse ou à la tricherie, mais les dégâts sociaux risquent d'être plus dramatiques qu'on l'imagine. Le développement du numérique et de l'IA va de pair avec la disparition des emplois liés à l'économie réelle*3, la destruction de la pensée créatrice et des relations humaines, aggravant le délitement de la société. On en est arrivé au point de proposer des robots dits humanoïdes pour combler les solitudes !*

Au nom de tous les grands « progrès » promis au monde, les promoteurs de l'IA balaient d'un revers de main les alertes lancées de part et d'autre quant aux conséquences désastreuses qu'elle aura obligatoirement sur l'environnement et sur la société humaine

Ce dont chacun doit avoir pleinement conscience, c'est que dans le système capitaliste et impérialiste dominant les principales recherches sont menées pour le compte de l'armée afin de se doter d'une supériorité militaire. Cela est particulièrement vrai dans le domaine des communications. Les avancées technologiques sont ensuite exploitées par les grands groupes privés et l'État pour conforter leur puissance économique et politique et surtout leur domination sur les Peuples. La préoccupation de leurs dirigeants n'a jamais été et ne sera jamais de prioriser les intérêts des masses populaires. Qui peut nier que les ordinateurs, les téléphones portables, les objets connectés, les caméras de surveillance, les

compteurs espions sont pour eux les outils d'un contrôle dictatorial sur tous les individus sans exception?

Comme cela a été le cas pour la Révolution Industrielle ou la Révolution verte, les promoteurs de la révolution numérique et de l'IA, sacrifient sur l'autel de leurs profits l'avenir de la planète et de l'Humanité en toute connaissance de cause. Peuvent-ils prétendre ignorer les effets sur l'environnement de l'extractivisme (cf. pillage des métaux rares), la nature hautement énergivore des nouvelles technologies (avec le dérèglement climatique induit), l'absence de réponse portée à l'accumulation des déchets toxiques ? Bien sûr que non ! Mais.... Que leurs coffres forts soient bien pleins et après eux le déluge !

Pas question donc de se laisser embobiner par leur propagande. Quand ils s'apitoient sur la fracture numérique existant dans les pays du tiers-monde, c'est parce qu'ils veulent les soumettre à une dépendance technologique mortifère. La priorité ne saurait être pour notre Peuple de se laisser attacher par d'autres chaînes, mais au contraire d'orienter l'essentiel de ses investissements dans le développement d'une économie endogène et autocentrée.

Trop souvent, la notion de « progrès » est abusivement associée aux évolutions technologiques. Est-il éthiquement acceptable de qualifier de « progrès » la maîtrise de la fission nucléaire quand elle aboutit au lâcher de bombes sur Hiroshima et Nagasaki*4

On ne devrait s'autoriser à parler de « progrès » que dans la seule mesure où les technologies sont réellement mises au service de l'humain et plus généralement du vivant et de l'environnement. Qualifions-les de barbares quand elles le sont et parlons de progrès quand elles contribuent vraiment aux avancées de l'humanité. Ce qui est sûr, c'est que tant que les avancées technologiques seront contrôlées par les multinationales, elles ne pourront qu'avoir des effets nuisibles pour le monde entier. Ce n'est donc pas aux technologies mais aux prédateurs qu'il faut s'en prendre. C'est un système alternatif qu'il faut imposer.

Voilà qui nous amène à une conclusion essentielle : Il ne s'agit absolument pas pour nous d'appeler à une condamnation de quelque nouvelle technologie que ce soit.

Tant notre pays que l'humanité ont besoin de penseurs et d'inventeurs d'un très haut niveau et qui mettent leur génie au service de l'intérêt collectif. Nous avons besoin de créateurs de programmes et d'applications alternatifs qui puissent développer une IA qui soit effectivement au service de tous (par exemple en matière de détection médicale et de prévention des catastrophes). Le monde a besoin d'experts capables d'affronter le système dominant dans tous les domaines.

Aussi nous ne saurions cesser d'inciter tous ceux et toutes celles qui le peuvent à se former à la connaissance et à la maîtrise des technologies liées à l'I.A. sans jamais s'en faire esclaves, sans jamais se faire complices des multinationales et des projets impérialistes, mais en ayant toujours pour boussole la volonté de soumettre la technologie à la recherche du bien-être collectif.

**Agriculture artificielle ! Alimentation artificielle ! Médecine artificielle ! Amour artificiel !
Résultat : délitement de l'Humanité, destruction de la planète, misère et dictature bien réelles
! ... Monde poubelle !**

Alors, dépassons les réflexions superficielles pour enrichir notre intelligence réelle et imposons l'indispensable révolution existentielle.

**1 Un algorithme est un ensemble de règles opératoires dont l'application permet de résoudre un problème énoncé au moyen d'un nombre fini d'opérations. Il s'agit d'une suite finie et non ambiguë d'instructions et d'opérations permettant de résoudre une classe de problèmes. (Définition Larousse)*

**2 GAFA est un acronyme qui désigne les quatre plus grandes entreprises américaines du domaine des technologies : Google, Amazone, Facebook, Apple*

**3 Les propagandistes du système tentent de rassurer l'opinion en arguant que les nouveaux emplois liés à l'IA compenseront. Cela est absolument faux ! Le nombre de ceux qui pourront prétendre aux emplois hautement qualifiés créés ne fera pas du tout le compte. Les nouveaux emplois seront essentiellement précaires et sous-payés.*

**4 Deux bombes ! 140.000 morts à Hiroshima, 74 000 à Nagasaki, des centaines de milliers de personnes et leur descendance irradiées.*

LES BARBARES ANTISÉMITES METTENT L'HUMANITÉ EN DANGER !

Pour justifier leurs guerres d'agression et leur barbarie, Hitler et les nazis avaient diabolisé les juifs, les rendant responsables de tous les maux de la terre. Personne n'en ignore les terribles conséquences pour l'Humanité. Les antisémites d'aujourd'hui rééditent l'abomination. Mais cette fois, leur cynisme est sans limite puisque qu'ils osent accuser d'antisémitisme ceux qui dénoncent leur entreprise !

Le monde entier est horrifié par les crimes odieux commis par l'armée d'occupation sioniste d'Israël : 48.222 palestiniens assassinés à GAZA, dont une écrasante majorité de civils, femmes et enfants, des hôpitaux, des écoles, des établissements religieux, des centres de réfugiés, rasés sous des tapis de bombes ; des milliers d'otages raflés par des soldats israéliens, détenus et torturés en Israël ! Des manifestations pacifiques ou des conférences de « justes » qui entendent dénoncer ces crimes sont interdites en France ! La quasi-totalité des gouvernements et des médias occidentaux serinent que « l'État JUIF d'Israël a le droit d'assurer sa sécurité ! », pratiquant dans le même temps une

Implacable OMERTA à propos des milliers de juifs qui, de par le monde, dénoncent toutes les atrocités commises par l'État sioniste sous la houlette de Netanyahu et de l'extrême droite israélienne.

Ce faisant, ils présentent à l'opinion tous les juifs comme des barbares. Ils en font indistinctement la cible de tous ceux qui refusent d'accepter l'inacceptable. Ce sont donc eux les véritables « antisémites »

Tout comme les nazis, ils véhiculent la guerre, la mort et les destructions,
Tout comme les nazis, ils s'attaquent aux fondements mêmes de l'Humanité,
Tout comme les Nazis, ils connaîtront leur Nuremberg !



COMMENT REAGIR FACE A LA DEGRADATION DES RELATIONS HUMAINES ?

Parmi les fléaux qui rongent l'Humanité, le délitement sociétal et le mal-être endémique qui affectent toutes les populations sont les plus graves. Les « faits divers » crapuleux, les violences intrafamiliales, les rixes entre jeunes (etc.) se multiplient. Ils sont massivement répercutés par des médias qui les instrumentalisent à plusieurs fins. D'abord, l'objectif de ceux-ci est d'accroître l'audimat qui garantit de juteux retours financiers et ce qui leur importe, pour cela, c'est d'offrir du sensationnel et d'exacerber les émotions. Pour enfoncer le clou, les drames réels sont noyés dans des films et des séries télévisées, policières ou pas, dont la règle commune est de servir crimes et trahisons.

Quant aux difficultés quotidiennes qui frappent la grande majorité des populations, journalistes et économistes de service en parlent aux actualités ou dans des émissions dédiées, mais c'est toujours pour culpabiliser ceux qui les subissent et justifier les politiques gouvernementales ^[1]. Pour eux, il ne saurait être question de porter des éléments de connaissance et des explications scientifiques qui permettraient d'éviter que le grand public sombre dans le désarroi. En lieu et place, on a droit à des feuilletons à l'eau de rose, des jeux et concours qui sèment l'illusion de pouvoir échapper à la réalité.

En alimentant un climat anxiogène et en vendant du rêve, l'objectif pour les empires médiatiques est de protéger le système. Parallèlement, celui-ci mène une politique visant à détruire tous les espaces qui garantissaient la cohésion sociale et les solidarités au sein des Peuples, d'une part, et, d'autre part, une propagande acharnée pour attiser l'individualisme et l'esprit de compétition malsaine. Les relations humaines en sortent abîmées et les individus de plus en plus perdus. Ce mal ne fera qu'empirer et aucun des problèmes auxquels nous sommes confrontés ne pourra être résolu, tant que chacun restera dans son coin, rongé par l'anxiété et prisonnier de ses tourments. Il s'agit donc de s'investir dans la restauration de relations humaines sereines et d'œuvrer au recul du mal-être individuel. Mais, comment atteindre de tels objectifs ?

Posons d'entrée que le délitement sociétal et la détresse mentale ne sont absolument pas une fatalité et qu'il est possible de les faire reculer grâce à la connaissance, la compréhension et l'action sociale. Le premier pas dans cette direction demande que l'on se débarrasse des préjugés idéologiques et des grilles d'analyse établies par la bourgeoisie occidentale.

L'une de ses pratiques les plus nauséabondes consiste à désigner des boucs émissaires comme étant la cause de toutes les difficultés subies par la population. Ainsi, les émigrés sont accusés d'être responsable du chômage et de la délinquance, les arabes et les musulmans sont présentés comme l'incarnation du terrorisme. Les jeunes des quartiers populaires, quant à eux, sont les dépositaires invétérés de l'incivilité et leurs parents, coupables de ne pas les avoir éduqués, méritent d'être punis ! Tout ce narratif a pour résultat d'exacerber la méfiance et les divisions entre les différentes couches qui composent la population. ^[2]

L'objectif des dirigeants du système est de cacher leur propre responsabilité en propageant le racisme et la xénophobie, en attisant les divisions entre les adeptes des différentes religions, en culpabilisant les victimes de leur politique destructrice. Pire, ils en tirent prétexte pour renforcer la fascisation du système en adoptant des lois liberticides soi-disant à des fins sécuritaires.

Ainsi donc, le délitement sociétal et la détresse mentale qui sévissent aujourd'hui sont des conséquences directes des politiques menées par les gouvernements qui agissent pour le compte des classes dominantes. Il est essentiel de comprendre qu'un mieux-vivre alternatif est possible. D'ailleurs, celui-ci se manifeste déjà largement à travers la persistance de relations solidaires et bienveillantes au sein de la société. Trop de gens sous-estiment l'ampleur de l'engagement des aidants familiaux, des militants bénévoles des mouvements caritatifs, syndicaux, écologistes ou politiques, bref de tous ceux et toutes celles qui se dévouent au service des autres. Si les médias du système ne s'en font pas l'écho, c'est précisément pour que leur exemple n'encourage pas l'espoir. ^{*3}

Mais, comme il a été dit plus haut, les relations humaines continueraient à se détériorer si un coup d'arrêt n'était pas donné à l'offensive nuisible du système ; autrement, il serait de plus en plus difficile de construire l'unité des classes populaires et entre les Peuples, unité que nous savons indispensable pour éradiquer le système dominant et affronter tous les défis auxquels notre Humanité est confrontée.

Aussi, travailler à la restauration de relations sociales sereines et au recul du mal-être individuel est un devoir de la plus haute importance pour tous ceux et toutes celles qui ont à cœur l'émancipation des Peuples. Ce qui, en l'occurrence, implique la vulgarisation des explications scientifiques relevant des sciences humaines, le développement et la popularisation des initiatives alternatives, les actions éducatives et culturelles.

**1 Un seul exemple suffira à l'illustrer : Votre pension ne vous permet pas de vous nourrir et de payer vos factures ; mais si vous refusez de participer à « l'effort nécessaire pour équilibrer le budget », vous commettez un crime contre les générations futures !*

**2 Les sciences sociales ont largement démontré que tous les êtres humains, quels que soient leur origine ethnique ou géographique sont strictement mus par les mêmes ressorts.*

^{*3} Dans le monde, il existe des relations humaines exemplaires



Malgré les difficultés liées à l'embargo criminel imposé par les USA, Cuba offre sa solidarité dans le domaine de la santé à 120 pays dans le monde. Récemment, Trump a annoncé des sanctions contre les dirigeants des pays qui acceptent d'en bénéficier.

LA GUERRE NE PROFITE QU'AUX RICHES ! REFUSONS DE LEUR SERVIR DE CHAIR A CANON !

Une fois de plus les grands capitalistes veulent se lancer dans un conflit militaire mondial afin de défendre leurs intérêts et au prix d'un énième massacre des peuples. L'urgence est d'enrayer la machine infernale, d'éradiquer le système qui génère ces abominations pour construire un monde sans guerre.

Quand les riches se font la guerre, ce sont les pauvres qui meurent.

(Jean-Paul SARTRE)

Lors de la Première Guerre Mondiale (1914- 1918) 18,6 millions d'humains ont été tués, 21 millions blessés et mutilés. Lors de la deuxième (1939- 1945), le nombre de victimes a atteint les 85 millions ! Aujourd'hui, les avatars d'Hitler qui dirigent la plupart des pays impérialistes disposent d'une telle puissance destructrice, que c'est l'existence de l'humanité entière qui serait l'enjeu du conflit s'il se généralisait.

*Derrière toutes les guerres se cachent des objectifs de domination territoriale et la soif d'accroître la fortune des plus riches. Ce sont, évidemment, les intérêts du lobby militaro-industriel qui sont les premiers concernés quand l'Union Européenne décide de consacrer 800 milliards à son armement, quand la France décide de mobiliser 100 milliards par an pour sa soi-disant «défense», quand l'Allemagne décide de consacrer 1.000 milliards à la préparation de la guerre et quand les États membres de l'O.T.A.N. dépensent en moyenne 2 % de leur PIB à cette fin.*¹ Viennent ensuite les vautours de l'immobilier qui se partagent les profits de la reconstruction. Savez-vous que des discussions ont déjà cours entre les pays impérialistes pour se partager ce marché (par exemple, pour Gaza ou l'Ukraine) ?*

*Aujourd'hui, où les multinationales et les empires financiers sont directement aux commandes de l'économie mondiale, le prétexte de la préparation à la guerre est largement utilisé pour intensifier l'application de leur politique ultralibérale qui prévalait déjà et qui se caractérise par de drastiques coupes sombres dans les budgets affectés aux services publics et à la protection sociale.*²*

L'hypocrisie du système est mise à nue quand ces mêmes gouvernements, qui étranglent la population au nom de la lutte contre le déficit, demandent à l'UE que les dépenses militaires ne soient pas prises en compte concernant les limites qui lui étaient imposées. Pas question donc d'accepter cette imposture qui détériorerait les conditions de vie des masses populaires et dont notre pays colonisé par la France paierait doublement le prix.

Bien entendu, dans la présente conjoncture, nous avons droit à la sempiternelle forfaiture de l'appel au « patriotisme ». « Donnez-nous votre argent et préparez-vous à donner votre sang pour sauver la patrie ! » crient en chœur tous les va-t-en-guerre. Leurs empires médiatiques sont mobilisés pour effrayer la population et obtenir l'approbation de leur aventurisme. Comme c'est chaque fois le cas, on a droit à la censure des opposants, à la diabolisation des anti-guerres ; et à un flot de désinformation.

Eh bien ! Non ! Pas question pour nous de servir de « chair à canon ». Nous n'avons pas oublié le sort qu'ils ont réservé aux « Tirailleurs Sénégalais » ni l'ingratitude manifestée à l'encontre des Dissidents Martiniquais qui sont venus sauver la France du nazisme.

Notre Peuple, au côté de, tous les autres Peuples du monde doit se mobiliser pour s'opposer à la folie guerrière dans laquelle les impérialistes occidentaux veulent nous entraîner. Nous voulons vivre dans un monde sans guerre ! Ensemble, nous devons déclencher une offensive pour imposer la Paix.

Cette véritable Paix qui naîtra de la lutte contre les discriminations et les inégalités, de la garantie donnée à tous d'un mieux-vivre et qui ne sera possible que par l'éradication du système capitaliste, colonialiste et impérialiste dominant.

**1 Trump exige que ce chiffre soit doublé !*

**2 Rappelons, au passage, que la somme dépensée pour acheter un seul avion de combat permettrait de construire 10 hôpitaux ou 20 écoles.*

★ ★ ★

PARTIE II

DÉCLARATIONS, INTERVENTIONS ET CONTRIBUTIONS

MOBILISONS-NOUS AUX COTES DU PEUPLE KANAK POUR METTRE DEFINITIVEMENT FIN A LA DOMINATION COLONIALE FRANÇAISE !

Déclaration du CNCP - 15 Mai 2024



L'histoire de la France coloniale c'est un long fleuve de massacres, de répression, de subversion, de pillage, d'accords secrets et léonins, de duplicité et de mensonges. Aujourd'hui, le pouvoir français prétend interdire définitivement que le Peuple kanak exerce son légitime droit à l'autodétermination en manipulant encore le corps électoral. En aucun cas les ressortissants de la puissance coloniale ne doivent participer à un référendum d'autodétermination déjà frelaté par le vote de ceux dont Pierre Messmer avait cyniquement planifié la venue à cette fin.

Le Peuple Kanak a le droit de se révolter contre l'agression qu'il subit !

Au niveau mondial, les puissances impérialistes occidentales sont sur la défensive, ce qui les rend plus agressives et dangereuses encore. Elles instrumentalisent les institutions internationales pour défendre leurs seuls intérêts.

Le respect des droits les plus élémentaires des peuples sont bafoués. Le génocide du peuple Palestinien commis par l'armée sioniste israélienne avec leur complicité objective le démontre amplement.

La France, chassée de son «pré-carré africain», espère renforcer son emprise sur ses colonies pour retarder son inéluctable déclin. C'est ce que disent les manœuvres visant à maintenir la Kanaky sous domination, le rapt de l'île comorienne de Mayotte, au mépris du droit international, l'accélération de la politique de «génocide par substitution» ainsi que le démantèlement de l'économie endogène en Martinique et, partout, la militarisation à outrance des territoires.

Si, par cette déclaration, nous entendons joindre notre voix à celle de tous les anti-colonialistes et anti-impérialistes du monde pour dénoncer la politique coloniale de la France et exprimer notre solidarité avec le Peuple Kanak, nous voulons aussi signifier que c'est, ensemble et en intensifiant notre lutte contre la présence coloniale française dans notre propre pays, que nous mettrons définitivement fin au « temps des colonies » !

- Dénonçons le double langage de ceux qui prétendent soutenir le droit des Peuples à l'autodétermination tout en revendiquant un droit pour la France à «jouer un rôle dans le monde du fait de sa grandeur»

- Donnons un coup d'arrêt définitif à l'arrogance des suprémacistes décomplexés qui, chez nous, affichent leur racisme, leur gangstérisme et leur malpropreté !

- Tournons le dos aux illusionnistes prétendant que le Pouvoir colonial accepterait de nous accompagner généreusement sur la voie de l'émancipation !

Luttons pour mettre fin au colonialisme français et pour l'accession à la souveraineté nationale !

KANAKY- MATINIK, MENM KONBA !



DERRIERE L'ARBRE DE LA VIE CHERE, SE CACHE LA FORET DU PILLAGE CAPITALISTE

10 SEPTEMBRE 2024

Pour nous tous et toutes qui en subissons les effets, « la vie chère » est une piqure qui, tous les jours sans exception, vient rappeler que nous n'avons pas les moyens de répondre aux exigences d'une vie décente.

Au moindre achat que nous faisons, à chaque facture que nous recevons, chaque fois qu'il faut payer les impôts, l'essence (etc.), ce sont les frustrations, le mal-être et la souffrance qui sont inconsciemment attisés et qui nous poussent, parfois, à agir de façon inconséquente. Il est donc essentiel d'analyser scientifiquement les racines de ce phénomène de « vie chère » et de définir avec lucidité les moyens d'avancer dans une direction alternative et salutaire.

Ces dernières semaines, à l'occasion des actions visant à combattre la vie chère dans notre pays, nous avons vu se succéder dans les médias, représentants d'entreprises, économistes, journalistes et dirigeants politiques, tous venus porter leurs explications quant à la racine du mal. Ce qui a été mis en avant par ceux qui s'accommodent du système, c'est que les marchandises viennent de loin, qu'il faut payer le fret et les intermédiaires et puis un diabolique « octroi de mer » qui, soit dit en passant, sert à financer les collectivités locales. Évidemment, il n'a pas été envisagé de supprimer la TVA ou les taxes foncières exorbitantes ! Cette explication qui, à priori, paraît logique est totalement fallacieuse. Ceux qui, à juste titre, dénoncent la « *pwofitasyon* », ont rappelé le caractère scandaleux des marges que s'octroient la grande distribution et les entreprises européennes qui jouissent dans notre pays colonisé d'une situation de monopole. Cet aspect est évidemment important, mais il n'est que l'un des facteurs qui doit être pris en compte dans l'analyse.

Précisément, pour comprendre le phénomène de la vie chère, il est essentiel de considérer, en premier lieu, sa dimension internationale. Ce n'est pas un hasard si, sur tous les continents, les peuples se mobilisent pour la combattre. Cela illustre le fait qu'il s'agit là d'un effet inhérent au système économique mondial dominant.

Que ce soit en Martinique, en France où partout dans le reste du monde les mécanismes qui conduisent à la fixation des prix sont les mêmes. Et, aujourd'hui, où nous évoluons dans le cadre d'une économie globalisée, ce sont les décisions prises par des institutions contrôlées par les grands capitalistes occidentaux qui, en dernière analyse, déterminent les prix dans les moindres recoins de la planète.

A ce propos arrêtons-nous sur deux déclarations faites à l'occasion des débats qui ont suivi les récents événements dans notre pays :

- Premièrement, celle d'une députée qui dénonçait le fait que l'État n'assumait pas son devoir de protéger la population.

- Deuxièmement, celle du Préfet qui, au lendemain des rencontres organisées sous son égide, annonçait l'objectif de baisser les prix de certains produits de 20 % d'ici à quelques mois, précisant, toutefois qu'il fallait attendre l'installation du nouveau gouvernement français pour que des dispositions puissent être envisagées.

Eh bien ! Tout cela relève du « welto » ! Les théoriciens du Socialisme Scientifique ont déjà largement démontré que l'État est un organe de domination de classe et qu'on ne peut espérer aucune philanthropie de sa part.

Pour revenir à notre sujet principal, il nous faut rappeler que la théorie fondamentale sur laquelle s'adosse le système capitaliste, c'est le LIBÉRALISME ÉCONOMIQUE. Cette théorie qu'aucun économiste officiel ne conteste, implique le droit pour les capitalistes et les entrepreneurs de fixer librement le prix des produits et des services qu'ils mettent sur le marché. En période de crise majeure ou de guerre les États peuvent déroger à cette règle pour garantir la survie du système, mais il s'agit toujours de parenthèses généralement suivies d'un rattrapage restituant la donne aux capitalistes. Si dans certains secteurs un semblant de régulation a pu être mis en place, cela a toujours été sous la contrainte de mouvements populaires. Mais, là aussi, les États s'arrangent toujours pour que la main droite récupère ce qui a été donné par la main gauche.

Pendant ce temps, dans les universités, on étudie des théories justifiant que soient imposées les règles voulues par le système capitaliste dominant ; par exemple-là « loi de l'offre et de la demande » ou le mythe de la « main invisible du marché » dont l'objectif est de masquer la dictature imposée à l'économie mondiale par les grands capitalistes, les dirigeants des banques et des multinationales.

Nous avons évoqué plus haut le libéralisme économique sur lequel était adossé le système capitaliste. Aujourd'hui, tous les économistes sérieux s'accordent pour reconnaître que nous sommes passés à l'heure de ce qu'on appelle « l'ultralibéralisme ». C'est à dire que les dirigeants des banques et des multinationales ont installé directement leur pouvoir sur les institutions internationales et, en conséquence, les gouvernements des pays occidentaux ne sont plus que des gestionnaires chargés d'exécuter leurs directives. Ainsi, par le biais de l'OMC (Organisation Mondiale du Commerce), du FMI (Fonds Monétaire International), de la Banque mondiale ou de la Commission de Bruxelles, ils contraignent les États à appliquer les politiques économiques qui servent exclusivement leurs intérêts. C'est, par exemple, sur ordre de ces nouveaux maîtres du monde que les gouvernements sabotent les Services Publics et la Protection Sociale, afin de livrer des marchés aux investisseurs du Privé.

Forts, désormais, de leur pouvoir illimité, les multinationales, les banques, les spéculateurs et les méga-entreprises peuvent se livrer à toutes sortes de pratiques maffieuses telles que l'obsolescence programmée, l'abus de position dominante, le banditisme international qui, à coups d'embargos et de sanctions bafouant leur propre credo libéral et le droit international, entend écraser tous ceux qui menacent leur hégémonie.

On réalise que, dans un tel contexte, la lutte contre la « *pwofitasyon* » ne pourra être gagnée qu'à l'impérieuse condition d'être intégrée à une stratégie globale et intelligente visant à combattre le système prédateur dominant et à construire un système alternatif permettant l'accès au MIEUX-VIVRE pour tous.

Nous avons donc le choix entre deux attitudes :

- Soit « *Babiyé* », « *Voyé Piyé* », nous lancer dans des combats politiques « *san katjil* » et « *san bâton* », tout cela avec pour résultat de « *chayé dlo an pannyié* » et de rester « *konkonm san grenn.* »

- Soit « *Goumen oséryié pou chanjé la vi-nou* ». C'est-à-dire se mobiliser pour faire aboutir des revendications conséquentes et, en même temps jeter les bases de la construction du système alternatif.

Fok pa nou pran dlo mousach pou lèt !

Ceux qui ont choisi cette deuxième attitude savent que la priorité en la matière est de mener une lutte sans concession contre toute forme d'aliénation et d'illusions afin, qu'au bout du compte, nous puissions changer notre rapport à la production et à la consommation.

Autrement dit, il n'est pas questions que nous empruntions des voies sans issue. C'est pour le POUVOIR DE VIE et non pour le POUVOIR D'ACHAT qu'il s'agit de se battre. Ce n'est pas pour « remplir le caddy » mais pour accéder à des produits nécessaires et sains, au prix raisonnable, qu'il convient de lutter ! Profitons-en pour dire que la simple « baisse des prix » ne saurait être une réponse valable. On a vu comment, après les baisses annoncées à la suite du puissant mouvement de 2009, celles-ci ont surtout permis qu'on nous fourgue des produits de mauvaise qualité, nuisibles à notre santé ou dont le packaging cache un contenu frauduleusement diminué. Cyniquement, libéralisme oblige, des produits de qualité, très chers, continuent à les côtoyer dans les rayons des grandes surfaces, à la disposition de ceux qui peuvent les payer.

Oui, il y a urgence à se mobiliser pour améliorer la situation car la souffrance est grande pour la majorité de notre Peuple. Mais, de l'expérience des luttes populaires menées dans le monde comme dans notre pays même, nous retenons qu'il y a des conditions indispensables à remplir pour que la victoire soit possible. Les plus importantes de celles-ci sont, premièrement, que le Peuple en soit un acteur conscient et organisé et, deuxièmement, qu'il s'appuie sur la force de son unité et de sa cohésion.

Les revendications n'ont aucune chance d'être satisfaites si elles ne sont pas réalistes et collectivement évaluées par l'ensemble des acteurs concernés au sein du Peuple.

Les mobilisations resteront vaines si les choix tactiques et les modalités d'action ne sont pas le fruit d'un travail planifié de réflexion et d'organisation impliquant effectivement les masses populaires.

Nous avons en face de nous des adversaires aguerris qui n'hésitent pas à organiser des provocations pour discréditer les mouvements sociaux et qui n'ont aucun scrupule à réprimer ceux-ci brutalement dès que leurs intérêts sont réellement en danger. C'est donc une très grave erreur de les sous-estimer et d'enclencher des batailles, « la fleur au fusil », sans stratégie globale, sans base arrière organisée.

D'autre part, comme nous l'avons dit plus haut, notre stratégie doit être globale et intelligente : si l'organisation de mobilisations visant à mettre fin aux abus chroniques d'aujourd'hui se justifie, notre tâche majeure est de contribuer à dynamiser l'économie alternative et populaire qui permet déjà à notre Peuple de répondre aux difficultés les plus criantes et de subsister. Confronté à l'horreur du système esclavagiste, à la surexploitation colonialiste permanente, à la dictature fasciste de l'Amiral ROBERT, il a toujours su faire preuve d'un extraordinaire génie créatif et d'une formidable aptitude à la Résistance. Aujourd'hui encore, le dynamisme dont des milliers de Martiniquais et Martiniquaises font preuve pour créer et développer des initiatives dans tous les domaines, confirme ces capacités.

Nous pouvons faire significativement bouger les lignes en impulsant la synergie entre les réseaux de production et de diffusion qui se développent déjà, en nous organisant pour combattre et contourner les normes inadaptées que nous impose l'Europe, en agissant collectivement pour modifier les comportements en matière de consommation (notamment sur le plan de l'alimentation). C'est fondamentalement cette dynamique qui pourra nous prémunir du tourbillon de la vie chère et qui jettera des bases solides pour avancer sur le chemin de l'indépendance nationale et de la souveraineté.

Notre Peuple a besoin de l'engagement de tous, Jeunes et Anciens, militants et élus politiques conséquents, syndicats, pour que nos revendications aboutissent et pour avancer dans la construction d'une société alternative garantissant le mieux-être pour tous. Organisons-nous et montons au front !



LE PEUPLE MARTINICAIS VEUT FAIRE ENTENDRE SA VOIX

C'est le thème de la conférence-débat organisée par le CNCP le vendredi 25 octobre 2024 à Paris. Un public, parmi lequel de nombreux représentants d'associations de la diaspora, était venu s'informer et les échanges ont été fructueux. Nous vous proposons ci-dessous le texte de l'exposé introductif présenté par Robert SAE, le responsable aux affaires extérieures du CNCP.

Pour la deuxième fois dans l'histoire récente, la Martinique se trouve propulsée dans l'actualité à l'échelle internationale. La première fois c'était quand, le 6 décembre 1987, des milliers de nos compatriotes avaient envahi la piste de l'aéroport pour empêcher l'atterrissage de l'avion à bord duquel se trouvait le néo-fasciste Jean-Marie LEPEN. Aujourd'hui, c'est parce que notre pays s'est trouvé entièrement paralysé dans le cadre d'une mobilisation contre la vie chère.

Dans de nombreux pays étrangers on a évoqué à ce propos la nature des relations entre la France et les territoires éloignés qu'elle contrôle dans le monde. Mais, en France, la grande majorité des médias n'a parlé que de la grogne d'une population qui exige légitimement une égalité de traitement avec les autres français et dont les protestations sont dévoyées par quelques délinquants. Il y a même un ministre, je crois que c'est Lecornu, ancien chargé de l'outremer, qui a qualifié la situation de « ponctuelle ». Il y a là une volonté manifeste de désinformer car, comme nous-mêmes, le gouvernement français, sait qu'il s'agit d'une crise éminemment structurelle et que nous sommes à un moment de basculement décisif dans l'histoire de la Martinique.

La crise économique et sociétale que nous vivons aujourd'hui n'est absolument pas due au hasard. Elle est le fruit d'une politique mortifère, menée en toute connaissance de cause, par le pouvoir français dans notre pays qui est toujours colonisé.

Aujourd'hui, le statut de grande puissance de la France est sérieusement menacé. Chassé de son pré-carré africain, bousculée, comme toutes les autres puissances occidentales, par la concurrence des puissances rivales, elle entend renforcer son emprise sur les territoires qu'elle domine de par le monde dans l'espoir de rebondir.

Le Peuple Martiniquais ne saurait accepter d'être sacrifié sur l'autel de ces ambitions-là.

Le CNCP a tenu à organiser cette conférence aujourd'hui à Paris, d'une part, parce que nous estimons inconcevable que nos compatriotes de la diaspora, qui, rappelons-le, constituent le tiers de notre Peuple, ne soient pas associés aux réflexions, aux choix et aux luttes concernant le devenir de notre pays et, d'autre part, parce que nous considérons que la solidarité internationaliste entre les Peuples de tous les continents est un facteur essentiel pour mettre fin au pillage capitaliste et à la domination impérialiste dont tous sont victimes.

A ce propos, nous exprimons publiquement nos remerciements au PCOF qui nous a accordé son soutien pour la préparation de ce meeting et plus généralement pour la qualité de la longue collaboration entre nos organisations.

Dans notre exposé introductif, nous allons aborder

- 1°) le contexte global qui permet d'appréhender les événements actuels.
- 2°) le déroulement des faits
- 3°) les revendications portées par les initiateurs de la mobilisation et leur chance d'aboutir ; enfin,
- 4°) l'analyse que fait notre organisation de la situation ainsi que les orientations que nous défendons concernant la lutte du Peuple Martiniquais.

Commençons donc avec la présentation du contexte global

A l'extérieur, peu de gens connaissent l'histoire de notre Peuple, et pour cause, elle a toujours été occultée par ceux qui nous gouvernent. C'est en tout cas une incessante succession de luttes populaires contre l'oppression. Nous pensons ici :

- aux nombreuses révoltes des esclavagisés qui se sont conclues par l'abolition qu'ils ont imposée le 23 mai 1848,
- à l'insurrection du sud de septembre 1870 qui a été écrasée par l'armée française ; cette dernière s'étant illustrée par le massacre de centaines de personnes, la destruction des cases et des jardins de la population et l'exécution des dirigeants à Desclieux quand ils n'ont pas été envoyé au bagne de Cayenne.
- aux grèves des ouvriers agricoles qui depuis 1900 et, régulièrement au mois de mars, lors de la récolte des cannes, voyaient les nôtres tomber sous les balles des forces de répression. C'est en février 1974, à l'occasion de la grève des ouvriers agricoles de la banane, que les derniers assassinats ont été perpétrés, ceux de Ilmany RENOR et Georges Marie-Louise.

Si j'ai fait ce rappel historique, c'est pour signifier que notre Peuple a toujours été confronté à l'oppression d'un pouvoir colonial français fortement lié à la caste dominantes béké, héritière des maîtres esclavagistes, mais c'est aussi pour attester que le Peuple Martiniquais a toujours été un Peuple résistant. **Eh bien, C'est toujours le même contexte qui prévaut en ce XXI^e siècle.**

Toutefois, depuis le début des années 70, une nouvelle donne s'est imposée dans le pays :

Nous avons signalé que la dernière tuerie a eu lieu à l'occasion de la grève des ouvriers agricoles en 1974. Mais cette grève signe une profonde rupture avec toutes les précédentes. Premièrement, parce que la revendication majeure concernant les salaires a été en grande partie victorieuse, permettant ainsi une amélioration spectaculaire des conditions de vie des travailleurs agricoles. Deuxièmement, parce que cette grève-là avait été précédée par un travail de terrain mené pendant deux ans par deux organisations dites d'extrême-gauche qui se revendiquaient du marxisme-léninisme et prônaient l'indépendance de la Martinique. Il s'agit du GAP et du GS 70. C'est dire que des idées nouvelles d'émancipation politique avaient largement irrigué la population.

Un deuxième pas a été franchi dans la même direction, il y a une quinzaine d'années, avec l'irruption, dans le champ social d'une nouvelle mouvance militante que certains ont appelé les « RVN » en référence au drapeau « Rouge Vert Noir » qu'ils brandissaient.

* Au départ, ce sont quelques dizaines de militants, surtout des jeunes qui, tout en popularisant le drapeau Rouge Vert Noir, multipliaient les actions dans tout le pays afin d'exiger le retrait du drapeau aux quatre serpents, celui-là même qui flottait sur des navires pratiquant la traite dite négrière, et qui était partout présenté comme celui de la Martinique. La pression a été si forte qu'Emmanuel Macron, lors d'un voyage en Martinique a annoncé que ce symbole serait enlevé de l'uniforme des gendarmes. Ce qui a été fait. Quant au drapeau Rouge vert Noir, rappelons que son histoire commence dans les geôles de Fresnes où étaient incarcérés des jeunes de l'OJAM qui avaient osé placarder un manifeste titré « La Martinique aux Martiniquais ». Qualifié de « drapeau indépendantiste », il avait été installé sur le fronton de la Mairie de Sainte-Anne dont le Maire était à l'époque Garcin MALSA. Depuis il s'est imposé à l'échelle du pays, si bien que la CTM l'a officiellement adopté en assemblée plénière et aujourd'hui il est brandi au niveau international, y compris aux JO de Paris par un champion d'origine martiniquaise !

* Et puis il y a eu la destruction dans l'espace public, des statues représentant l'ordre colonial et l'histoire officielle. Joséphine de Beauharnais qui avait déjà été décapitée a été renversée, Desnambuc, le père de la colonisation, a été « déchouké », Schoelcher injustement déifié comme le libérateur des noirs a été anéanti. Et à la tête du mouvement, qui trouvait on ? Deux jeunes filles d'une vingtaine d'années, Alexane et Jay ! Le symbolisme est frappant !

* Dans la foulée, les dits « RVN », entourés d'un millier de personnes, libéraient des plages illégalement privatisées à Sainte-Luce par des gens qui se qualifient eux-mêmes d'« expatriés »

* Et puis, on les a retrouvés par centaines devant des centres commerciaux contrôlés par la caste béké afin d'exiger justice et réparation pour le crime d'empoisonnement commis contre notre Peuple. Inutile de dire que la répression a été d'une rare brutalité contre eux. Ils ont subi et subissent encore une cascade de procès. Pourtant, ils sont restés au front.

Beaucoup d'entre eux sont impliqués dans la lutte qui se mène aujourd'hui contre la vie chère. Je me contenterai de citer l'exemple de celui qu'on surnomme « Volcan », qui vient d'être condamné à 7 mois de prison ferme, parce qu'il était de ceux qui ont investi la piste de l'aéroport afin d'empêcher l'atterrissage d'un Boeing censé amener un convoi de CRS. Eh bien, le même « Volcan » tenait le porte-voix dans toutes les mobilisations précitées. Vous admettez qu'assimiler ces militants là à des délinquants relève d'une méprisable désinformation.

Je ne saurais avoir évoqué les RVN sans vous citer le nom d'une jeune femme, Anicia BERTON, Cette véritable « Lumina SOPHIE » de notre époque, qui est atteinte de graves pathologies, est la figure de proue de ce mouvement et entre ses nombreuses opérations chirurgicales, on la voit sur tous les terrains de lutte.

Parallèlement au mouvement des RVN, pendant toute cette période, s'est développée une mouvance panafricaine dans notre pays. Ses militants y ont vulgarisé : la connaissance de l'Afrique, l'apport de ses civilisations et de sa spiritualité. Avec ces révélations, beaucoup au sein de notre Peuple retrouvaient la fierté de ce qu'ils étaient vraiment et cela se remarque, aujourd'hui, dans leur façon de rester naturel, de s'habiller et même parfois de vivre.

Cela a fortement contribué à lutter contre des aliénations qu'avait propagé l'idéologie assimilationniste depuis 1946.

Enfin, deux causes sont venues contribuer au développement d'une convergence, jusque-là inédite, au sein de notre société.

* C'est d'abord celle qui rassemble tous nos compatriotes dans la lutte pour obtenir « JUSTICE et REPARATION » concernant le crime d'empoisonnement par les pesticides. Le scandaleux non-lieu prononcé dans cette affaire a eu pour effet que tous et toutes travaillent de concert pour que le crime ne reste pas impuni et que les victimes soient indemnisées. Parmi ceux-là, on peut citer le « *lyannaj* » qui regroupe une quarantaine d'organisations, le COAADEP, l'Assaupamar, l'ensemble des élus Martiniquais et bien d'autres.

* La deuxième cause qui a poussé à la convergence est celle qui concerne, le vol des terres appartenant à des Martiniquais, vol qui se fait avec la complicité de quelques notaires véreux. Ladite « affaire Pinto » a été la plus médiatisée. De nombreuses organisations se sont regroupées pour prendre la défense du propriétaire grugé. Mais ce n'est que la tête émergée de l'iceberg, les cas sont légion. (Si le temps nous le permet, je reviendrai dans le débat sur une lutte menée, entre 1994 et 1997, par notre organisation contre une flopée de locataires aussi escrocs qu'expatriés).

Il est donc essentiel de comprendre que la mobilisation contre la vie chère d'aujourd'hui vient s'inscrire dans une dynamique globale et profondément politique. C'est la problématique du respect de l'identité du peuple Martiniquais, de son histoire, de son refus de la domination coloniale, de sa lutte pour l'émancipation et pour les réparations qui est posée aujourd'hui.

Voilà pour le contexte ! Alors, maintenant nous pouvons évoquer le déroulement des faits

Comme point de départ, nous avons une association, le RPPRAC, (Rassemblement pour la Protection des Peuples et des Ressources Afro-Caribéens) qui s'est faite connaître sur les réseaux sociaux en juin et qui en juillet, a lancé l'injonction aux acteurs de la grande distribution d'aligner, à la date du 1er septembre, les prix des produits alimentaires sur ceux pratiqués en France. N'ayant, bien sûr, pas été écouté, le RPPRAC a appelé à la mobilisation.

Des actions originales ont vu le jour : par exemple remplir des caddies, passer à la caisse et refuser de payer pour dénoncer l'exagération des prix. Des rassemblements ont été organisés devant des centres commerciaux, quelques barrages ont été érigés.

Cela a eu un impact inattendu dans la population car, en grande majorité, celle-ci est porteuse d'une très grande souffrance provoquée par la cherté de la vie dans tous les domaines sans exception et beaucoup ont trouvé là une occasion de crever l'abcès. Le soutien exprimé envers le RPPRAC est donc très large.

Alors même qu'en lançant leur mouvement, ses initiateurs avaient tenu à se démarquer des syndicats, les travailleurs du port ont exprimé leur soutien, des transporteurs et des camionneurs ont organisé des opérations « *molokoy* » pour appuyer la mobilisation. Deux centrales syndicales, la CGTM et la CDMT, ont organisé des journées de grève générale contre la vie chère, et pour revendiquer l'augmentation des salaires et des minima sociaux.

C'est d'ailleurs le jour de la grève générale du mardi 15 octobre que la situation a connu un véritable tournant. Ce même jour, alors que le Maire du Carbet était en train de mener des négociations entre, d'une part, des manifestants, des gens tout à fait pacifiques venus en famille sur un barrage, et les CRS, d'autre part, ceux-ci, sans sommation, sans motif valable, ont gazé le maire et ceux qui l'entouraient. Des vidéos en font foi. Nous reviendrons tout à l'heure sur la question des CRS, mais ce sur quoi nous insistons ici, c'est sur le fait que, réseaux sociaux obligeant, la nouvelle à fait le tour du pays en temps réel et que les barrages se sont érigés partout, à un niveau que l'on n'avait jamais connu auparavant. Ces barrages ont tenu jusqu'à l'ouverture des « tables rondes ». Un « accord » a été signé à l'issue de ces rencontres, mais le RPPRAC a refusé de s'y associer.

Voici quelques éléments d'information permettant de réaliser l'ampleur des événements

Au moins 17 gendarmes ont été blessés (dont plusieurs par balle). On a parlé de 3 morts au cours de la période, mais apparemment, ils ne seraient pas directement liés aux événements. La gendarmerie du Carbet a été totalement détruite par un incendie, d'autres établissements publics ont été pris pour cibles. Les radars ont été détruits en grande majorité.

*** Concernant les incidences sur le secteur économique :** la CCI fait état de 134 entreprises incendiées ou pillées dans 19 villes, d'un impact pour plus de 560 employés et elle a évalué les dégâts entre 65 et 75 millions d'euros.

La liste des cibles visées permettra d'éclairer la motivation des émeutiers. Mais, il est à déplorer également le pillage ou l'incendie de petites et moyennes structures détenues par des Martiniquais.

Liste des sites touchés par l'incendie et le vandalisme (incomplet) :

- McDonald's - Sainte-Thérèse (brûlé)
- Vivre en Bois (brûlé)
- Joué Club (brûlé)
- Bureau Vallée - Ducos (brûlé)
- Parc UCAR - Lamentin (brûlé)
- Parc de véhicules neufs - Hydrobase, Fort-de-France (brûlé)
- Parc auto - Ducos (brûlé)
- Parc de la police municipale-FDF (brûlé)
- Darty - Schoelcher (dévalisé)
- Centre auto - Lamentin (brûlé)
- Citroën - Lamentin (brûlé)
- Carrefour - Le François (brûlé)
- Carrefour - Rivière-Salée (brûlé)
- Hertz - Aéroport (brûlé)
- Jumbo Car - Aéroport (brûlé)
- Gendarmerie - Le Carbet (brûlé)
- Carib Price - Trois-Îlets (dévalisé)
- Auchan - Le Diamant (brûlé)
- Intersport (Les 2) (dévalisé)
- Auchan - Ducos (dévalisé)
- Micro Force - Le Robert (pillé)
- Peugeot occasion - Ducos (brûlé)
- Centre co Annette Marin (brûlé)
- Nicolas Robert - Robert (dévalisé)
- Courir - Robert (dévalisé)

Sur le plan judiciaire : la Procureure, Christine TARON a annoncé 250 procédures initiées par la Police et 400 par les gendarmeries.

Avant d'aller plus loin, je vais parler, comme annoncé, de la question des CRS.

Il faut savoir que depuis 73 ans, ils étaient interdits d'entrer sur le territoire Martiniquais en application d'accords qui avaient été signés pour mettre fin aux émeutes de décembre 1959. Cet accord avait été négocié sous l'égide des institutions représentant l'État, de tous les partis politiques de droite et de gauche, des autorités religieuses, etc. **Pourquoi ?** Parce que les CRS étaient directement responsables du déclenchement des émeutes.

Rappelons brièvement les faits : un banal accident entre un Martiniquais et un Français aux abords de la savane à Fort-de-France. Les deux protagonistes discutent entourés de badauds. Finalement, ils s'entendent et vont boire un pot ensemble. Sauf, qu'entre temps, un appel téléphonique venant de « l'Hôtel de l'Europe » qui se situe en face et où se retrouvaient ceux qu'on appelle les « Pieds noirs », est adressé aux CRS pour signaler une altercation entre « un Blanc » et « un Noir ». La compagnie de CRS arrive illico sur les lieux et agresse brutalement tous les présents, y compris des militaires Martiniquais en tenue qui passaient par là. La réaction est immédiate et à la hauteur des enjeux. 3 nuits d'émeute qui se soldent par la mort de 3 jeunes qui n'étaient pas impliqués dans les affrontements.

Les CRS étaient déjà tristement connus pour leur racisme affiché et leur brutalité dans le quotidien. Voici ce qui explique la décision d'expulsion dont nous avons parlé.

La troisième partie de notre exposé concerne les revendications portées par les initiateurs de la mobilisation et leur chance d'aboutir.

Pour introduire ce point, je vais vous citer l'extrait d'un tract que les militants qui préparaient la grève de 1974 avaient distribué sur les « habitations »

« Travayè agrikol an nou pran douvan !

An tout sans nou ka pran fè ! Chaque jour, chaque semaine, le gouvernement, les commerçants augmentent le prix des marchandises. Le kilo de riz est passé de 1F30 à 4F. L'huile de 2F30 à 5F. De même le prix des transports et du matériel de classe pour les enfants augmentent.

Mais le salaire lui n'augmente que par centimes : 28F32 à 28F 97 pour une journée de travail. Nous devons chaque fois lutter pour arracher ces quelques centimes aux patrons békés rapaces. Il faudra aussi lutter durement pour avoir le nouveau salaire de 35F 46 qui a été fixé depuis le 1^{er} décembre 73. »

Cette citation est faite pour rappeler que le problème de la « vie chère » est structurel dans notre pays et que, tout au long de son histoire, notre Peuple s'est mobilisé, pour la combattre. La lutte contre la « pwofitasion » a été en permanence au cœur des luttes syndicales. De grand moments de mobilisation populaire ont émaillé notre histoire, comme la « Marche de la faim » en 1935 et, plus récemment, la puissante mobilisation de 2009 qui a duré 38 jours et qui s'est illustrée par des rassemblements de 20.000 personnes.

Chaque fois, le pouvoir a opposé aux mobilisations les deux mêmes méthodes : D'abord la répression et quand cela n'a pas suffi à éteindre les braises, l'organisation de discussions sous son égide pour reprendre la situation en mains.

Je ne prends que l'exemple de 2009 où il a mis en place des « États Généraux » censés porter réponse à tous les problèmes. Aujourd'hui encore, on clairotte que le prix de certains produits avait baissé.

C'est vrai, les propriétaires des grandes surfaces avaient installé sur les étagères quelques familles de produits moins chers, mais de plus mauvaise qualité, au côté de meilleurs produits plus chers achetés par ceux qui le pouvaient. Mais surtout, comme ce sont les mêmes qui

contrôlent tous les secteurs de l'économie en Martinique, ils se sont largement rattrapés partout ailleurs. Le résultat, c'est la « *pwofitasion* » décuplée que nous subissons aujourd'hui.

Ajoutons que parmi les ateliers mis en place dans le cadre des « États généraux », il y en avait un qui était censé tracer des pistes pour relever les minima sociaux. J'y ai personnellement participé. Qu'en est-il aujourd'hui des retraites, des différentes allocations, etc...? Je vous laisse répondre.

Tout cela pour dire que nous sommes dans un système où le gouvernement impose une politique ultralibérale de saccage des acquis sociaux et qu'il ne permettra jamais que cela soit remis en cause par quelque « table ronde » ou quelque visite ministérielle que ce soit ! Cela, les organisations qui luttent au côté des travailleurs depuis des décennies le savent par expérience.

C'est la raison pour laquelle, pour notre part, nous estimons que la revendication de l'alignement des prix de la Martinique sur ceux de la France ne risque absolument pas d'être satisfaite.

D'autre part, beaucoup de ceux qui participent actuellement au mouvement, défendent l'idée que c'est pour respecter le principe de « continuité territoriale » que l'État français devrait être contraint de mettre la main à la poche. Nous voyons là un danger de pérenniser l'idée de rattachement et de soumission à une métropole coloniale. Nous considérons qu'il serait plus judicieux d'exiger la « **compensation des déséquilibres dus aux séquelles du statut colonial** ».

Ceci nous amène à parler du dernier point annoncé, à savoir l'analyse que fait notre organisation de la situation ainsi que les orientations que nous défendons concernant la lutte du Peuple Martiniquais.

Ici, nous nous contenterons d'énoncer brièvement quelques éléments que nous pourrions développer, si vous le souhaitez, dans le cadre du débat.

Au début de notre intervention, nous avons indiqué que la Martinique se trouvait à un moment de basculement décisif de son histoire. La raison en est que le Pouvoir colonial français systématise une politique visant à annihiler toute possibilité de remettre en cause sa domination coloniale, notamment

- en intensifiant le « génocide par substitution » déjà dénoncé par Aimé Césaire
- en cherchant à détruire le peu qui reste de l'économie endogène
- en renforçant la dépendance administrative et technologique
- en quadrillant le pays de ses forces de répression

Il est évident que notre Peuple ne se laissera pas faire et l'avenir qui s'annonce c'est soit notre accession à la souveraineté, soit le chaos.

Il est donc capital que nous démystifions tous les leurreux qui stérilisent les luttes populaires dans notre pays.

- Croire que des luttes simplement corporatistes permettront d'améliorer notre situation, c'est un leurre !

- Croire qu'on pourra faire entendre raison aux maîtres du système, amener ceux-ci à la compassion et aux compromis, c'est un leurre !

Ce n'est pas pour le « **pouvoir d'achat** » que nous devons nous battre, mais pour le « **Pouvoir de vivre mieux** » dans un pays où notre droit à l'autodétermination est respecté et où règne la justice sociale. Il ne s'agit donc pas de courir après un espoir « *malpapay* » d'intégration mais, au contraire, de se battre pour la décolonisation de notre pays. Tant que la Martinique restera sous domination coloniale, les avancées obtenues par les luttes revendicatives resteront fugaces et le pouvoir s'emploiera à écraser les initiatives alternatives.

Aussi considérons-nous que si les luttes pour l'amélioration immédiate des conditions de vie restent une nécessité absolue, il est essentiel qu'elles soient intégrées à une stratégie globale remettant en cause le système dominant et impulsant le développement d'initiatives alternatives « marronnes ».

Nous pensons aussi que cette stratégie doit prendre pleinement en compte le fait que nous faisons partie d'un monde et d'une humanité sur lesquels planent 5 menaces majeures.

Nous voulons parler :

- de l'éventualité des catastrophes liées au dérèglement climatique
- de l'imminence de crises économiques majeures
- de la fascisation qui se renforce dans l'ensemble des pays et de la remise en cause éhontée du droit international par les puissances impérialistes occidentales
- de la marche en cours vers un conflit militaire mondial et enfin,
- du dérèglement mental généralisé que génèrent tous ces fléaux.

C'est pour cela que nous affirmons que notre lutte de décolonisation est partie intégrante du combat que mènent tous les Peuples du monde pour le mieux-vivre et que nous nous tenons au côté

- du Peuple Kanak en lutte pour le respect de son droit à l'auto-détermination
- de nos frères et sœurs d'Haïti à qui l'occident n'a jamais pardonné d'avoir instauré la première République noire au monde
- du Peuple Palestinien victime du génocide perpétré par l'armée israélienne et, plus généralement,
- de tous les Peuples exploités et opprimés, tant dans les pays dominés que dans les pays occidentaux eux-mêmes.

Car, nous en sommes convaincus, seules la solidarité internationaliste et la convergence de toutes les luttes populaires de par le monde permettront que la planète et l'humanité ne soient pas détruites.

Je vous remercie de votre attention.



TOUT PEP-LA SANBLE, NOU KE FE AN PEYI-NEF

*Bokantaj organisé par le CNCP au Téryat Otonom Mawon
(Mercredi 4 décembre 2024)*



« Tout pèp-la sanblé, nou ké fè an Péyi-nèf ».

La première fois que nous avons scandé ce mot d'ordre dans une grande manifestation, c'était à l'occasion d'un défilé du Premier Mai organisé en 1982 qui avait regroupé plus de 2500 personnes en tee-shirt rouge au Robert. Cette mobilisation avait été possible parce que des dirigeants issus du peuple avaient émergé au cours de la grande grève de janvier - février 1974, qui, rappelons-le, avait permis une amélioration spectaculaire des conditions de vie des Ouvriers Agricoles. Ces dirigeants s'étaient aguerris pendant plusieurs années de formation et en construisant, sur de nouvelles bases politiques, des organisations solides telle que l'UGTM. Après les mouvements sociaux qui s'étaient succédé dans les années 70 et pendant les 40 ans qui ont suivi, de nombreuses initiatives ont convergé visant à promouvoir notre langue créole, le bèlè, le fait syndical Martiniquais, le respect de nos racines et de notre identité. Tout cela a contribué à renforcer le niveau de la conscience nationale et la volonté d'émancipation de notre Peuple.

Eh bien ! Nous déployons cette banderole à l'occasion de la rencontre de ce soir, parce que notre organisation est convaincue que l'union de notre Peuple est la condition la plus essentielle pour sauver notre pays dans ce moment de crise majeure qu'il traverse. Nous l'avons fait aussi parce que nous croyons profondément que notre Peuple peut et doit porter sa contribution à l'avancée de l'humanité, dans un contexte où c'est l'ensemble du monde qui est secoué par une tempête d'une violence inouïe.

- Nous dénonçons la vie chère chez nous, et cela à juste titre, mais quel coin du globe ne la subit pas ?

- La société est gangrenée par des trafiquants de drogue qui détruisent notre jeunesse, la corruption est dénoncée, les élus sont discrédités. Quel pays n'est pas confronté à ces réalités-là ?

- Dans quel pays les travailleurs ne sont-ils pas victime du chômage, des licenciements, barbarie qu'on cache aujourd'hui derrière l'expression hypocrite de « plans sociaux » ?

- N'est-ce pas sur toute la surface de la planète que les petits agriculteurs crient leur détresse, que dans tous les secteurs économiques, les petites entreprises font faillites, écrasées par les charges et la concurrence déloyale des multinationales ?

Quel économiste, sociologue, statisticien, éditorialiste ou autre prétendu « sachant » nous explique pourquoi ce désordre est-il si universel ! Nous n'avons droit qu'à un blabla diffusant la bien-pensance et les pseudo-vérités des prédateurs qui tirent profit de la situation. C'est donc à nous-mêmes de répondre aux questions fondamentales qui se posent et qui sont les suivantes :

1) Qu'est-ce qui explique que la situation soit si catastrophique tant dans notre pays qu'au niveau mondial ?

2) Existe-t-il un moyen d'empêcher cette débâcle et de construire un monde meilleur ?

Malheureusement, n'ayant pas de réponse aux questions qui se posent dans la société, beaucoup de gens restent prisonniers de réactions émotionnelles ou se contentent de porter des réponses relevant uniquement du jugement moral. Prenons l'exemple des barrages qui ont accompagné la crise sociale que nous vivons aujourd'hui : Qui d'entre nous ne se sent pas personnellement agressé quand il est contraint de faire un périlleux gymkhana pour rentrer chez lui la nuit ? Doit-on s'étonner que la majorité réprouve le fait que des gens sont rackettés, des arbres abattus, des poteaux électriques qui servent à éclairer des quartiers populaires sciés ?

Rester « prisonniers de réactions émotionnelles » ou se contenter de « porter des réponses relevant uniquement du jugement moral », c'est, d'un côté, appeler les autorités à « mettre tous les voyous responsables hors d'état de nuire » et, de l'autre, traiter « d'égoïstes » ou de « réactionnaires » tous ceux qui expriment leur colère ou leur légitime incompréhension. La conséquence de ces postures subjectives est l'accentuation des divisions au sein de notre Peuple. Ce qui est sûr, en tout cas, c'est que, tant que nous n'analyserons pas les racines du mal pour y porter des réponses raisonnées et adéquates, il y aura encore et toujours des barrages et ceux-ci seront de plus en plus violents. Cela d'autant plus qu'ils sont du pain béni pour le pouvoir colonial qui en prend prétexte pour intensifier la répression policière et judiciaire contre les militants, diviser notre Peuple et détourner l'attention de la cause défendue. N'oublions pas, par ailleurs, que des provocateurs sont payés par des forces obscures « pou sali dlo-a » !

A quoi d'autre pourrions-nous nous attendre quand la société jette dans l'errance la majorité de notre jeunesse ? : Un système éducatif malmené ! un contenu d'enseignement déstructurant ! des médias déshumanisants ! Un ascenseur social bloqué : quand certains, franchissant les obstacles, malgré tout, obtiennent des diplômes, ils se retrouvent au chômage ou dans des emplois sous-qualifiés, ou encore quand ils osent entreprendre, ils sont écrasés par les manœuvres déloyales de la caste béké dominante.

Alors, il y en a qui se suicident, il y en a qui sombrent dans la toxicomanie et la délinquance encouragés en cela par l'exemple venant d'en haut. On sait combien de ministres, de présidents et autres grands chefs d'entreprises sont compromis. Et puis il y en a qui expriment leur rage et leur détresse sur les barrages !

Autrement dit, si nous voulons changer valablement la situation, nous devons nous engager collectivement pour prendre la main, travailler à offrir des perspectives à notre jeunesse, lui parler, lui faire comprendre avec bienveillance que c'est le système qui la pousse à se détruire elle-même.

Cela nous amène à parler des conditions de notre engagement.

Dans le *bokantaj* organisé par nos camarades samedi dernier à Fonds Lahaye, une participante a posé la question suivante : « Pourquoi les gens ne se mobilisent-ils pas plus massivement pour combattre la vie chère ? » La réponse qui lui a été portée vaut pour toutes les causes que nous avons à défendre. L'idéal serait, en effet, que notre Peuple se mobilise en masse face au sabotage des services publics de santé et d'éducation, face au refus de justice et de Réparation pour le crime d'empoisonnement aux pesticides, face aux impôts abusifs, face au vol de nos terres, face à l'arrogance des expatriés suprémacistes, et face aux mille autres injustices quotidiennes que nous subissons.

En tant que militant, je peux témoigner que dans la quasi-totalité des manifestations auxquelles j'ai participé, j'ai pu entendre des participants se plaindre de l'absence du peuple et critiquer son inconséquence. Ici encore, nous devons admettre la nécessité de nous débarrasser des réactions subjectives qui nous enferment dans un autodénigrement systématique.

L'énumération que nous avons faite des causes qui justifieraient des mobilisations suffit déjà à montrer que les manifestations de rues ne peuvent être la seule forme d'action envisageable. Mais nous devons surtout comprendre les raisons pour lesquelles, les « masses » ne peuvent pas toujours être au rendez-vous.

Quelles sont donc ces raisons ?

- Ce sont d'abord les énormes difficultés dans lesquelles se trouve la population : nous pensons aux gens qui, faute de moyen de transport ou tout simplement d'argent, ne peuvent pas se déplacer, aux 15.000 aidants familiaux qui ne peuvent délaisser ceux qu'ils accompagnent, aux milliers de personnes en détresse psychique, etc. etc. Non ! Tous ces gens-là ne se moquent pas des problèmes ! Non ! on n'a pas le droit de les dénigrer.

- Mais, il a aussi les désillusions et le découragement qui ont gagné beaucoup, parce qu'ils ont le sentiment que les luttes passées n'ont pas eu de résultat ou parce qu'ils n'ont pas confiance en ceux qui appellent à la mobilisation. Doit-on les dénigrer pour autant ?

- Enfin, il ne faut pas sous-estimer les effets destructeurs de la propagande des maîtres du système.

Toutes les institutions et tous les médias contrôlés par les classes dominantes n'ont eu cesse de cultiver un individualisme forcené au sein du peuple. Désormais, le « citoyen-qui-ne-veut-se-laisser-récupérer -par-personne » entend remplacer le militant politique organisé. Plus question de parler de « mouvement Populaire » luttant sur des bases idéologiques claires. Ce sont les foules de « citoyens » rassemblées spontanément qui ont le droit de parler au nom du Peuple, pendant que sont diabolisés les syndicats qui, tout au long de l'histoire, ont constitué un rempart pour les travailleurs. Dans le même temps, les chantres de l'idéologie bourgeoise enseignent aux masses que leurs problèmes ne peuvent être résolus que par des élites.

Résultat : le Peuple reste totalement désarmé face aux grands capitalistes, à la mainmise de leur appareil politique et aux puissants syndicats patronaux et il confie le soin de le défendre à des guides.

Ce n'est donc pas un hasard si on entend souvent des gens dire que « ce qui manque à notre Peuple pour que les problèmes soient réglés, c'est un leader ». Il est vrai que tous les mouvements révolutionnaires ont heureusement eu des leaders pour les galvaniser. Mais, l'histoire nous a suffisamment enseigné que les seuls leaders qui sont indispensables au Peuple, ce sont ceux qu'ils ont promus dans le cadre de mouvements populaires structurés, qui sont chargés de défendre les objectifs et de porter des revendications qui ont été décidés démocratiquement à la base et qui, s'ils sont neutralisés par l'ennemi, peuvent être relayés par de nouveaux combattants. Autrement, les luttes sont vouées à l'échec.

Parlant de leaders, il faut rappeler que ce sont des êtres humains comme les autres. Certains peuvent se tromper et faillir, être corrompus et trahir et, quand ils sont incorruptibles, assassinés. Rappelons-nous comment ont été tués Patrice Lumumba, Thomas SANKARA et Maurice BISHOP.

Toutes ces considérations générales abordées, nous pouvons parler maintenant des dispositions à prendre pour que nos luttes débouchent sur des progrès durables, comme cela a été annoncé dans le flyer d'invitation.

Il nous faut en premier lieu prendre pleinement conscience de la situation dans laquelle nous nous trouvons : Comme l'ensemble du monde, aujourd'hui, nous sommes confrontés à cinq fléaux majeurs

- 1- la menace omniprésente de catastrophes liées au dérèglement climatique
- 2- l'imminence de crises économiques majeures
- 3- la marche en cours vers un conflit militaire mondial
- 4- le renforcement du fascisme dans l'ensemble des pays et la remise en cause systématique du droit international par les puissances impérialistes occidentales et enfin,
- 5- un dérèglement sociétal et mental généralisé.

A ces facteurs mondiaux viennent s'ajouter les conséquences de la domination coloniale que nous subissons. La France, plongée dans une spirale de déliquescence, a entrepris de renforcer son emprise sur notre pays en intensifiant :

- le génocide par substitution,
- la destruction de l'économie endogène,
- le renforcement de la domination administrative et technologique,
- le quadrillage militaire.

Il est évident qu'aucune revendication corporatiste ou assimilationniste ne saurait sortir notre pays de l'engrenage mortifère qui le tient prisonnier.

A ceux qui croient encore qu'ils pourront convaincre la République Française de les considérer comme les citoyens de « l'hexagone » et de garantir la continuité territoriale » et l'égalité de traitement, à ceux qui rêvent d'intégration réussie et de continuité territoriale, à ceux qui s'imaginent qu'un changement de Préfet modifierait la domination coloniale en quoi que ce soit, à tous ceux-là donc, nous suggérons de revisiter l'histoire de la présence française dans notre pays depuis 1635.

A ceux qui nous proposent une évolution «*molokoy*» qui voudrait qu'on ne se concentre que sur la lutte contre la vie chère, prétendant que cela préparerait les esprits à demander l'autonomie ou l'indépendance, nous répondons que, d'une part, jamais les colonialistes et la caste ne satisferont leurs revendications et que, d'autre part, il n'est pas question de louvoyer car

- les milliers de compatriotes qui souffrent des cancers liés à l'empoisonnement aux pesticides
- la majorité des retraités qui survivent avec des pensions de 500 euros, parfois même de 200 euros par mois
- ceux qui vivent dans des logements qui risquent d'être détruits à cause de catastrophes environnementales ;
- tous les travailleurs, qu'ils soient salariés ou du secteur libéral, nos petits agriculteurs, commerçants et entrepreneurs étranglés par les impôts,
- toutes les victimes des prédateurs des grandes surfaces, des banques, des assurances et des agences de téléphonie,
- bref l'ensemble de notre Peuple, soumis aux pires souffrances aujourd'hui même, ne saurait se conformer à un calendrier opportuniste !

C'est aujourd'hui que nous devons mener une offensive générale contre le système, exiger le respect de notre droit à l'autodétermination, nous purger de la domination coloniale et nous organiser pour accéder à la souveraineté totale !

Au début de notre intervention, nous avons posé deux questions. C'est en y répondant que nous concluons notre exposé

1) Qu'est-ce qui explique que la situation soit si catastrophique tant dans notre pays qu'au niveau mondial ? C'est le fait que le système capitaliste, arrivé en bout de parcours, intensifie une politique ultralibérale barbare pour essayer de se maintenir. C'est aussi le fait que les puissances impérialistes occidentales voient leur hégémonie remise en cause par des puissances rivales et qu'elles mènent la politique de la terre brûlée afin de « sauver les meubles »

2) Existe-t-il un moyen d'empêcher cette débâcle et de construire un monde meilleur ?

Nous en sommes absolument convaincus

- parce que, partout dans le monde, particulièrement en Afrique, la libération des Peuples est en marche.
- parce que des initiatives alternatives se développent sur tous les continents, même si la censure des empires médiatiques occidentaux fait que la plupart des gens ne le savent pas,

- Parce que les conditions favorables se réunissent de plus en plus pour que notre pays emprunte la voie de la décolonisation :

* le niveau de conscience du Peuple y a fait un bond spectaculaire ;

* La France coloniale, empêtrée dans ses difficultés, aura de plus en plus de mal à nous imposer sa domination.

Il nous appartient de profiter de cette opportunité pour avancer sur la voie de la libération, ce qui implique notamment

- que nous mettions en œuvre une stratégie globale permettant que toutes nos luttes ponctuelles ou générales aient pour objectif de contribuer à la décolonisation et évaluant scrupuleusement le rapport de force entre notre Peuple et le Pouvoir colonial.

- que nous jetions les bases de la reconstruction et d'un développement durable en encourageant toutes les initiatives alternatives existant déjà dans tous les domaines et en favorisant leur convergence

- que nous contribuions à la Cohésion Nationale de notre Peuple, d'une part, en prenant des initiatives à grande échelle pour instaurer un dialogue serein et une saine collaboration sur le terrain avec tous ceux et toutes celles qui veulent sincèrement faire avancer notre lutte pour la souveraineté ; d'autre part, en établissant des ponts plus conséquents avec la fraction émigrée de notre Peuple.

C'est à ce prix-là que nous pourrions prétendre au mieux-vivre, au mieux-être et donc à l'émancipation.



DECLARATION DU CNCP RELATIVE AUX VIOLENCES QUI SECOUENT LA SOCIETE MARTINICAISE ET A LA REPRESSION COLONIALE QUI SEVIT DANS NOTRE PAYS

16 DECEMBRE 2024.

Personne ne saurait nier que notre pays se trouve aujourd'hui dans une zone de graves turbulences : débâcle économique et absence totale de visibilité quant à l'avenir, aggravation des difficultés et de toutes les formes de violences que subit notre Peuple, aiguisement des contradictions entre, d'une part, le Pouvoir colonial et la caste dominante béké et, d'autre part, les Martiniquais et Martiniquaises qui aspirent à l'autodétermination et à l'émancipation.

La responsabilité de l'État colonial français est manifeste quant à la dégradation de la situation de notre pays, comme l'illustrent parfaitement les données rappelées dans la réponse du Président du Conseil Exécutif de la CTM aux propos méprisants tenus par le Préfet à l'encontre des élus Martiniquais. Notre pays est, en effet, victime des politiques de démantèlement s'attaquant aux services publics de santé et d'éducation et des choix faits par le gouvernement français de mener une lutte contre le trafic de stupéfiants à notre détriment. Toutes nos familles et tous nos quartiers en subissent les conséquences.

Il est évident qu'aucune revendication corporatiste ou assimilationniste ne saurait sortir notre pays de l'engrenage mortifère qui le tient prisonnier. Au contraire ! Aujourd'hui, la France est plongée dans une spirale de déliquescence : crise économique, gouffre financier, instabilité politique, effondre-ment de sa puissance et de son autorité dans le monde, etc. Son intention clairement affichée est d'intensifier sa politique ultra-libérale de saccage et de renforcer son emprise dans les pays colonisés qu'elle domine encore au moyen

- du génocide par substitution,
- de la destruction de l'économie endogène,
- du renforcement de la domination administrative et technologique.
- de l'effacement de tout ce qui reflète l'identité Martiniquaise : Après la suppression de la qualification de Peuple dans la Constitution française, le nom même de Martinique a été effacé sur les documents officiels d'identité !
- du quadrillage militaire.

Sa seule réponse aux revendications populaires c'est l'accentuation du harcèlement policier et judiciaire contre tous ceux qui remettent en cause ses exactions.

En sont victimes, entre autres :

- les militants qui exigent justice et réparation quant au crime d'empoisonnement au chlordécone, qui dénoncent le vol des terres ou la vie chère dans notre pays ;
- les 7 d'Océanis persécutés par l'appareil judiciaire depuis 2019, nassés et matraqués alors qu'ils manifestaient pacifiquement devant un centre commercial appartenant à un empoisonneur ;
- Kéziah NUISSIER, dont des vidéos montrent clairement qu'il est agressé au sol par des forces de répression, accusé de « rébellion » par des gendarmes, dont le procès a été de nouveau renvoyé à Décembre 2025 ;
- Anicia BERTON convoquée 4 ans après le « crime » d'avoir dit à des gendarmes que... «leur Karma subirait les conséquences de leur violence !»
- Hervé PINTO dont les terres familiales ont été spoliées et qui se retrouve condamné ;
- Rodrigue PETITOT, responsable du RPPRAC, accusé d'avoir proféré des « menaces sur personnes détenteur d'un mandat », incarcéré dans l'attente de son procès ;
- Christian, Volkan, Manuel, Edwin, Baramine, militants sous le coup de procédures ou déjà emprisonnés ;

Le CNCP appelle tous ceux qui sont animés des idéaux de justice et de liberté à se mobiliser pour soutenir toutes les victimes de la répression et à élargir la dénonciation de celle-ci au niveau international.

Le CNCP dénonce le Pouvoir Colonial qui, en privant la majorité des jeunes d'éducation et de toutes perspectives d'épanouissement, jette ceux-ci dans la voie des toxicomanies et de la délinquance où ils s'autodétruisent, les livrant à l'instrumentalisation et à la manipulation par des chefs de gangs mafieux et les conduisant en prison.

Le CNCP appelle tous nos compatriotes à lutter contre les divisions entretenues par les colonialistes ou servant des intérêts politiques, à renforcer l'unité nationale sans laquelle nous serions incapables de combattre victorieusement nos véritables ennemis.

Le CNCP considère qu'il ne s'agit pas d'aménager le système ; il faut le changer ! Il ne s'agit pas de quémander des pansements ; il faut imposer des solutions alternatives, ce qui exige que notre peuple s'organise à la base pour définir ses revendications et ses formes d'action dans le cadre d'une démocratie directe.

Le CNCP considère que c'est la lutte pour l'autodétermination et la décolonisation qui nous permettra de sauver notre pays et de conduire notre Peuple à l'émancipation.



Actualité de la décolonisation

Lamentin – Vendredi 21 Février 2025

Présentation de l'évènement par Sabrina du Comité Populaire de Fort-de-France :

C'est à l'occasion de la journée internationale de la décolonisation qui est célébré le 21 Février dans de très nombreux pays, que l'association « Jik An Bout » et le CNCP ont estimé nécessaire d'organiser cet échange sur le thème de « l'Actualité de la décolonisation ».

Commençons par un bref rappel historique : À la veille de la Seconde Guerre mondiale qui commence en 1939, une large part de la population du globe est dominée par des puissances coloniales principalement européennes. La barbarie dont les nazis et les fascistes ont fait preuve pendant cette guerre a fait voler en éclat tous les mythes glorifiant la civilisation blanche occidentale. Les peuples des pays colonisés ont été utilisés comme chair à canon par les pays occidentaux pour se défendre. Ayant permis à ces derniers de se libérer, ils avaient pensé que ces derniers mettraient fin à la domination coloniale. Cela n'a pas été le cas. Au contraire, pour accélérer leur redressement, les colonialistes ont accentué le pillage des territoires dominés et à la volonté d'indépendance manifestée par les Peuples, ils ont répondu par la répression et les guerres.

Alors, intensifiant leurs luttes de libération et bénéficiant d'un contexte international anticolonialiste dont l'ONU a été la tribune, la plupart des pays dominés ont pu accéder à l'indépendance. C'est la raison pour laquelle on présente l'après-guerre comme la période des décolonisations.

*Mais dans beaucoup de cas, les indépendances n'ont été que formelles et les rapports de domination coloniale se sont maintenus, parfois consolidés, parce que les puissances dominantes ont imposé à la tête des États des dirigeants serviles et assassiné ceux qui refusaient de se soumettre (**22 présidents africains ont été assassinés dans les pays dominés par la France depuis 1963**). Elles ont imposé aussi des accords et des institutions strictement contrôlés par eux (exemples : CFA, exclusivité d'exploitation minière, etc.). Chez nous, la question de la décolonisation ne s'est même pas posée, parce que, s'appuyant sur une partie de l'élite locale, la « départementalisation » nous a été imposée. Nous subissons encore aujourd'hui les conséquences de cette domination coloniale directe. Cette situation extravagante a permis au pouvoir colonial de mener une propagande massive de diabolisation de l'indépendance qui constitue évidemment un frein majeur à notre lutte pour la décolonisation. Fort heureusement, une majorité de plus en plus conséquente de nos compatriotes réalisent que nous étions dans une voie de garage et posent la question de notre souveraineté.*

*D'où l'intérêt de la rencontre de ce soir qui nous invite à échanger sur le thème de « **Actualité de la décolonisation** ».*

1 - le contexte international présenté par Jean ABAUL

kanmarad konpatriot, tout antikolonialis, pèp matinitché, Lonnè épi respé ba nou tout.

Depuis que Donald TRUMP est redevenu Président des États Unis, il a annoncé son intention d'occuper le Groenland, de reprendre le contrôle du Canal de Panama et d'imposer au Canada d'être le 51 ème États des USA. Il a déclaré son projet de chasser tous les Palestiniens de Gaza pour construire des installations touristiques de luxe. Le multimilliardaire ELON MUSK qu'il a désigné pour détruire l'administration fédérale – un million de fonctionnaires doivent être virés – finance ouvertement les organisations fascistes dans d'autres pays pour qu'ils prennent le pouvoir.

Si nous parlons de TRUMP et MUNSK en introduction, c'est pour illustrer le contexte international dans lequel se pose la question de la décolonisation aujourd'hui.

Moun pa ka rantré an la wonn danmyé si yo pa konnnèt goumen !

Notre Pays est une colonie, notre Peuple est opprimé et discriminé. Aucun doute n'est possible à cet égard. Nous sommes fondés à exiger le respect de notre droit à l'autodétermination et l'inscription de notre Nation sur la liste de l'ONU des pays à décoloniser.

Dans la Résolution 1514 de l'organisation des Nations Unies sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux Peuples colonisés datée du 14 décembre 1960, il est clairement stipulé que «Tous les Peuples ont droit à la libre détermination». En vertu de ce droit, ils déterminent librement leur statut politique et poursuivent librement leur développement économique social et culturel.

Mais aujourd'hui, l'ONU est devenue le «chien de garde» des puissances impérialistes occidentales. Elle mène une politique de «deux poids deux mesures». Elle organise des agressions injustifiées, viole la souveraineté de certains pays et leur impose de sanctions illégitimes. Le droit International est systématiquement bafoué.

La Cour Pénale Internationale est à la solde des pays impérialistes occidentaux. Ces derniers n'hésitent pas à saboter les processus électoraux dans les pays qui s'opposent à leur hégémonie. Leurs dirigeants nagent dans la corruption comme nous le rappelle la pause d'un bracelet au pied d'un Président français délinquant. Plusieurs d'entre eux sont impliqués dans des trafics de drogue ou d'armes.

C'est un véritable gangstérisme mafieux que les gouvernements téléguidés par les multinationales et les spéculateurs ont imposé à l'échelle mondiale.

Qu'ils soient maffieux ou pas, tous les gouvernements des pays occidentaux appliquent une politique ultralibérale avec l'objectif de brader les compétences des États et des collectivités locales afin de livrer ce qu'ils appellent «le marché» à des institutions non-élues, aux multinationales, aux banques et aux spéculateurs. La fausse démocratie soi-disant représentative ne suffit plus aux milliardaires. Aujourd'hui, ils s'installent directement en tête des pouvoirs politiques.

Nous devons nous débarrasser une fois pour toutes des espwa malpapay dans lesquels certains veulent nous entraîner en nous faisant croire que nous pourrions changer les choses simplement en allant aux élections ou en persuadant les gouvernements d'être moins méchants.

Konpatryot, nous devons tous prendre conscience de la gravité de la situation pour définir notre propre trajectoire.

Notre pays, comme tout le reste du monde, est confronté à 5 énormes défis :

1 – la menace omniprésente des catastrophes liées au dérèglement climatique. (Citer exemples)

2 – l'imminence des crises économiques majeures

3 – la marche en cours vers un conflit militaire mondial

4 – le renforcement du fascisme dans l'ensemble des pays et la remise en cause systématique du droit international par les puissances impérialistes

5 – un dérèglement sociétal généralisé qui provoque le mal-être des populations .

C'est une véritable décolonisation que les Peuples doivent imposer pour mettre fin à la domination impérialiste et pour pouvoir affronter tous ces défis.

Il serait illusoire d'espérer faire bouger les lignes sans avoir systématisé le travail de dénonciation de la domination coloniale et la coordination de la lutte des Peuples au plan international. Seule la lutte des Peuples pourra mettre fin à la domination, au pillage et à la barbarie des impérialistes.

Et s'ils se préparent à la guerre mondiale, c'est parce qu'ils réalisent que leur hégémonie est sérieusement remise en cause. Des pays de plus en plus nombreux exigent la refonte de l'ONU. Leur suprématie est mise à mal par des puissances économiques concurrentes et par la consolidation d'institutions internationales rivales telles que les BRICS. La création de l'AES en Afrique montre qu'un pas décisif a été réalisé dans la marche pour une véritable décolonisation.

A terme, la domination des impérialistes occidentaux sera éradiquée et c'est la convergence entre les mouvements populaires et les forces anti impérialistes à l'échelle mondiale, sur des bases idéologiques et politiques claires qui rendra cela possible.

Mais, cela ne s'improvise pas. Il faut le concevoir dans un cadre organisé.

En ce qui nous concerne au CNCP, depuis sa création, notre organisation s'efforce de contribuer à cette coordination indispensable en participant à des réseaux internationaux tels que l'Assemblée des Peuples de la Caraïbe (APC), le Forum de Sao Paulo, ALBA Movimientos et l'Assemblée Internationale des Peuples. Nous collaborons avec de nombreuses organisations de par le monde et essayons de soutenir de façon conséquente tous les Peuples en lutte. Mais, Aucune organisation à elle seule, ne suffirait à s'opposer à la

politique coloniale. Comme nous le répétons souvent, toutes les initiatives allant dans la même direction sont nécessaires, complémentaires et nous font avancer vers la victoire.

Ce qui nous amène à saluer :

- toutes les mobilisations de soutien aux autres Peuples en lutte,*
- toutes les actions coordonnées au niveau international pour lutter contre les violences policières, le droit des femmes, des immigrés et des peuples autochtones, pour boycotter les intérêts économiques des prédateurs,*
- le travail réalisé par chacun pour populariser notre lutte,*
- les passerelles jetées pour favoriser les échanges culturels etc.*

En ce 21 février, Journée Internationale de la Décolonisation, nous tenons à exprimer notre soutien total à tous les Peuples dominés en lutte pour leur émancipation. Nous pensons tout particulièrement :

- au Peuple frère AYSIEN jeté dans la tourmente par les impérialistes occidentaux*
- aux Peuples de Kanaky et des Comores dont le droit à l'autodétermination est scandaleusement piétiné par l'État colonial Français.*
- au Peuple Palestinien qui résiste héroïquement au génocide entrepris par l'armée d'occupation Israélienne encouragé par les impérialistes occidentaux.*

Compatriotes, anticolonialistes, Peuple Martiniquais,

Dans le contexte international que nous avons présenté nous comprenons qu'on ne peut plus accepter les «zanzola»j et les «jé makak».

Unissons-nous et organisons-nous pour chasser les colonialistes français de notre pays et porter notre contribution au progrès de l'Humanité.

2 - Le contexte national présenté par Alain LIMERY

Notre Président Jean ABAUL nous a rappelé la sauvagerie des rapports imposés par les pays impérialistes occidentaux aux pays qu'ils dominent. Dans ma contribution, je parlerai du contexte dans lequel se pose la problématique de la décolonisation chez nous.

Notre premier constat, c'est que nous vivons un grand paradoxe !

En effet, alors que notre pays s'enfonce dans les pires difficultés dans tous les domaines, alors que le caractère colonial de la situation ne fait aucun doute, alors que sur tous les continents les Peuples dominés se dressent contre le système oppressif et ses conséquences catastrophiques pour l'ensemble du monde, dans notre pays, la plupart des dirigeants politiques continuent à espérer y porter remède en pactisant avec le Pouvoir colonial et par le biais des institutions qu'il contrôle.

Même parmi ceux qui se revendiquent du patriotisme, certains continuent à privilégier des illusions électoralistes au détriment de l'organisation du Peuple et de la lutte concrète pour l'indépendance et la souveraineté.

Les prétextes donnés pour justifier leur démarche sont toujours que «le Peuple n'est pas prêt» ou pire que « le Peuple a peur de l'indépendance ».

Selon nous, le fait que davantage de nos compatriotes ne s'engagent pas dans le combat pour la décolonisation, cela s'explique par la méfiance qu'ils manifestent à l'égard d'une classe politique qui n'a jamais pu porter réponse à leurs préoccupations, et qui évite soigneusement de porter les explications permettant de dénoncer le système et de déconstruire sa propagande.

C'est cette classe politique là, elle-même, qui a peur d'accepter les sacrifices que demande la lutte de libération nationale.

Tétanisée par cette peur, elle veut maintenir notre pays dans un statu quo qui ne dit pas son nom.

Mais le paradoxe dont nous parlons ne concerne pas que les dirigeants politiques.

Dans la société dite civile, beaucoup contestent les inégalités et les injustices dont ils reconnaissent l'État colonial responsable. Ils martèlent les slogans « Ici, nous sommes chez nous ! », « Tous nos droits sont piétinés », etc. En même temps, ils imaginent que la solution aux problèmes ne pourrait venir que de ceux qui les causent !

L'exemple des dernières mobilisations contre la vie chère illustre parfaitement ce paradoxe.

Après plus de cinq siècles de colonisation barbare, il y en a qui croient encore à la philanthropie du bon papa blanc

La présentation de ces paradoxes pourrait nous laisser l'image que la Martinique est un paquebot à la dérive piloté par quelques matelots peureux. Heureusement il n'en est rien.

Pendant ces cinquante dernières années, en effet, une mutation profonde s'est manifestée sur les plans politiques et idéologiques.

Différentes organisations politiques ont mené un travail de propagande conséquent sur la question de l'indépendance, d'autres, culturelles, ont permis un essor fulgurant de la conscience identitaire, renforcé par la propagation des idées panafricanistes. Malgré tous les efforts du Pouvoir colonial visant à renforcer l'assimilationnisme et à dépolitiser les nouvelles générations ; une frange de la jeunesse s'est investie pour abattre les symboles de la domination coloniale (statues, etc...) et promouvoir nos propres symboles (victoire de notre drapeau Rouge Vert Noir).

La grande mobilisation de 2009, ou la lutte de l'ensemble de notre peuple pour obtenir Justice et Réparation pour le crime d'empoisonnement aux pesticides, sont deux marqueurs de la mutation que nous vivons.

Il faut ajouter à cela que le Pouvoir Colonial français qui, lui aussi, est conscient de cette évolution, a mis en œuvre une stratégie brutale pour tenter de sauver son hégémonie qui, comme vous le savez, est fortement ébranlée dans le monde.

Aussi elle pratique chez nous :

- l'intensification du génocide par substitution,*
- la destruction de l'économie endogène,*
- le renforcement de la domination administrative et technologique,*
- le quadrillage militaire.*

C'est dire que nous sommes à un tournant décisif de notre histoire et que se confirme l'actualité de la décolonisation.

Notre Peuple ne pourra résoudre aucun de ses problèmes et notre pays ne pourra prétendre à aucun développement alternatif permettant un mieux-vivre, si nous n'empruntons pas résolument le chemin de la décolonisation.

Nous ne devons-nous faire aucune illusion quant à la possibilité que le Pouvoir colonial se résigne à accepter de mettre fin à sa domination.

Son comportement scélérat concernant Mayotte et la Kanaky devrait suffire à nous en convaincre. Aussi faut-il abandonner toute illusion concernant les lois programmes, les évolutions institutionnelles ou constitutionnelles et autres « autonomies totales ». La pseudo démocratie de la soi-disant « République Française » n'a jamais empêché sa barbarie coloniale de s'exercer.

Dans notre pays, comme dans l'ensemble du monde, c'est une lutte sans concession pour imposer une véritable décolonisation qui ouvrira la voie de l'émancipation et du mieux-vivre.

Honneur aux pionniers de l'OJAM (Organisation de la Jeunesse Anticolonialiste Martiniquais)

Pour vaincre la puissance coloniale, il est essentiel de mettre en œuvre une stratégie globale, pensée collectivement et dans l'unité.

A cet égard, nous voulons insister sur quelques aspects.

C'est d'abord à la décolonisation des esprits qu'il faut nous atteler : il s'agit de lutter

- contre les aliénations relatives à la conception du développement économique et au leurre de la démocratie faussement représentative, au piège de la lutte par procuration, etc.*
- contre les divisions superficielles propagées au sein de notre Peuple (Syndrome de Lynch).*

Deuxièmement, il nous faut sortir des postures de dénonciation pour investir le champ de la construction. Nous devons continuer à apporter des réponses concrètes par des actions alternatives en n'hésitant pas à nous opposer au pouvoir colonial.

Troisièmement, Il est essentiel de renforcer notre cohésion nationale. Ceci nous appelle à respecter les choix stratégiques de chaque organisation sans jamais dénier à quiconque son droit à l'analyse et au partage de sa vision. La diversité des engagements reflète la diversité de la société et la complémentarité des initiatives peut être un atout dans le combat contre les colonialistes. Par exemple, si nous nous démarquons des revendications du RPPRAC que nous jugeons assimilationnistes, nous devons relever le fait que leur mouvement a considérablement contribué à faire connaître la réalité de la colonisation de notre pays par la France à l'échelle internationale.

Quatrièmement : Justement l'une des conditions indispensables à la victoire de notre lutte pour la décolonisation est son internationalisation.

Enfin, nous voulons insister sur l'importance de ne jamais sous-estimer l'ennemi. Faut-il rappeler toutes les atrocités qu'il a commises au cours de toute l'histoire de son empire colonial ? Faut-il rappeler le chapelet de crimes commis dans notre pays par le pouvoir colonial, le suprémacisme raciste dont tous ses représentants font preuve ?

A l'heure où a commencé le combat décisif, ne fermons pas les yeux sur les méthodes que le pouvoir colonial a toujours utilisées pour écraser le mouvement populaire : répression judiciaire et policière, infiltration de provocateurs dans les organisations et les manifestations, etc...

Méfions-nous de la capacité du Pouvoir colonial à dévoyer les luttes et à les détourner de leur objectif. C'est, par exemple, ce qu'il fait actuellement, en faisant semblant de découvrir les abus de la caste béké et en voulant se donner le bon rôle de justicier. Tout cela c'est de la mascarade ! Les deux piliers de la domination coloniale que sont l'État Français et la caste béké resteront indéfectiblement liés, et à aucun moment nous ne devons prendre le parti de l'un contre l'autre.

En conclusion, nous voulons réaffirmer que la seule option correspondant aux intérêts de notre peuple, c'est celle de la décolonisation. Nous devons exiger que soit respecté notre droit à l'autodétermination. Nous devons nous organiser et nous battre pour conquérir notre indépendance nationale et pour bâtir notre souveraineté.

3 - Les orientations du CNCP présentées par Robert SAE

Nous pouvons retenir des deux contributions précédentes qu'il n'existe pas un seul recoin de la planète où l'on puisse prétendre résoudre un quelconque problème sans prendre en compte les interrelations entre les différents facteurs environnementaux, économiques, politiques ou autres qui prévalent au niveau international. Nous vivons dans un MONDE GLOBALISÉ et à un moment de l'histoire de l'humanité où le système capitaliste et impérialistes occidental qui avait, jusqu'alors, imposé sa dictature au reste du monde voit son hégémonie structurellement remise en cause par l'essor des puissances rivales et par les assauts répétés des luttes populaires. C'est ce qui a amené tous les gouvernements occidentaux représentant les multinationales et les spéculateurs à se débarrasser du masque de leur fausse démocratie, à saccager le droit international, à bafouer la souveraineté des États qui leur sont opposés, et à planifier un conflit militaire généralisé contre ceux-ci.

C'est pour cela que nous considérons, non seulement, que la question de la décolonisation est d'une actualité brûlante, mais plus encore, que l'impulsion d'une véritable décolonisation de tous les pays soumis à la domination impérialiste est une exigence incontournable afin que soit éradiqué ce système fossoyeur de la planète et de l'humanité.

C'est donc dans le contexte d'une guerre décisive entre deux camps et entre deux mondes que s'inscrit la lutte de décolonisation de notre Peuple.

- Aussi, le premier élément sur lequel nous allons insister, c'est la nécessité d'intégrer notre lutte de décolonisation dans une dynamique internationaliste. La collusion entre les forces impérialistes est sans faille. Partout dans le monde, elles mènent une offensive forcenée et coordonnée afin de réprimer les mouvements populaires et d'alimenter la subversion dans les pays anti-impérialistes. Leur stratégie ne pourra être mise en échec que par la coordination des luttes populaires au niveau international.

- En deuxième lieu, nous noterons que le droit à l'autodétermination de notre peuple devrait normalement être garanti par l'ONU, cependant, suite aux manœuvres de l'État Français, la Martinique n'est pas inscrite sur la liste des pays à décoloniser. Rappelons, d'autre part, qu'aujourd'hui, les principales institutions internationales sont sous la coupe des impérialistes occidentaux. Aussi, devons-nous faire preuve d'une extrême lucidité : Nous ne pourrions imposer le respect de nos droits qu'à condition d'être soutenus par des pays anti-impérialistes et opposés au camp occidental.

Ce soutien-là, nous ne pourrions réellement l'obtenir que dans la seule mesure où ceux qui le sollicitent soient effectivement représentatifs d'un Peuple Martiniquais organisé et rassemblé autour un projet alternatif assumé.

Car nous parlons bien d'autodétermination du Peuple, non pas de porter à la tête d'un État devenu indépendant quiconque s'octroierait arbitrairement le droit de le diriger.

L'autodétermination est une voie qu'emprunte un peuple pour être acteur de son destin, pour porter les réponses qui sont siennes quant à l'organisation de sa vie. Cela veut dire que pour être en capacité d'exercer sa pleine souveraineté, tout Peuple doit être structuré à la base.

C'est pourquoi nous affirmons qu'aucune décolonisation n'est possible si la lutte contre le pouvoir colonial n'est pas corrélée à la construction de la société alternative.

En clair, nous sommes tenus de jeter, dès aujourd'hui, les bases d'une démocratie directe et d'une économie alternative.

- Pour qu'un peuple puisse contrôler le pouvoir et ses institutions, il est indispensable qu'il soit en capacité d'intervenir réellement dans les prises de décision concernant sa vie. Les réponses portées par de prétendus « sachant », les luttes par procuration menées par des leaders autoproclamés ou la confiance accordée à des gourous aboutissent inéluctablement à des déconvenues. Une véritable décolonisation demande de prendre le contre-pied de l'idéologie individualiste et élitiste cultivée par la bourgeoisie occidentale et de faire confiance à l'intelligence populaire.

- Nous avons déjà eu l'occasion d'écrire que, je cite, « *Dans les faits, et cela de tous temps, que ce soit sur les plans du logement, de l'économie, de la gestion des contradictions au sein de la société, les réponses correspondant aux besoins de l'écrasante majorité des populations ont toujours été portées par les peuples eux-mêmes* ».

Établir les bases de la décolonisation implique donc la nécessité de s'appuyer sur les multiples initiatives alternatives développées par nos compatriotes en matière de production, de distribution, de services, d'éducation et de culture, mais également de renforcer les réseaux existants déjà, pour consolider le tissu économique et social endogène. C'est la raison pour laquelle nos militants soutiennent l'« Administration Alternative Populaire » (AAP) qui s'est donnée pour objectif de favoriser la synergie entre toutes les initiatives alternatives.

Puisque nous parlons d'économie, j'en profite pour attirer l'attention sur le caractère dérisoire de la critique rabâchée par ceux qu'Alain LIMERY a qualifié de « matelots peureux » et qui, pour s'accrocher au statu quo, se cachent derrière le prétexte que « les indépendantistes ne seraient pas crédibles puisqu'ils ne présentent pas de programme pour l'État futur ! ». Cela pourrait prêter à rire quand on pense au nombre de programmes affichés et mis en œuvre dans le cadre de la départementalisation, sous les applaudissements de nos détracteurs, et qui n'ont cessé d'enfoncer notre pays dans la déchéance. Les accros à la morphine du statu quo et à la dépendance colonialiste ne veulent pas comprendre qu'il appartiendra à notre Peuple de décider souverainement, au moment opportun et en fonction des nouvelles conjonctures, des mesures qui lui seront assurément plus bénéfiques.

Il est certain que nous aurons d'énormes défis à affronter car, indépendance ou pas, les menaces qui pèsent sur notre monde seront toujours présentes ! Catastrophes liées au dérèglement climatique, crise économique majeure, guerre mondiale, agressivité du fascisme occidental, dérèglement sociétal, tout cela ne disparaîtra pas magiquement du fait de la libération Nationale. Ce qui, par contre, est indéniable, c'est que :

- si nous sommes maîtres de notre destin, libres de prendre les lois et décisions que nous jugeons salutaires pour notre peuple et notre pays,
- si nous brisons les chaînes de cette aliénation qui conduit à croire qu'il serait possible de mettre fin à nos tourments en faisant confiance aux prédateurs psychopathes qui dirigent le système et imposent au monde un ultralibéralisme barbare,
- si notre pays libéré est doté d'un pouvoir qui fonde sa légitimité sur l'organisation de notre Peuple à la base et sur la richesse de la pensée collective,

Alors, nous serons mieux armés pour surmonter toutes les épreuves.

Par contre, rester paralysé par le venin du statu quo néocolonial revient à accepter de baisser la tête sur le billot pour qu'elle soit coupée par le bourreau. La seule option responsable est donc que nous nous battions pour imposer à l'État Français la décolonisation de notre pays ! Car, comme le dit le proverbe africain : « Qui veut du miel doit avoir le courage d'affronter les abeilles. »

Puisqu'on entend de plus en plus de gens reprendre la célèbre citation de Frantz FANON qui dit que « Chaque génération doit dans une relative opacité découvrir sa mission, la remplir ou la trahir. », nous souhaitons préciser que, selon nous, dans le contexte délétère actuel, la mission suprême qui est confiée à notre génération nous appelle

1) à mettre en œuvre une stratégie globale visant à éveiller les consciences, consolider des contre-pouvoirs et internationaliser notre lutte.

2) à rendre notre Peuple acteur du processus de décolonisation en contribuant à son organisation, à son unité et à sa mobilisation consciente.

3) à porter concrètement notre contribution individuelle et collective à la lutte contre le pouvoir colonial et les profiteurs de la caste suprémaciste béké.

Au CNCP, nous entendons remplir pleinement cette mission et tant pis pour les «matelots peureux» s'ils préfèrent la trahir.

Nous concluons notre contribution en affirmant que les conditions sont réunies pour que notre pays emprunte la voie d'une véritable décolonisation.

En effet, la décrépitude de la France, chassée d'Afrique et dont l'économie est détruite du fait de sa soumission masochiste aux USA, est inéluctable. La conjoncture internationale est de plus en plus favorable aux forces anti-impérialistes. L'essor spectaculaire de la conscience identitaire au sein de notre Peuple annonce l'ère de mobilisations conséquentes.

Notre Peuple qui, aux moments les plus tragiques de son histoire, a toujours su faire preuve de courage et de créativité pour surmonter les pires difficultés, est tout à fait capable de prendre son destin en mains. Marchons donc sur la trace de nos ancêtres. Mobilisons-nous pour imposer la décolonisation de notre pays. Ainsi, notre Peuple pourra emprunter la voie de l'émancipation.

Je vous remercie de votre attention.

—



CONTACTS

cncpmartinique@gmail.com

Le Président : Jean ABAUL 06 96 41 41 32
Le Porte-parole : Alain LIMERY 06 96 25 28 78
Le Secrétaire : Léon SEVEUR 06 96 33 26 32

*Une information alternative
& une musique de qualité*



Liens

https://www.radioline.co/fr/radios/jikanbouttv_radio

<https://jikanbouttv.com>



[Jik An Bout Facebook](#)



« Ce que le colonisé obtient par la lutte politique ou armée, n'est pas le résultat de la bonne volonté ou du bon cœur du colon mais traduit son impossibilité à différer les concessions. »

Frantz FANON

